

COUVERTURE DES MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE ET DE LA RELIGION EN AFRIQUE

UN GUIDE DE REPORTAGE POUR LES JOURNALISTES

Version Française
Écrit et Édité par Brian Pellot et Debra L. Mason

COUVERTURE DES MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE ET DE LA RELIGION EN AFRIQUE

Un Guide de Reportage pour les Journalistes
Version Française



Écrit et Édité par Brian Pellot et Debra L. Mason

Publié par Taboom Media avec le soutien de la Fondation Arcus et du National
Endowment for Democracy (NED).

© 2022

Auteur Principal et Éditeur:

Brian Pellot, Directeur Fondateur de
Taboom Media

**Auteure Collaboratrice et
Rédactrice:**

Debra L. Mason, Co-Fondatrice de
Taboom Media

**Traduction du guide vers le
français:**

Mohamed Hedi Khiari

Relectrice:

Nandini Tanya Lallmon

Design du guide:

Tamzyn La Gorcé

Pour consulter ou télécharger la version
électronique de ce guide en anglais ou
en français, veuillez vous rendre sur :

www.TaboomMedia.com

Première publication en 2017

Deuxième édition © 2020

La version française © 2022

Taboom Media

Le Cap, Afrique du Sud

Ce travail est publié selon les termes de
la licence Creative Commons Attribu-
tion - Pas d'Utilisation Commerciale -
Partage dans les Mêmes Conditions. CC
BY-NC-SA 2.0 2022

Cette publication a été rendue possible
grâce au soutien de la Fondation Arcus,
du National Endowment for Democracy,
de Palette Fund et de la Fondation Hein-
rich Böll. Le contenu de ce document
relève de la seule responsabilité de ses
auteur.e.s et ne représente pas néces-
sairement l'opinion des partenaires
financiers.



Table des matières

	Remerciements	04
01.	Introduction	06
02.	Code de Déontologie de Reportage	09
03.	Les Principes Éthiques du Reportage sur les Droits Humains	12
04.	Terminologie Fondamentale de SOSIGEG	22
05.	Distinguer les Mythes de SOSIGEG des Réalités	35
06.	Comment Couvrir les Thèmes Relatifs au SOSIGEG	41
07.	Comment NE PAS couvrir les Thèmes Relatifs au SOSIGEG	51
08.	Perspectives Religieuses sur les Thèmes Relatifs au SOSIGEG	58
09.	Astuces pour le Reportage sur les Thèmes Relatifs à la Religion	73
10.	Sécurité des Sources et Sécurité Numérique	78
11.	Sécurité et Bien-Être des Journalistes	83
12.	Ressources et Lectures Complémentaires	89
	- Recherche	89
	- Guides de Reportage et Analyse des Médias	96
	- Histoires et Narrations	98
13.	Guide des Sources pour l’Afrique	102
	- Afrique Australe	102
	- Afrique de l’Est	111
	- Afrique de l’Ouest	115
	- Afrique Centrale	118
	- Afrique du Nord	119
	- Pan-Afrique et International	124
14.	Biographies des Contributeurs	132
15.	À propos de Taboom Media	135
	- La Media Monitoring and Response Coalition (MMRC) de Taboom	135
16.	Notes de fin	138

Remerciements

Cette Version Française de *Couverture des Minorités Sexuelles et de Genre et de la Religion en Afrique : Un Guide de Reportage pour les Journalistes* a été rendue possible grâce au soutien, à la collaboration et à la vision de nombreuses personnes et organisations dans de nombreux pays.

Taboom Media tient à remercier la Fondation Arcus, la Fondation Heinrich Böll, The Palette Fund, le Centre européen de journalisme et The National Endowment for Democracy pour leur soutien financier. Nous remercions également l'équipe du bureau de Heinrich Böll Stiftung de l'Afrique du Sud pour son assistance logistique et Reporters et Éditeurs d'Investigation pour leur parrainage fiscal de Taboom Media.

Les formateurs régionaux Brian Pellot, Debra Mason, Selly Thiam, Isabella Matambanadzo, Nanjala Nyabola et Carl Collison ont mené à bien les ateliers de reportage sur lesquels ce guide est basé, et les intervenants ont apporté un aperçu précieux. Quelques parties du contenu inclu dans ce guide ont déjà été publiées sous d'autres formats, comme indiqué et précisé tout au long du document. Nous remercions les auteur-e-s originaux/le-s et les organisations pour leur travail.

Enfin, nous souhaitons remercier les centaines de journalistes d'Afrique et du monde entier qui ont participé à nos ateliers régionaux et nationaux. Leur volonté d'apprendre et de partager est une source d'inspiration. Nous espérons que leurs reportages, dont des exemples sont [disponibles sur notre site web](#)¹, encouragent d'autres journalistes à couvrir les minorités sexuelles et de genre et de la religion avec honnêteté, équité, précision, transparence, sensibilité et rigueur.

INTRODUCTION

Introduction

Partout en Afrique et dans le monde, les reportages sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (SOSIGEG) peuvent être épineux. Les tabous culturels, les stéréotypes enracinés, les hostilités sociales, les restrictions légales et la censure éditoriale déforment souvent la couverture de ces sujets sensibles. Ajouter la religion à ce mélange et produire un journalisme responsable sur les minorités sexuelles et de genre peut sembler impossible.

À dater de 2016, Taboom Media a voulu montrer qu'une couverture éthique et sensible des questions relatives au SOSIGEG et de ces communautés n'est pas seulement possible, mais primordiale. À cet effet, nous avons réuni 24 professionnels comprenant journalistes et éditeurs représentant 15 pays de l'Afrique Subsaharienne pour un atelier sur le reportage journalistique de quatre jours au Cap, en Afrique du Sud.

Dans le cadre de ce premier échange, nous avons discuté de nos motivations et de nos obligations professionnelles en tant que journalistes ; passé en revue les concepts et les termes clés relatifs

au SOSIGEG et à la religion ; partagé les défis et les opportunités en matière de liberté des médias dans nos propres communautés ; analysé les racines structurelles de l'inégalité ; effectué une réflexion sur des idées d'articles, des angles et des sources ; élaboré une stratégie pour sauvegarder au mieux la sécurité et la sensibilité des sources ; et débattu des questions relatives à la valeur de l'information et l'intérêt public. Nous avons débuté la semaine en tant qu'inconnu·e·s et l'avons terminée en tant qu'ami·e·s, déterminé·e·s à nous entraider et à aider notre réseau étendu de collègues à améliorer la couverture des minorités sexuelles et de genre et de la religion en Afrique.

Taboom Media a par la suite organisé des dizaines de sessions régionales et nationales d'ateliers de reportage sur le SOSIGEG et la religion pour des centaines de journalistes à travers le continent. Ce guide résume certains des principes clés et des sujets abordés dans le cadre de nos ateliers, tout en offrant aux journalistes une panoplie de ressources et de sources leur permettant d'améliorer leur propre couverture de ces sujets.

Les questions les plus fréquentes que nous avons reçues à propos de nos deux premières éditions de ce guide de reportage étaient : 1) pourquoi ce guide ne couvre-t-il pas l’Afrique du Nord et 2) est-il disponible en langue française ? Nous avons entendu vos souhaits et nous sommes impatients de vous présenter cette première Version Panafricaine en français afin de soutenir un plus grand nombre de journalistes à travers le continent. Partagez-la avec vos collègues.

Depuis la publication de la première édition de ce guide en 2017, beaucoup de changements sont intervenus. L’Angola et le Botswana ont dépénalisé les rapports sexuels entre individus du même sexe, tandis que le Tchad et le Gabon ont adopté de nouvelles dispo-

sitions législatives qui en font un crime. Alors que les droits et les réalités vécues continuent de changer, il est crucial que les journalistes puissent témoigner de cette évolution en temps réel et la documenter. Nous espérons que les informations, la terminologie, les liens et les ressources actualisés dans cette édition vous permettront de garantir votre sécurité et de vous tenir informés lorsque vous interviendrez pour couvrir des sujets difficiles et parfois dangereux concernant les minorités sexuelles et de genre et de la religion en Afrique et dans le monde.

— Brian Pellot
Auteur Principal et Éditeur
Taboom Media
Janvier 2022

CODE DE
DÉONTOLOGIE
DE REPORTAGE

Code de Déontologie de Reportage

Partout en Afrique, les minorités sexuelles et de genre demeurent défavorisées, stigmatisées et exclues de nombreux aspects de la vie économique, politique et sociale. Les niveaux alarmants de discrimination, de préjudice et de violence rendent ces individus et communautés souvent marginalisés et méconnus particulièrement susceptibles aux violations de leurs droits humains.

En tant que journalistes, nous avons le pouvoir de substituer aux stéréotypes déshumanisants des représentations nuancées et précises des minorités persécutées.

Pour ce faire, nous devons mettre de côté nos préjugés et adhérer aux valeurs fondamentales de notre profession.

Le code de conduite suivant a été initialement formulé lors de notre atelier régional de 2016 et a continué à évoluer à chaque atelier subséquent. Cette dernière version reprend certaines des meilleures pratiques que des journalistes ont identifiées pour permettre une meilleure couverture des minorités sexuelles et de genre et de la religion. C'est un point de départ pratique et un résumé de ce qui sera présenté dans ce manuel.



Des stagiaires visitent Auwal Masjid à Bo-Kaap, au Cap. Photo de Brian Pellot.

Déclaration de Taboom Media

Couverture des Minorités Sexuelles et de Genre et de la Religion en Afrique

En notre qualité de journalistes de toutes les régions d'Afrique, nous adhérons aux principes d'honnêteté, d'équité, de précision, de transparence, de sensibilité et de rigueur propres à notre profession. Dans le cadre de nos reportages et de nos rédactions sur les minorités sexuelles et de genre et de la religion, nous nous engageons à :

01. Approfondir notre connaissance des différents sujets et systèmes de croyance de SOSIGEG (Sexe, Orientation Sexuelle, Identité de Genre et Expression de Genre).
02. Éviter de mentionner le statut de SOSIGEG ou l'affiliation religieuse lorsque cette information n'est pas directement liée au sujet traité.
03. Examiner prudemment le vocabulaire et le conditionnement des minorités sexuelles et de genre et des adeptes de différentes religions. Utiliser la terminologie préférée des sources quand cela est approprié.
04. Donner la possibilité aux individus sous-représentés de se faire entendre et de parler de leur propre voix.
05. Chercher à inclure les voix modérées dans nos reportages, et pas seulement les extrémistes.
06. Rechercher des sources bien informées qui peuvent fournir des informations et des analyses fiables.
07. Toujours prendre en considération les motivations et les préjugés potentiels de nos sources.
08. Vérifier diligemment tous les détails lors de la couverture de nouvelles sensibles. Demander des éclaircissements quand c'est nécessaire.
09. Éviter de propager des discours haineux et/ou dangereux dans nos reportages.
10. Éviter de faire du sensationnalisme ou de tirer profit des communautés marginalisées.
11. Éviter d'utiliser des illustrations qui représentent les minorités religieuses, sexuelles ou de genre de manière stéréotypée ou déshumanisante.
12. Prendre toutes les précautions possibles pour préserver la sécurité et la sûreté des sources, des sujets, des communautés et de soi-même. Cela peut nécessiter l'anonymisation des sources.
13. Pratiquer les qualités d'un journalisme responsable et éthique en minimisant les dommages et en interrogeant les oui-dire et les rumeurs.
14. Favoriser la diversité dans nos salles de rédaction et éduquer nos collègues.
15. Assurer que nos convictions personnelles et nos préjugés n'influencent pas l'exactitude de nos reportages et ne limitent pas les sujets que nous couvrons. Si nos convictions mettent en péril notre capacité à couvrir de manière objective un reportage, nous devons le transmettre à un collègue qui peut lui rendre justice.

LES PRINCIPES
ÉTHIQUES DU
REPORTAGE SUR
LES DROITS
HUMAINS

Les Principes Éthiques du Reportage sur les Droits Humains

La couverture de SOSIGEG et des minorités religieuses fait partie intégrante des reportages sur les droits humains. Ce chapitre traite des principes éthiques fondamentaux que les journalistes professionnels doivent respecter quand ils couvrent des sujets liés aux droits humains.

Le [Ethical Journalism Network](#)² (EJN), basé à Londres, énumère la sincérité et l'exactitude, l'indépendance, l'équité et l'impartialité, l'humanité et la responsabilité comme étant les cinq principes les plus importants qui distinguent le journalisme éthique de la propagande ou des relations publiques.

Pour garantir la sincérité et l'exactitude, nous, en tant que journalistes, devons nous renseigner sur les sujets que nous couvrons. Pour être autonomes, nous devons limiter l'influence des parties prenantes qui tentent de façonner notre travail. Pour favoriser l'équité et l'impartialité, nous devons interroger et solliciter l'avis d'un large éventail de parties prenantes, en particulier les individus et les communautés que nous couvrons. Pour préserver l'humanité, nous devons identifier et délimiter tout

éventuel préjudice que nos reportages pourraient causer aux individus et aux communautés vulnérables. Pour être responsables vis-à-vis de nos lecteurs, nous devons admettre en toute humilité et corriger les erreurs commises dans le cadre de nos reportages.

S'engager à respecter ces principes fondamentaux de notre profession, signifie permettre aux individus et aux communautés de s'exprimer avec leurs propres mots et de raconter leurs propres histoires. Ainsi, nous contribuons à donner une représentation exacte des minorités sous-représentées dans nos communautés.

POURQUOI FAIRE DU REPORTAGE SUR LES DROITS HUMAINS ?

Nous commençons souvent nos ateliers en demandant aux participants la raison pour laquelle ils sont devenus journalistes. Les réponses les plus communes sont notamment les suivantes : « faire entendre les sans-voix ; donner du sens au monde pour mon audience ; défier les stéréotypes, les normes ancrées,

et les inégalités structurées ; pour dénoncer la corruption ; pour favoriser un changement positif au sein de ma communauté. » Nous leur demandons aussi les raisons pour lesquelles ils sont désireux de couvrir les questions relatives aux droits humains : « pour remédier aux torts et aux injustices ; renseigner les individus sur leurs droits ; pour promouvoir la bonne gouvernance ; pour créer une société plus libre ; plaider en faveur des communautés vulnérables et exploitées ; combattre la violence et l'impunité à l'égard des groupes ; pour exposer la résistance au quotidien des individus. » Nous leur demandons de répertorier les traits qui caractérisent un bon journaliste :

« passion ; curiosité ; sensibilité ; empathie ; patience ; intégrité ; tolérance ; conscience professionnelle ; courage ; précision ; objectivité ; impartialité ; volonté d'apprendre ; sens de la rigueur. »

Ces motivations, qualités et principes constituent le fondement des reportages éthiques et professionnels sur les droits humains. En dégagant les histoires importantes qui ne sont pas racontées avec exactitude (ou pas du tout) , nous pouvons attirer l'attention sur les violations des droits humains et contribuer à rendre le monde meilleur, tout en maintenant notre crédibilité de journaliste.

COUVRIR ET PRÉVENIR LES DISCOURS HAINEUX ET DANGEREUX

Les journalistes éthiques ont la responsabilité de couvrir la réalité, mais nous avons aussi pour responsabilité d'éviter

de raviver inutilement la haine et la violence, notamment lorsque les tensions sont fortes.

Certain-e-s politicien-ne-s et chefs religieux en Afrique et dans le monde utilisent les discours de haine homophobes et transphobes pour rassembler le public autour d'un ennemi perçu comme tel (minorités sexuelles et de genre) , distraire les gens d'autres affaires économiques, politiques ou sociales. En qualifiant l'attraction pour le même sexe et la non-conformité de genre de non-africaines, d'antireligieuses, de pécheresses, d'immorales, d'illégales ou d'inacceptables, ces leaders font des minorités déjà vulnérables des souffre-douleurs. Les journalistes sont parfois complices dans la légitimation et la propagation de cette forme de vandalisme, comme nous allons le découvrir dans les chapitres à venir.

Lorsque des discours de haine apparaissent dans le journalisme professionnel, cela nuit à notre profession, à notre audience et à la société toute entière. Parfois, ils renforcent des stéréotypes déplaisants ; d'autres fois, ils contribuent à des méfaits bien plus graves. Mais qu'est-ce qu'un discours de haine, et comment trouver l'équilibre entre le droit à la liberté d'expression et la nécessité d'empêcher la propagation d'une rhétorique dangereuse ?

QU'EST CE QU'UN DISCOURS DE HAINE ?

D'une manière générale, nous pouvons qualifier de discours de haine ceux qui

dénigrent les gens sur la base d'un ou de plusieurs aspect (s) de leur identité individuelle ou collective. En raison des incohérences juridiques et des sensibilités locales, la même citation d'une source ou la même ligne dans un reportage peut être considérée comme discriminatoire, haineuse, offensante, dangereuse, diffamatoire, blasphématoire, déloyale, séditeuse ou parfaitement acceptable d'un pays à l'autre. Devant cette réalité, il est important de se familiariser avec les limites locales quand nous abordons des sujets controversés dans notre propre pays ou ailleurs.

[L'article 20 du Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques](#)³ définit au sens large le discours de haine comme : « Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. » Les États-Unis déclarent illégaux les discours destinés à provoquer ou susceptibles de provoquer une [action illégale imminente](#)⁴ — un seuil très élevé. La barre juridique est bien plus basse dans la plupart des pays, ce qui se traduit par l'interdiction de l'homophobie, de la transphobie, du racisme, du blasphème, de la diffamation de la religion et d'une série d'autres délits d'expression et d'opinion.

LA RELIGION COMME SOURCE ET CIBLE DE LA HAINE

Un conflit est forcément inévitable lorsque différents groupes expriment des prétentions mutuellement exclusives à la vérité et croient que la délivrance

est en jeu. Pour cette raison, la religion et les discours haineux ou offensifs se recouvrent souvent de manière complexe. Nous voyons : les chrétiens évangéliques accusent les mormons de suivre un « faux prophète » aux États-Unis ; chrétiens et musulmans se battent pour les conversions religieuses en Afrique ; les bouddhistes et les hindous persécutent les musulmans en Asie. Il y a aussi de l'animosité au sein des religions : musulmans sunnites et chiites, juifs ultra-orthodoxes et réformés, chrétiens protestants et catholiques. Ensuite, nous trouvons la haine partagée envers d'autres convictions et croyances : des groupes religieux s'associent pour s'opposer à l'égalité des droits pour les minorités sexuelles et de genre ; les athées qui ridiculisent les croyants . Ces tensions inter- et intra-religieuses se manifestent souvent par des discours de haine fondés sur la foi, même si la religion n'est qu'un facteur parmi d'autres dans un conflit plus large portant sur les ressources, la culture, la politique ou d'autres lignes de faute.

D'après une étude réalisée par le [Pew Research Center](#)⁵ citant des données de 2019, elle a révélé que des groupes religieux sont victimes de harcèlement dans la plupart des pays étudiés. Les chrétiens, les musulmans et les juifs font l'objet de harcèlement dans le plus grand nombre de pays, mais les sikhs, les zoroastriens, les bahá'ís, les hindous, les bouddhistes et les personnes d'autres religions ou sans religion sont également victimes d'hostilités sociales et de restrictions gouvernementales en raison de leurs croyances.

et politiques. Là où l'insécurité et l'instabilité règnent en maître, les journalistes doivent évaluer l'impact que la citation d'un discours de haine peut avoir sur les cibles visées.

04. La portée du discours

Des remarques offensives limitées dans des conversations privées ne risquent pas de causer beaucoup de préjudice. Cela change si les remarques haineuses sont diffusées de manière répétée à la vue de tous, un bon indicateur que le locuteur peut tenter de promouvoir intentionnellement l'hostilité.

05. Les objectifs du discours

Les journalistes doivent veiller à déterminer si un discours est délibérément conçu pour dénigrer les droits d'autrui et doivent savoir quelles sont les formes d'expression qui font l'objet de sanctions légales. Lorsqu'ils sont confrontés à un discours de haine, le EJN conseille aux journalistes de ne pas faire du sensationnalisme et de réfléchir aux éventuelles conséquences avant de se hâter pour publier.



"Journalistes en poste" par Yan Arief Purwanto est sous licence CC by-SA 2.0.

DISCOURS DE HAINE

TOURNER LA PAGE DE LA HAINE :
UNE CAMPAGNE MÉDIATIQUE POUR
LA TOLÉRANCE DANS LE JOURNALISME

Lorsqu'il s'agit de discours de haine, les journalistes et éditeurs se doivent de s'arrêter et prendre le temps de juger de l'impact potentiel d'un contenu offensant et provocateur.

Le test ci-dessous, développé par l'EJN et basé sur des standards internationaux, souligne les problématiques de la collecte, de la préparation et de la dissémination des informations et aide à placer ce qui est dit et qui le dit dans un contexte éthique.

4 PORTÉE DU DISCOURS

Le discours va-t-il s'étendre
à d'autres publics ?

Existe-t-il un schéma de comportement ?

5 OBJECTIFS DU DISCOURS

Quels sont les avantages pour
l'intervenant et ses intérêts ?

Est-ce délibérément pour
causer du tort à autrui ?

UN TEST EN 5 POINTS POUR LES JOURNALISTES

1 LE CONTENU

Le discours est-il dangereux ?
Pourrait-il inciter à la violence ?

3

LE CLIMAT AMBIANT
SOCIAL / ÉCONOMIQUE / POLITIQUE

Qui pourrait être
affecté négativement ?

Existe-t-il des
précédents de conflits
ou de discriminations ?

2

STATUT DE
L'INTERVENANT

Sa position peut-elle
influencer ses motivations ?

Doit-il même être
entendu ou simplement ignoré ?



NE DONNEZ PAS
DANS LE SENSATIONNEL !

NE VOUS HATEZ PAS DE PUBLIER

PRENEZ UN MOMENT DE RÉFLEXION

Créé par



Réseau éthique en
journalisme
ethicaljournalismnetwork.org

Soutenu par



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

عندما يتعلق الأمر بخطابات الكراهية،
الراغب على الصحفيين والناشريين أن يتربطوا في تقييم التقارير المحتمل
لمسؤولين ينطوي على الإساءة والإثارة

إن الاختيار الوارد ادناه، الذي وضعت شبكة الصحافة الأخلاقية استنادا
إلى المعايير الدولية، يسلط الضوء على المسائل المتعلقة بجمع وإعداد
المعلومات ونشرها، كما أنه يساعد على وضع حدود الخطابات ومن يولي
بها في سياق أخلاقي.

خطابات الكراهية

طلي صفحة الكراهية:
حملة إعلامية من أجل التسامح
في مجال الصحافة

5 أهداف الخطاب

ما هي الفوائد التي تعود على من
يدلي بالخطاب والمصالح التي يجنيها؟

4 مضمون الخطاب ذاته

هل من الممكن أن يؤثر موقفهم على نواياهم؟
هل ينطوي الخطاب على مخاطر؟
هل يمكن أن يحرص الخطاب على العنف؟

اختبار من 5 نقاط للصحفيين

1 وضع من يدلي بالخطابات

هل يجب فعلا الاستماع إليهم
أو تجاهلهم ببساطة؟

3 الوسط المحيط

اجتماعي/اقتصادي/سياسي
من الذي يمكن أن يتأثر سلبا؟
هل وجدت نزاعات أو أوجه
تمييز من قبل؟

مدى تأثير الخطاب

هل سينتشر الخطاب ويصل
إلى فئات أخرى من الجمهور؟
وهل يوجد نمط للسلوك؟

شاركنا الخبر

بدعم من



منظمة الأمم المتحدة
للترقية والعلم والثقافة

تم إنشاؤها بواسطة



شبكة الصحافة
الأخلاقية

ethicaljournalismnetwork.org

لا تستسلموا للإثارة !
لا تتسرعوا في النشر
كرسوا وقتا للتفكير

IDENTIFIER LES DISCOURS DANGEREUX : UN TEST EN CINQ POINTS

« Un discours dangereux » est un discours provocateur qui a la capacité de catalyser la violence entre les différents groupes. Susan Benesch, journaliste et académicienne Américaine qui gère le [Projet des Discours Dangereux](#)⁷, affirme que les actes de parole les plus dangereux se produisent lorsque [les cinq facteurs](#)⁸ suivants se trouvent maximisés :

01. **L'orateur est puissant et a une forte influence sur le public.**
02. **Le public a des reproches et des inquiétudes que l'orateur peut développer.**
03. **Le discours est interprété comme une incitation à la violence.**
04. **Il existe un contexte social ou historique propice à la violence, et ce pour diverses raisons, notamment une concurrence persistante entre les groupes pour les ressources, le manque de volonté de résoudre les conflits, ou des épisodes de violence antérieurs.**
05. **Il existe un moyen de diffusion qui est influent en soi-même, par exemple du fait qu'il s'agit de la seule ou de la principale source d'informations pour le public concerné.**

Utilisez ces deux tests en cinq points pour déterminer si les déclarations de vos sources, les émissions de vos collègues ou même vos propres rédactions peuvent être considérées comme des discours de haine dangereux.

COMMENT FAIRE FACE À UN DISCOURS OFFENSANT

Il est possible que quelqu'un soit contrarié par des faits ou des idées que vous publiez, mais ce n'est pas une raison suffisante pour que vous vous censurez. Le devoir d'un journaliste professionnel est d'informer le public, et non de le protéger des réalités inconfortables ou contrariantes. Ceci étant dit, il convient de toujours faire l'équilibre entre l'intérêt que présente un reportage pour l'actualité et le souci de sécurité des sources et des communautés vulnérables qui pourraient être affectées par votre reportage.

Les adeptes de différentes religions considèrent certaines expressions comme haineuses ou offensantes, même si elles sont licites dans de nombreux pays. L'attentat contre [Charlie Hebdo](#)⁹ en 2015 en France et des controverses antérieures comme les [caricatures Danoises](#)¹⁰ de 2005 illustrent les dangers qui peuvent survenir quand les tabous — représentant le prophète Mahomet, dans ces situations — sont brisés. L'indignation des chrétiens sur [l'art "blasphématoire"](#)¹¹ et les [vidéos musicales](#)¹² démontrent que les musulmans ne sont pas les seuls à se sentir offensés par les représentations irrespectueuses de leurs croyances sacrées.

Dans le cadre de vos reportages sur ces tensions, essayez de comprendre pourquoi les individus ou les groupes sont offensés, sans toutefois confondre la liberté de religion ou de croyance et la liberté d'expression — les deux humains fondamentaux — avec le désir d'une communauté d'être préservée de toute offense.

Avant de pouvoir décider de publier des contenus potentiellement offensants, les journalistes doivent d'abord comprendre ce que les différents groupes considèrent comme offensant et pourquoi. Consultez les chefs religieux locaux et les activistes de SOSIGEG et vérifiez les [différents guides de reportage](#)¹³ de ReligionLink pour vous assurer que votre langage est approprié et nuancé.

Les tests de discours haineux et de discours dangereux en cinq points présentés ci-dessus peuvent vous aider à déterminer si les citations d'une source que certains lecteurs considèrent comme offensantes sont susceptibles de provoquer des actes de violence ou des dommages réels. Les sources qui ont recours à une rhétorique sensationnelle, à des insultes haineuses ou à des stéréotypes déshumanisants doivent être ignorées ou contestées en incluant des voix alternatives dans votre reportage. Les représentations biaisées, trompeuses ou autrement inexactes d'individus et de groupes n'ont pas de place dans la boîte à outils d'un journaliste responsable.

Il est important de rappeler que les journalistes ne jouissent pas d'une liberté

d'expression absolue. Nous sommes tous confrontés à des limites légales et éthiques dans le cadre de nos reportages, et le principe de prévention des atteintes à l'intégrité de notre profession doit être soigneusement pris en compte lors de la détermination de la manière dont il convient de traiter un discours potentiellement offensant. Les différents organes médiatiques aboutiront à des conclusions différentes dans cet exercice d'équilibre. Peu importe le raisonnement qui motive de telles décisions, les principes fondamentaux du journalisme doivent primer sur la peur d'offenser.

Pour plus de ressources et de sources sur les principes éthiques d'établissement de rapports sur les droits humains et les discours de haine, consultez notre [Reporting Guide on Covering and Avoiding Religious Hate Speech](#)¹⁴.



La formatrice Isabella Matambanadzo et le formateur Carl Collison, tous deux de Taboom, animent une session lors de notre atelier régional en octobre 2019. Photo de Brian Pellot.

**TERMINOLOGIE
FONDAMENTALE
DE SOSIGEG**

Terminologie Fondamentale de SOSIGEG

Avant de contacter les sources, il est important de se familiariser avec la terminologie appropriée qui peut apparaître dans les conversations concernant le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (SOSIGEG). Savoir que LGBTQI+ signifie lesbienne, gay, bisexuel·le, transgenre, queer, intersexe, et plus (+) n'est que la partie émergée de l'iceberg. Pas toutes les minorités de SOSIGEG préfèrent utiliser ces termes et cette catégorisation.

Plutôt que d'essayer de faire rentrer les sources dans des catégories identitaires particulières, permettez leur d'utiliser leur propre vocabulaire, et décrivez-les avec ce vocabulaire dans vos reportages, quand cela est approprié.

Sans être exhaustives, les définitions suivantes constituent un point de départ utile pour les journalistes et un glossaire pour ce guide.

Allié·e :	Un terme pour désigner les défenseurs des droits humains qui soutiennent les personnes, les communautés et/ou les mouvements sociaux LGBTQI+ mais qui ne s'identifient pas eux-mêmes comme LGBTQI+. La plupart des alliés sont cisgenres et/ou hétérosexuels.
Asexué·e :	Orientation sexuelle caractérisée par l'absence d'attirance sexuelle, ce qui est différent de l'attirance romantique ou émotionnelle. L'asexualité est un éventail, et non un point extrême fixe, sur la courbe de l'attirance sexuelle.

Bi/Homo/ Intersex/Trans/ Queer-phobie :	Dégoût, peur, colère, et/ou malaise ressent(i) ou exprimé(e) à l'égard des personnes qui ne se conforment pas à certaines attentes sociétales relatives au sexe ou au genre. Biphobie, homophobie, intersexphobie, transphobie, et queerphobie sont des constructions créées par l'homme, souvent fondées sur des motifs politiques, religieux, juridiques et pseudo-médicaux.
Bisexual-le :	Terme binaire désignant une personne qui est sexuellement, romantiquement et/ou émotionnellement attirée à la fois par les mâles et les femelles ou par les hommes et les femmes. Le terme « pansexuel » est plus inclusif et extensif que « bisexuel » (voir la définition ci-après).
Chirurgie de réattribution sexuelle ou de réassignation sexuelle :	Les procédures chirurgicales par lesquelles les caractéristiques sexuelles (apparences physiques et/ou fonctions) de certaines personnes transgenres sont modifiées pour s'aligner plus étroitement sur les caractéristiques sexuelles généralement associées à leur identité de genre.
Cisgenre :	Une personne dont l'identité et/ou les expressions de genre correspondent le plus souvent aux attentes sociétales relatives au sexe qui lui a été attribué à la naissance.
Coming out :	Le processus qui consiste à s'identifier à soi-même et aux autres en fonction de son sexe, de son orientation sexuelle ou de son identité de genre.
Dans le placard :	Dissimulation d'informations sur son sexe, son orientation sexuelle ou son identité de genre. On dit aussi « fermé-e ».
Dysphorie de genre :	Malaise ou inconfort que peuvent éprouver les personnes dont l'identité ou l'expression de genre ne correspond pas aux normes sociétales.
En Questionnement :	Le processus de recherche d'informations et de soutien lors de l'exploration de son sexe, de son orientation sexuelle et/ou de son identité de genre. Certaines personnes qui sont incertaines quant à leur orientation sexuelle ou leur identité de genre se décrivent parfois comme étant en questionnement.

Expression de genre :	La façon dont les individus présentent leurs relations avec la masculinité et/ou la féminité à travers des caractéristiques et des comportements visibles. Cela peut inclure la façon de s'habiller, les manières, la routine de soins, la façon de parler et les interactions sociales, parmi de nombreux autres traits.
Femelle :	Une attribution biologique du sexe basée sur des caractéristiques telles que les chromosomes, les gonades, les hormones sexuelles ou les organes génitaux. Les femelles ont généralement des chromosomes XX, un vagin et des ovaires, et des niveaux plus élevés d'œstrogènes que les mâles, parmi d'autres caractéristiques sexuelles.
Féminin·e :	Attributs de genre, comportements et rôles généralement associés aux filles et aux femmes. Ces attributs peuvent varier considérablement dans le temps et d'une culture à l'autre.
Femme :	Une personne qui s'identifie en tant que femme, indépendamment de son sexe ou de ses expressions de genre.
FSF :	Femmes (ou femelles) ayant des rapports sexuels avec des femmes (ou des femelles). Elles peuvent s'identifier ou non comme lesbiennes ou bisexuelles.
Gay/Gai·e :	Désigne une personne qui est sexuellement, romantiquement et/ou émotionnellement attirée par des personnes du même sexe ou du même genre. Il s'agit de mâles ou d'hommes qui sont attirés par d'autres mâles ou hommes, ou de femelles ou de femmes qui sont attirées par d'autres femelles ou femmes. Le mot « gay » peut désigner toute personne homosexuelle, mais il fait le plus souvent référence aux hommes homosexuels.
Genderqueer :	Identité/expressions de genre qui ne sont pas conformes aux normes de genre habituellement masculines ou féminines. Les termes similaires à « genderqueer », qui ont tous des significations différentes, incluent divers genres, non-conformiste, non-binaire, pangendre, troisième genre, sans genre, genre fluide, et genre variant. Ces termes (dont l'orthographe varie) soulignent que le genre peut être non-binaire ou non-fixe.

Genre :	Rôles, comportements, activités et attributs socialement construits qu'une société donnée associe aux hommes et aux femmes.
Genre fluide :	Une personne qui s'identifie à plusieurs genres ou qui a une identité de genre fluctuante.
Hétérosexisme :	Promouvoir l'hétérosexualité comme étant supérieure, « naturelle » ou « normale », ou supposer que toutes les personnes sont hétérosexuelles.
Hétérosexuel·le/ Hétéro :	Une personne dont l'attrance prédominante est pour le sexe ou le genre « opposé » (dans un système binaire).
Homme :	Une personne qui s'identifie en tant qu'homme, indépendamment de son sexe ou de ses expressions de genre.
Homosexuel·le :	Une personne dont l'attrance prédominante est pour le même sexe ou le même genre.
HSH :	Hommes (ou mâles) ayant des rapports sexuels avec des hommes (ou des mâles). Ils peuvent s'identifier ou non comme homosexuels ou bisexuels.
Identité de genre :	Correspond à l'identification psychologique innée et profonde d'une personne en tant qu'homme, femme ou autre catégorie. Cela peut correspondre ou non au sexe qui lui a été attribué à la naissance.
Intersexe :	Une assignation biologique du sexe basée sur des caractéristiques telles que les chromosomes, les gonades, les hormones sexuelles ou les organes génitaux. L'intersexualité se situe entre les définitions classiques de l'homme et de la femme.
Lesbienne :	Une femelle ou une femme qui est sexuellement, romantiquement et/ou émotionnellement attirée par d'autres femelles ou femmes.

LGBTQI+ :	Acronyme qui signifie lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, queer, intersexe et les autres (+). Ce terme générique est acceptable pour décrire les communautés ou les questions qui touchent la plupart des minorités sexuelles et de genre. Ne décrivez pas les individus comme LGBTQI+ et n'utilisez pas l'acronyme lorsque vous abordez des questions qui ne concernent qu'un groupe particulier (les personnes intersexuées, à titre d'exemple).
Loi « anti-sodomie » :	Terme souvent utilisé pour décrire les lois qui interdisent les actes sexuels entre adultes consentants. Ces actes sont rarement définis de manière exhaustive, mais peuvent inclure les relations sexuelles anales et orales, même entre personnes hétérosexuelles. Les lois anti-sodomie sont le plus souvent utilisées pour cibler les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, mais elles s'appliquent également aux femmes dans de nombreuses législations.
Mâle :	Une assignation biologique du sexe basée sur des caractéristiques telles que les chromosomes, les gonades, les hormones sexuelles ou les organes génitaux. Les hommes ont généralement des chromosomes XY, un pénis et des testicules, et des niveaux de testostérone plus élevés que les femmes, parmi d'autres caractéristiques sexuelles.
Masculin·e :	Attributs de genre, comportements et rôles généralement associés aux garçons et aux hommes. Ces attributs peuvent varier considérablement dans le temps et d'une culture à l'autre.
Minorités de genre :	Les personnes qui ne se conforment pas aux normes de genre binaires socialement établies en termes d'expressions ou d'identités liées à la masculinité et à la féminité.
Minorités sexuelles :	Terme générique désignant les personnes qui s'orientent vers des activités « non hétérosexuelles » ou qui s'y prêtent, ainsi que les personnes qui n'entrent pas dans les catégories binaires de sexe masculin ou féminin.

Orientation sexuelle :	Terme préféré pour désigner l'attraction romantique, sexuelle et/ou émotionnelle innée d'un individu pour d'autres personnes, en fonction de sexe et/ou de genre. « Hétérosexuel·le », « bisexuel·le », « pansexuel·le », « asexuel·le » et « homosexuel·le » sont tous des exemples d'orientations sexuelles. L'orientation sexuelle d'une personne est distincte de son identité et de ses expressions de genre.
Out/Sorti·e :	Le contraire d'être « dans le placard ». Les personnes qui sont « out » parlent ouvertement de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre à au moins certaines personnes de leur entourage. Ne supposez pas que les personnes qui font leur coming-out auprès de leurs amis le font nécessairement auprès de leur famille ou de leurs collègues. Les gens devraient faire leur coming-out de manière autonome, sans être forcés par d'autres à le faire.
Pansexuel·le :	Attraction sexuelle, romantique ou émotionnelle envers des personnes indépendamment de leur sexe ou de leur identité de genre. Le terme « pansexuel » est plus inclusif et plus large que le terme « bisexuel », qui par définition perpétue la binarité de genre et de sexe.
Populations clés :	Les populations clés, telles que identifiées par ONUSIDA, ont le plus grand risque de contracter et de transmettre le VIH et le moins d'accès aux services de prévention, de soins et de traitement en raison de la stigmatisation ou de la criminalisation. Les populations clés varient quelque peu selon le contexte mais comprennent souvent des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des personnes transgenres, des travailleurs du sexe, des consommateurs de drogues par voie intraveineuse, des prisonniers et des chauffeurs routiers.
Préférence sexuelle :	Indique les désirs sexuels qui sont plus individuels et fluides que l'orientation sexuelle. Quelqu'un peut avoir une préférence sexuelle pour des personnes ayant certaines caractéristiques physiques, ou préférer certaines pratiques sexuelles. Ne qualifiez pas l'orientation sexuelle innée d'une personne de « préférence ».

Pronoms de « genre » :	<p>Les pronoms de genre tels que Elle, Il, le/la nous permettent de nous référer à une personne sans répéter constamment son nom. le/la peut être utilisé comme pronom singulier ou non-binaire et est souvent le pronom préféré des personnes genderqueer. Utilisez toujours les pronoms préférés de la source.</p>
Queer :	<p>Terme générique utilisé par de nombreuses minorités sexuelles et de genre pour se décrire eux-mêmes. Nombreux sont ceux qui apprécient son caractère inclusif en termes de sexe, d'orientation sexuelle, d'identité de genre et d'expression de genre. « Queer » était autrefois considéré comme péjoratif mais a été « repris » dans de nombreuses communautés LGBTQI+. Utilisez ce terme uniquement lorsque les minorités sexuelles et de genre avec lesquelles vous vous engagez l'utilisent, et lorsque cela n'est clairement pas offensant.</p>
Sexe :	<p>Attribution à la naissance d'un sexe masculin, féminin ou intersexe en fonction des caractéristiques biologiques et physiologiques.</p>
SOSIGEG/ SOGIEG/SOIG :	<p>Des acronymes utilisés pour se référer au Sexe, Orientation Sexuelle, Identité de Genre, et Expression de Genre.</p>
Transgenre :	<p>Un terme générique pour décrire une personne dont l'identité ou l'expression de genre diffère des normes sociétales sur la base du sexe qui lui a été assigné à la naissance. Les personnes dont l'identité de genre est en dehors des catégories binaires vont parfois s'identifier en tant que « trans ». D'autres termes pour décrire l'identité de genre peuvent être préférés par certaines personnes : « de genre queer », « de genre fluide », ou encore « androgyne ».</p>
Transition (Transidentité) :	<p>Le processus de modification ou d'affirmation de son sexe et/ou de son genre. Cela peut ou pas inclure la modification de documents légaux, des modifications physiques, des interventions chirurgicales, etc.</p>

TERMES À ÉVITER

La dixième édition de [GLAAD Media Reference Guide](#)¹⁵, publiée en octobre 2016 et mise à jour régulièrement, présente certaines de ces définitions dans sa section consacrée aux [Termes à Éviter](#)¹⁶, qui a été modifiée et republiée ci-après. Le guide comprend également des glossaires sur [les termes LGBTQI](#)¹⁷, des [termes relatifs aux transgenres](#)¹⁸, ainsi qu'un extrait pertinent des termes utilisés par [Associated Press, Reuters, et New York Times](#)¹⁹, qui ne cessent d'évoluer.

OFFENSIF	PRÉFÉRÉ
<p><u>« homosexuel » (comme nom ou adjectif)</u></p> <p>En raison de l'histoire clinique du mot « homosexuel », il est parfois utilisé par des sources anti-LGBTQI+ pour indiquer que les personnes attirées par le même sexe sont en quelque sorte malades ou atteintes de troubles psychologiques — des notions qui ont été depuis longtemps discréditées par les associations de psychologie et de psychiatrie du monde entier. Évitez d'utiliser le terme « homosexuel », sauf dans les citations directes ou les noms propres des organisations et des recherches.</p>	<p><u>« personnes gaies », « homme gay », « lesbienne », etc.</u></p> <p>Utilisez la terminologie préférée de votre source (gay, lesbienne, bisexuel·le, queer, etc.). N'utilisez pas « un·e gay » ou « gays » comme noms isolés. La même logique s'applique aux personnes gender-queer — N'utilisez pas « un·e transgenre » ou « transgenres » comme noms isolés. Les lettres LGBTQI+ sont des adjectifs.</p>
<p><u>« relations homosexuelles », « sexe entre homosexuels », « sexe gay », « couple homosexuel », etc.</u></p> <p>Identifier un couple de même sexe comme « un couple homosexuel », caractériser leur relation comme « une relation homosexuelle » ou identifier leur intimité comme « du sexe homosexuel » est parfois utilisé par des sources anti-LGBTQI+ pour dénigrer les personnes, les couples et les relations queer. Évitez les modifications étrangères.</p>	<p><u>« relation », « sexe », « couple », etc.</u></p> <p>Éviter de décrire une activité, émotion, ou relation comme « gay, lesbienne, bisexuelle, ou queer ». Dans la plupart des cas, votre audience peut déduire le sexe, le genre et/ou l'orientation des personnes à partir de vos descriptions des relations et de l'utilisation des pronoms. Des modifications pertinentes peuvent parfois être nécessaires pour plus de précision. Faites preuve de discrétion.</p>

OFFENSIF	PRÉFÉRÉ
<p><u>« préférence sexuelle »</u></p> <p>Le terme « préférence sexuelle » est généralement utilisé pour indiquer que l'orientation sexuelle est un choix et peut donc être modifiée ou « traitée ».</p>	<p><u>« orientation sexuelle »</u></p> <p>L'orientation sexuelle est la description correcte de l'attirance physique, romantique et/ou émotionnelle durable d'un individu pour d'autres personnes, en considération du sexe et/ou du genre. Ce terme s'applique aussi bien aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, pansexuelles, asexuelles et hétérosexuelles.</p>
<p><u>« mode de vie gay », « mode de vie homosexuel », « mode de vie transgenre » ou « gayisme »</u></p> <p>Les expressions « mode de vie gay », « mode de vie homosexuel » et « mode de vie transgenre » sont généralement utilisées pour dénigrer les personnes LGBTQI+ et de sous-entendre qu'elles vivent de façon immorale.</p>	<p><u>« La vie/réalité vécue des personnes LGBTQI+ »</u></p> <p>Il n'existe pas de mode de vie LGBTQI+ uniforme. Les espoirs, les désirs, les valeurs et les modes de vie des personnes queers sont aussi divers que ceux de toute autre personne.</p>
<p><u>« homosexuel admis », « homosexuel avoué », « homosexuel confessé » ou « homosexuel confirmé »</u></p> <p>Termes périmés utilisés pour décrire les personnes qui s'identifient comme gays, lesbiennes, bisexuels, queers, etc. dans leur vie personnelle, publique et/ou professionnelle. Ces mots sous-entendent que le fait d'être attiré par le même sexe est en quelque sorte honteux ou essentiellement secret.</p>	<p><u>« homme gay sorti », « ouvertement bisexuel », « s'identifie comme queer »</u></p> <p>« Sorti-e » signifie qu'une personne s'identifie ouvertement et publiquement comme étant lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer, etc. au moins dans certaines circonstances.</p>

OFFENSIF	PRÉFÉRÉ
<p><u>« lobby gay » ou « agenda homosexuel »</u></p> <p>Les notions dites de « programme homosexuel » sont des inventions rhétoriques des extrémistes anti-LGBTQI+ qui cherchent à créer un climat de peur en présentant la recherche de l'égalité des droits et des chances pour les personnes queer comme sinistre.</p>	<p><u>Descriptions exactes des enjeux (par exemple, « intégration dans les lois existantes sur la non-discrimination », « garantir des protections en matière d'égalité d'emploi »)</u></p> <p>Les personnes LGBTQI+ sont motivées par les mêmes espoirs, préoccupations et désirs que quiconque. Ils cherchent à gagner leur vie, à être en sécurité dans leur communauté et à prendre soin de leurs proches. Leur engagement en faveur de l'égalité et de l'acceptation est partagé par de nombreux alliés et militants qui ne sont pas queer.</p>
<p><u>« droits spéciaux »</u></p> <p>Les extrémistes anti-LGBTQI+ qualifient souvent l'égalité de protection des personnes queer de « droits spéciaux » pour inciter l'opposition à des mesures similaires, telles la reconnaissance des relations et les lois inclusives de non-discrimination.</p>	<p><u>« égalité des droits » ou « égalité de protection »</u></p>

LANGAGE DIFFAMATOIRE

« folle », « fiotte », « tantouze », « homo », « enculé », « pédé », « tapette », « pédale », « tafiote », « tarlouze », « gouinasse », « moffie », « isitabane/stabane », « onggingili », « usis-bhuti », etc.

Ces termes et d'autres termes péjoratifs similaires ne doivent pas être utilisés, sauf dans des déclarations directes qui révèlent le point de vue de la personne citée. Pour éviter de donner de la crédibilité à de tels mots, les journalistes peuvent aussi dire, « La source a utilisé un terme péjoratif pour désigner une personne [lesbienne/gay/bisexuelle/transgenre/queer/ intersexe/etc.]. »

« déviant », « déséquilibré », « dysfonctionnel », « malade », « pervers », « destructeur », etc.

La notion selon laquelle le fait d'être LGBTQI+ est un trouble psychologique a été discréditée par d'importantes associations psychologiques et psychiatriques depuis les années 1970. De nos jours, des mots tels que « déviant », « malade » et « déséquilibré » sont souvent utilisés pour décrire les personnes LGBTQI+ comme étant moins qu'humaines, mentalement malades ou dangereuses pour la société. Des mots tels que ceux-ci doivent être évités dans les reportages sur les communautés queer. S'ils doivent être utilisés, ils doivent être cités directement d'une manière qui révèle clairement la position de la personne citée.

Associer les personnes LGBTQI+ à la pédophilie, à la maltraitance des enfants, aux abus sexuels, à la bestialité, à la bigamie, à la polygamie, à l'adultère ou à l'inceste.

Le fait d'être LGBTQI+ n'est ni synonyme ni indicateur d'une quelconque tendance à la pédophilie, à la maltraitance des enfants, aux abus sexuels, à la bestialité, à la bigamie, à la polygamie, à l'adultère ou à l'inceste. Ces affirmations, insinuations et associations sont souvent utilisées pour insinuer que les personnes LGBTQI+ représentent une menace pour la société, les familles et les enfants en particulier. De telles assertions et insinuations sont diffamatoires et doivent être évitées. Ils peuvent être inclus dans des déclarations directes qui révèlent clairement le point de vue de la source, mais seulement s'ils sont complétés par un contexte précis et des informations qui remettent en question et réfutent tout mythe dangereux.

Pour des orientations supplémentaires sur la terminologie SOSIGEG, consultez les sources suivantes :

- L'Association des journalistes lesbiennes, gays, bi-e-s, trans et intersexes (AJL) a conçu
- [un kit à l'intention des journalistes et des professionnel-le-s des médias](#)²⁰ pour traiter les thématiques LGBTQI+ avec justesse et dans le respect des personnes.
- The [Reference Guide for Media Practitioners and News Outlets](#)²¹ qui a été élaboré en 2019 par Irantí, fournit un glossaire des termes utilisés par les journalistes qui couvrent les questions LGBTQI+ en Afrique et des conseils spécifiques pour rédiger des articles sur les personnes transgenres, bisexuelles et intersexuées.
- The Association of LGBTQ Journalists (NLGJA) a un [Stylebook Supplement on Lesbian, Gay, Bisexual, & Transgender Terminology](#)²² qui vient compléter le code de rédaction de l'Associated Press et ceux des salles de rédaction individuelles.
- Le [Guide de la Terminologie de Genre de The Gender Spectrum](#)²³ explique les notions de genre non-binaire et inclut la terminologie pertinente.
- Le [Diversity Style Guide](#)²⁴ du Center for Integration and Improvement of Journalism a un [glossaire LGBTQ](#)²⁵ de termes pertinents.
- Pour obtenir des orientations sur la terminologie relative à la religion, consultez le Religion Stylebook, un guide facile à utiliser créé pour les journalistes qui traitent de la religion dans les médias de masse. Il s'agit d'un complément indépendant de l'Associated Press Stylebook et d'un service de Religion News Association. Il peut être trouvé en anglais sur [religionstylebook.com](#)²⁶.

DISTINGUER LES
MYTHES DE
SOSIGEG DES
RÉALITÉS

Distinguer les Mythes de SOSIGEG des Réalités

Les audiences comptent sur les journalistes pour les aider à trier les réalités de la fiction. Avec les « fausses nouvelles » qui circulent sur les médias sociaux, les informations réelles, exactes et factuelles sont plus importantes que jamais.

Les questions relatives au SOSIGEG sont parfois considérées comme taboues, et les mythes concernant les minorités sexuelles et de genre ne sont souvent pas vérifiés ni remis en question, même dans les reportages professionnels. La partie du guide « Comment NE PAS Présenter un Reportage sur les Questions Relatives au SOSIGEG » met en exergue certains des stéréotypes à la fois sensationnels et erronés qui apparaissent régulièrement dans les reportages régionaux et mondiaux.

La pérennisation de ces mythes peut contribuer à l'inégalité, à la violation des droits humains, à la violation de la vie privée, à la violence sexiste, à la violence physique et sexuelle, à la stigmatisation, à l'arrestation, à la détention illégale, aux poursuites judiciaires, au déni

d'autonomie en matière de choix de santé sexuelle, au retrait de la garde des enfants aux parents, à la discrimination en matière de logement, d'emploi, d'éducation, de soins de santé, aux problèmes de santé mentale, aux tentatives de suicide, au sans-abrisme... liste non exhaustive.

Vous trouverez ci-dessous un mélange de mythes et de vérités sur les minorités sexuelles et de genre. Couvrez la colonne de droite avec votre main ou une feuille de papier et lisez chaque affirmation de gauche de haut en bas, en révélant et en distinguant les mythes des réalités au fil de votre lecture.

*Le tableau suivant a été inspiré et adapté en partie de guides antérieurs produits par *Gay and Lesbian Memory in Africa (GALA)* et *Taboom Media*.*

DÉCLARATION	MYTHE OU RÉALITÉ
<p>Les gens peuvent changer leur orientation sexuelle par la prière</p>	<p>Mythe : L'orientation sexuelle est l'attrait romantique, sexuelle et/ou émotionnelle innée et durable d'un individu pour d'autres personnes, en fonction de sexe et/ou de genre. La prière ne le changera pas. Bien que la « thérapie de conversion » reste légale dans la plupart des États américains et dans de nombreux pays dans le monde, l'Association Américaine de Psychologie la condamne²⁷ pour avoir représenté « un risque important de nuisance en soumettant les individus à des formes de traitement qui n'ont pas été scientifiquement prouvées et en affaiblissant l'estime de soi lorsque l'orientation sexuelle ne change pas. » Les mêmes risques s'appliquent aux tentatives de délivrance et d'exorcisme.</p>
<p>Les personnes LGBTQI+ peuvent avoir des relations saines et durables</p>	<p>Réalité : Plusieurs minorités sexuelles et de genre sont heureuses dans leurs relations de couple depuis des décennies. Des activistes peuvent vous aider à identifier de telles sources dans votre communauté qui acceptent de s'exprimer.</p>
<p>Les minorités sexuelles et de genre sont souvent exposées à des taux de violence et de discrimination plus élevés que le reste de la population</p>	<p>Réalité : Voir les autres sections de ce guide pour connaître certaines des persécutions choquantes auxquelles les personnes LGBTQI+ sont confrontées simplement pour ce qu'elles aiment, leur apparence ou leur identité. Consultez les organismes locaux de défense des droits humains et les autorités compétentes pour obtenir des statistiques.</p>

DÉCLARATION	MYTHE OU RÉALITÉ
Toute société compte des minorités sexuelles et de genre	Réalité : De la même manière que chaque société a des gauchers, chaque société a une diversité sexuelle et de genre. La recherche a montré que l'intersexualité, l'homosexualité et la non-conformité de genre sont des réalités universelles. Elles ne se limitent pas à certaines races, ethnies ou frontières géographiques.
L'attrance pour les personnes du même sexe est causée par la sorcellerie et les maléfices	Mythe : La majorité des professionnels médicaux et de santé crédibles considèrent que les tentatives d'exorcisme et de délivrance sont inefficaces, psychologiquement menaçantes et souvent physiquement dangereuses.
Les hommes gays ont plus tendance à abuser les enfants	Mythe : Ce mythe dénigrant a été amplement démenti ²⁸ . Consultez des statistiques et des sources locales et internationales crédibles, notamment l'Association Américaine de Psychologie ²⁹ .
Pas toutes les congrégations sont contre l'homosexualité	Réalité : Consultez le rapport de Human Rights Campaign Faith Positions guide ³⁰ et les ouvrages Behold, I make all things new: What do the sacred texts of Judaism, Christianity and Islam really say in regard to human sexuality? ³¹ et I Am Divine, So Are You: How Buddhism, Jainism, Sikhism and Hinduism affirm the dignity of queer identities and sexualities ³² pour des exemples de dénominations et de congrégations inclusives et affirmatives.
L'homosexualité est une maladie mentale	Mythe : Les principales organisations internationales de santé mentale ont depuis longtemps admis que l'homosexualité n'est pas une maladie mentale.

DÉCLARATION	MYTHE OU RÉALITÉ
<p>Les personnes sont LGBTQI+ parce qu'elles ont subi des abus durant l'enfance.</p>	<p>Mythe : Parlez avec un large groupe de personnes LGBTQI+ dans votre communauté. Certains ont peut-être été victimes d'abus dans leur enfance, comme c'est le cas de la population générale, mais la plupart d'entre eux diront que leur identité et leurs expressions ne sont pas le résultat d'abus subis durant l'enfance.</p>
<p>Si une lesbienne a des rapports sexuels avec un homme elle sera « guérie » et deviendra hétéro.</p>	<p>Mythe : L'attraction pour le même sexe n'est pas une maladie mentale qu'il faut « guérir », et l'orientation sexuelle est permanente. Le soi-disant « viol correctif » constitue une violation criminelle et sérieuse des droits humains.</p>
<p>Les scientifiques ne savent toujours pas ce qui détermine l'orientation sexuelle d'une personne</p>	<p>Réalité : Les théories sont nombreuses, mais aucune n'a été prouvée de manière décisive.</p>
<p>Les enfants nés de parents de même sexe grandiront en ressentant de l'attraction pour le même sexe.</p>	<p>Mythe : Dans les pays où l'adoption d'enfants par des parents de même sexe est légale, les recherches ont montré que ces enfants ne sont pas plus susceptibles d'être gays que le reste de la population. L'orientation sexuelle est innée et permanente, et ne résulte pas de l'éducation reçue par une personne.</p>
<p>On ne peut pas déterminer l'orientation sexuelle d'une personne rien qu'en la regardant.</p>	<p>Réalité : L'expression de genre peut être visible, mais l'orientation sexuelle est innée et ne peut pas être déterminée simplement en regardant la personne.</p>
<p>Les relations entre personnes de même sexe comportent toujours des rôles "masculins" et "féminins".</p>	<p>Mythe : Cela n'est pas vrai, et de nombreuses personnes LGBTQI+ considèrent cette présomption comme offensante.</p>
<p>Les gens deviennent queers en fréquentant d'autres queers.</p>	<p>Mythe : La diversité sexuelle et de genre n'est pas contagieuse.</p>

DÉCLARATION

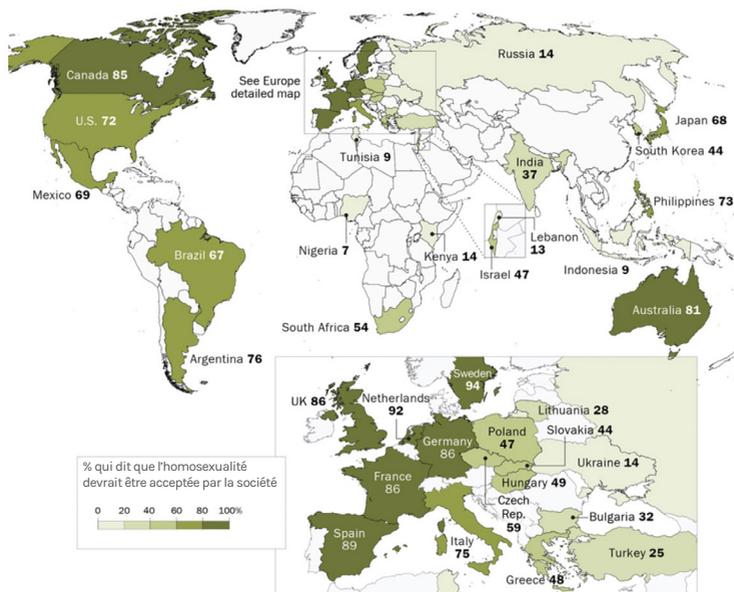
Une femme transgenre est une femme

MYTHE OU RÉALITÉ

Réalité : Les termes « femme » et « homme » font généralement référence à l'identité de genre d'une personne, « masculin » et « féminin » à l'expression du genre, et « mâle » et « femelle » au sexe biologique. Si une personne transgenre s'identifie comme une femme, elle est une femme indépendamment de son sexe biologique, de son orientation sexuelle ou de son expression de genre.

La répartition mondiale de l'acceptation de l'homosexualité

% qui dit que l'homosexualité devrait être acceptée par la société



Source: Spring 2019 Global Attitudes Survey, Q31.

PEW RESEARCH CENTER

Source: [The Global Divide on Homosexuality Persists](#)³³, Pew Research Center, 2020.

COMMENT
COUVRIR LES
THÈMES RELATIFS
AU SOSIGEG

Comment Couvrir les Thèmes Relatifs au SOSIGEG

Les conseils suivants développent les concepts clés de notre déclaration des Principes Éthiques du Journalisme en matière de SOSIGEG (Chapitre 2). Nous citons des extraits de médias du monde réel, dont certains ont été produits par nos anciens journalistes stagiaires, afin de démontrer les meilleures pratiques que vous pouvez reproduire et de mettre en évidence les précautions à adopter.

Des exemples supplémentaires de stagiaires, y compris des clips vidéo et audio, se trouvent dans [la section “Stories” sur TaboomMedia.com](#)³⁴. Ces histoires ont évolué sous la direction éditoriale de Taboom et ont été publiées par les médias d’origine des stagiaires avant d’apparaître sur notre site web.

1. ÉDUCUER ET INFORMER À TRAVERS UNE COUVERTURE NUANCÉE ET JUDICIEUSE

Même si certains médias font du sensationnalisme autour des minorités sexuelles et de genre pour se faire plaisir,

vous devez vous engager à éduquer et à informer le public. Éviter les représentations mélodramatiques en faveur d’une couverture nuancée et judicieuse des sujets de SOSIGEG et des réalités vécues. Utilisez un langage précis et compréhensible et expliquez clairement les termes et les concepts qui pourraient ne pas être familiers à votre public, tout en évitant de simplifier à l’extrême. Lors de la couverture des nouvelles sensibles, soyez particulièrement vigilant et vérifiez tous les détails auprès de vos sources, et ne manquez pas de demander des précisions si nécessaire.

[Titre : “New door for at-risk men” – the nation, Malawi, 6 octobre 2017](#)³⁵

Cette histoire donne aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) une plateforme pour exprimer leurs préoccupations et souligner les défis auxquels ils sont confrontés lorsqu’ils cherchent à obtenir des soins de santé. Elle fournit un service public en informant les HSH des endroits où ils peuvent trouver des établissements

de santé non discriminatoires. Bien que cette histoire contienne quelques problèmes de formulation et de terminologie, elle parvient à éduquer les lecteurs et à fournir des informations essentielles aux populations clés.

[Titre : "Sans passeport mauricien: l'artiste-peintre Kelly Wayne est condamnée à être apatriote" – L'Express, Ile Maurice, 11 avril 2021](#)³⁶

Cet article explique clairement le cul-de-sac légal dans lequel se retrouve une femme transgenre dû aux manquements dans le système de l'Etat civil mauricien. Les périples auxquels elle fait face afin d'avoir une nouvelle pièce d'identité après sa transition sont détaillés clairement, sans parti pris.

2. REMETTRE EN QUESTION LES MYTHES ET LES IDÉES REÇUES

Si une source répète un mythe que nous savons être faux, nous pouvons soit l'exclure complètement de notre reportage, soit l'inclure à côté d'informations exactes qui révèlent la méconnaissance ou le préjudice de la source. Les déclarations de sources qui sont des croyances ou des opinions plutôt qu'une réalité doivent être contextualisées avec les croyances ou les opinions des autres. Ces déclarations doivent être nuancées et pondérées de manière appropriée en fonction du ressenti de la communauté dans son ensemble.

[Titre : "LGBT community still faces high levels of violence - report" – News24, South Africa, 4 décembre 2017](#)³⁷

Cet article présente un rapport du Centre d'analyse des risques de L'Institut Sud-Africain Des Relations Raciales. L'article et le rapport mettent en lumière certaines des discriminations, violences et oppressions auxquelles les minorités sexuelles et de genre sont confrontées en Afrique du Sud. Citer les résultats de cette enquête, remet en question l'hypothèse commune selon laquelle la constitution Sud-Africaine, qui affirme les droits humains, et les tribunaux de l'égalité protègent adéquatement les personnes LGBTQI+.

[Titre : "Understanding the gay rights case and Penal Code penalties" – The Star, Kenya, 24 février 2018](#)³⁸



Des membres de la communauté LGBTQI+ du Kenya tiennent une pancarte lors d'une manifestation. Photo de Fredrick Nzwili

Cet éditorial d'opinion n'est pas un article de presse traditionnel. Il a été publié peu avant que la Haute Cour du Kenya ne considère la constitutionnalité de la

pénalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe. Cet éditorial d'opinion remet en question les mythes et les stéréotypes habituels concernant les personnes LGBTQI+ et défend la dignité, l'égalité et les droits humains pour tous.

[Titre : "Sodomie: le combat de Ryan" – L'Express, Ile Maurice, 21 novembre 2021](#)³⁹

En relatant le combat acharné mené par un activiste homosexuel pour la dépénalisation de la sodomie, cet article contribue à dissiper la conception commune et incorrecte que la législation mauricienne est en faveur des droits de la communauté LGBTQI+.

3. INCLURE DES SOURCES MODÉRÉES ET VARIÉES

Il y a rarement que « deux versions » d'une histoire, et l'histoire de chaque personne est unique. Plutôt que d'essayer de peindre en noir et blanc les questions relatives au SOSIGEG, il faut explorer les zones grises. C'est là que vous trouverez les histoires les plus intéressantes et les plus importantes. Si vous ne citez que les sources qui ont des opinions totalement opposées sur un sujet, vous passez à côté de la grande majorité des personnes dont les opinions et les croyances se situent quelque part au milieu. « Explorer la zone grise » veut dire s'adresser à des sources modérées et diverses plutôt que se limiter aux extrémités. Plus vous incluez des sources diverses dans vos reportages,

plus vous serez capable de décrire avec précision des sujets très complexes et pleins d'émotions.

[Titre : "Namibian Christians vest hopes in 'pray the gay away' tactic" – The Namibian, Namibia, 16 décembre 2016](#)⁴⁰

Les sources mentionnées dans cet article sur les « cérémonies de délivrance » dans les églises pentecôtistes de Namibie comprennent deux homosexuels victimes d'abus, un représentant du gouvernement, un pasteur, le directeur d'une organisation LGBTQI+ confessionnelle à but non lucratif, un psychologue et les recherches indépendantes de l'auteur. Les croyances et les opinions des sources sont superposées et complexes. Plutôt que de s'appuyer sur des caricatures paresseuses pour exprimer les opinions « opposées », l'auteur a réussi à inclure des sources qui reflètent un large éventail d'opinions nuancées et parfois contradictoires, ce qui donne une représentation beaucoup plus riche.

[Titre : "LGBT, on vous enc.' : la couverture 'maladroite' de La Tribune contre l'homophobie" – L'Express, France, 17 mai 2019](#)⁴¹



L'organisation à but non lucratif Tulinam a organisé un atelier de dialogue avec des

dirigeantes d'église à Otjiwarongo, en Namibie, le 6 août 2016. Photo publiée avec l'autorisation de Madelene Isaacs.

4. DONNER LA POSSIBILITÉ AUX MINORITÉS DE SOSIGEG DE SE FAIRE ENTENDRE ET DE PARLER EN LEUR PROPRE NOM

« Rien sur nous sans nous » est un cri de ralliement populaire chez les activistes des droits de SOSIGEG et d'autres groupes marginalisés. Cette phrase s'applique généralement à l'élaboration des politiques, mais elle est également pertinente pour votre reportage. En couvrant les questions relatives au SOSIGEG, vous devriez (en toute sécurité) inclure les voix et les perspectives des minorités de SOSIGEG. Ils en savent plus sur les questions qui affectent leur vie que n'importe quel expert extérieur, déclaration gouvernementale ou rapport de haut niveau ne saurait le faire. Bien que la diversité des sources soit essentielle, les sources les plus importantes et les plus susceptibles d'intéresser votre audience sont celles qui sont au cœur de votre histoire.

[Titre : "The Muslims who will not choose between their god and being gay" – Mail & Guardian, South Africa, 18 avril 2019⁴²](#)

Ce reportage sur les musulmans queers au Cap présente le cas de trois hommes. Au lieu de l'écrire comme un reportage traditionnel et d'inclure une série de sources « expertes » et de statistiques, l'auteur se

concentre sur trois personnages, saisit des extraits de leur vie et raconte leurs pensées les plus intimes. Il est clair que l'auteur a fait ce reportage sur plusieurs jours et a travaillé avec acharnement pour développer une relation de confiance avec ses sources. Leurs propos sont prioritaires et prennent autant de place que la narration de l'auteur. En permettant aux sources de s'exprimer en leur propre nom et avec leur propre voix, l'histoire met en lumière la complexité du fait d'être queer et musulman et réussit à attirer le lecteur.

[Titre : "Transgender Zimbabweans lack gender-affirming healthcare amid economic turmoil" – Queerstion Media, Zimbabwe, 2 février 2020⁴³](#)

Ce reportage présente les voix de quatre personnes transgenres au Zimbabwe qui luttent pour avoir accès aux consultations thérapeutiques et à l'hormonothérapie. Un expert américain en matière de santé est mentionné comme source secondaire, mais sa contribution est faible par rapport aux récits de ces sources primaires. La décision de l'auteur de prioriser ces sources par rapport aux fonctionnaires ou aux autorités détachées permet de concentrer la lumière sur la communauté concernée et de donner à ces voix l'autorité qu'elles méritent en tant qu'experts de leurs propres réalités vécues.

[Titre : "Au Sénégal, les homosexuels sont considérés comme des animaux; témoigne un défenseur des droits LGBT" – franceinfo, France, 23 mai 2021⁴⁴](#)

Cet article dépeint la situation dangereuse dans laquelle vit un homme homosexuel au Sénégal. Ces propos sont clairs, sans censures ni déformations dans le reportage.

5. UTILISER LA TERMINOLOGIE PRÉFÉRÉE DES SOURCES, QUAND CELA EST APPROPRIÉ

Si une source vous dit : « Je suis chrétien », allez-vous la critiquer ? Sûrement pas. Vous pouvez lui demander à quelle fréquence elle se rend à l'église ou l'interroger sur des passages de la Bible, mais à quoi bon ? Si une personne s'identifie comme chrétienne, et si cette donnée est pertinente pour votre reportage, prenez-la au mot et faites votre rapport en conséquence. Vous ne pouvez pas pénétrer dans le cœur ou l'esprit d'une personne pour déterminer ses « vraies » croyances. Certaines vérités et identités ne peuvent pas être vérifiées et doivent être prises comme telles.

La même logique s'applique à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre de la source. Si une source vous dit qu'elle est gay ou transgenre, et si cette information est en quelque sorte pertinente pour votre reportage, vous pouvez lui demander de développer, mais il n'y a aucun moyen (et aucun besoin) de vérifier la véracité de la déclaration. Cette information est vraie pour la source, ce qui fait qu'elle est vraie pour votre reportage. Il en va de même pour les pronoms de genre. Si une femme transgenre utilise le pronom « elle » ou si une source genderqueer veut être

appelée « iel », qui êtes-vous pour leur refuser cette dignité fondamentale ? Les personnes issues des minorités sexuelles et de genre doivent bénéficier du même respect et du même bénéfice du doute que toute autre source.

Si vous n'êtes pas sûr·e des pronoms de genre utilisés par une source, un moyen facile d'aborder le sujet est d'indiquer vos propres pronoms au début de la conversation. Si votre source ne vous communique pas immédiatement les siens, vous pouvez demander quels pronoms elle utilise lorsque vous lui demandez comment épeler ou prononcer son prénom, en indiquant qu'il s'agit d'une partie normale du processus de couverture pour garantir l'exactitude.

[Titre : "Transgender Case Postponed To December" – The Monitor, Botswana, 7 août 2017](#)⁴⁵

Cette histoire de Tsepho Ricki Kgositau, une femme transgenre et une importante militante des droits humains qui a poursuivi avec succès le gouvernement du Botswana pour avoir refusé de reconnaître son genre, utilise correctement le pronom « elle » tout au long du processus, conformément aux pronoms de genre et à l'identité préférés de Kgositau. Il s'agit d'un reportage bien réalisé, avec un ton neutre, qui décrit certains des nombreux obstacles que Kgositau a rencontrés.

[Titre : "I'm trapped in a woman's body" – Daily Monitor, Uganda, 10 juillet 2017](#)⁴⁶

Cette histoire d'un homme transgenre

démontre le contraire. L'auteur se méprend à plusieurs reprises sur le genre de la source. « Je suis un homme, dit-elle avec douceur » (l'auteur cite la source mais se réfère à « lui » en utilisant le pronom « elle » plutôt que « il ») est peut-être l'exemple le plus flagrant de cette erreur sur le genre de la personne.

Titre : [“Kama La Mackerel, l'artiste trans et anticoloniale aux multiples talents” – Radio-Canada, 9 juillet 2021](#)⁴⁷

Cet article indique clairement, dès le début, que « À sa demande, l'artiste est citée avec le pronom iel (utilisé pour représenter le genre neutre) et les accords féminins sont utilisés. »

6. FAVORISER LA PROTECTION ET LA SÉCURITÉ DES SOURCES, DES SUJETS, DES COMMUNAUTÉS ET DE VOUS-MÊME

L'histoire suivante nous vient d'Ouganda ([“I'm trapped in a woman's body”](#)⁴⁸) et ses conséquences démontrent le danger du non-respect de la sécurité des sources. L'auteur écrit que la source préfère ne pas utiliser son nom complet mais le publie à de multiples reprises, avec le voisinage où il réside ainsi qu'une photo de son visage. Après la publication de cette histoire, la source a été kidnappée.

Même si la source accepte que vous preniez sa photographie et vous donne son nom complet au cours d'une interview, un journaliste responsable doit obtenir le « consentement éclairé » avant de publier toute information permettant d'identifier la source si les circonstances semblent indiquer que celle-ci est exposée à un risque potentiel de préjudice. Le « consentement éclairé » implique que vous devez expliquer à votre source où et quand votre reportage sera publié, en précisant les risques qui pourraient survenir, puis en lui donnant suffisamment de temps pour réfléchir en privé avant d'accepter que vous publiiez ses données personnelles. Il faudrait rappeler aux sources que toute nouvelle peut atteindre quiconque en ligne. Votre but n'est pas de faire peur aux sources, mais plutôt de les protéger et de protéger votre conscience, en faisant tout ce qu'un journaliste éthique devrait faire pour les informer des risques potentiels.

Même si vous obtenez le consentement éclairé d'une source, vous devez évaluer de manière approfondie les aspects liés à la sécurité et consulter votre salle de rédaction avant de publier des informations sur l'identité de la source. Vos rédacteurs et éditeurs peuvent vous demander de leur révéler l'identité de la source pour confirmer la véracité de votre reportage, mais il n'est pas nécessaire de partager des informations qui pourraient être délicates avec des amis ou d'autres collègues de la salle de rédaction. Rappelez-vous que ce qui est dans « l'intérêt public » n'est pas nécessairement ce qui intéresse le public.

Les médecins jurent de « ne pas faire de mal ». Notre devoir en tant que journalistes est de le minimiser, ce qui implique parfois d’anonymiser les sources vulnérables. Demandez à vos rédacteurs en chef comment leur salle de rédaction a géré l’anonymat auparavant. S’ils n’ont pas de procédure standard, envisagez les formulations suivantes lorsque vous présentez une nouvelle source qui nécessite l’anonymat dans votre reportage :

- « John, dont le nom a été modifié pour protéger son identité, est agriculteur... »
- « John (ce n’est pas son vrai prénom) est agriculteur... »
- « John* est agriculteur... » Au début ou à la fin de votre reportage, expliquez que les astérisques indiquent que les noms des sources ont été modifiés.
- « Richard, dont le nom de famille n’a pas été révélé pour assurer sa sécurité, est agriculteur... »
- « La source, qui a requis l’anonymat pour des raisons de sécurité, est agriculteur... »

Si votre source a un prénom assez courant, vous pouvez l’utiliser sans risque si le nom de famille n’est pas mentionné. Si vous décidez qu’il est nécessaire d’utiliser un pseudonyme/alias, essayez de le garder culturellement adapté afin de ne pas distraire ou confondre votre public (« Christian » n’est pas un bon substitut de « Mohammed »). Il n’est pas nécessaire d’inventer un faux nom de famille.

Utiliser des prénoms pour les sources anonymes et des noms de famille pour les sources identifiables peut aider votre public à se souvenir de qui est qui.

Généraliser d’autres détails sur des sources anonymes afin de ne pas les identifier involontairement. Si votre source a 33 ans et que son âge est pertinent pour l’histoire, écrivez qu’il a la trentaine. S’il habite dans « un petit village du nord-est du Nigeria », écrivez exactement cela plutôt que le nom spécifique du village. S’il est réceptionniste dans un hôtel connu, écrivez qu’il travaille dans l’hôtellerie.

Pour plus de conseils sur la protection des sources, des communautés vulnérables et de vous-même, consultez les chapitres 10 et 11.

[Titre : “Quand Dakar était la ‘capitale gay’ de l’Afrique de l’Ouest” – Euronews, 7 octobre 2021⁴⁹](#)

Étant donné que le jeune sénégalais homosexuel interviewé vit dans le secret, des informations permettant son identification tels que son nom complet, lieu de résidence et âge n’ont pas été mentionnés, afin d’éviter qu’il soit persécuté et même emprisonné.

[Titre : “Torturous life of a minority” – Malawi News Agency, Malawi, 31 août 2017⁵⁰](#)

Cette histoire de « Thandie » (le pseudonyme donné à une source lesbienne au Malawi) offre une leçon aux journalistes. Après qu’un journal local ait publié son

vrai nom et son histoire en 2013, Thandie a été « humiliée en public, elle s’est vue refuser l’hébergement, et désavouée par ses parents ». Son commerce a perdu des clients et elle a dû faire face à de nombreux messages de haine sur Facebook et d’autres plateformes. Son père, qui a été excommunié de son église, et sa mère, qui a été constamment ridiculisée après la publication de l’histoire, ont fait pression sur Thandie pour qu’elle ait un bébé avec un homme, chose qu’elle a faite. Thandie a accepté de dévoiler son identité dans l’histoire originale de 2013 « parce qu’elle voulait faire la paix avec soi-même ». Au lieu de trouver la paix qu’elle recherchait, elle a trouvé le mépris et la haine. Rappelez-vous l’histoire de Thandie lorsqu’une source vulnérable ou marginalisée accepte d’être interviewée et — avant de vous précipiter pour publier — réfléchissez à ce qui pourrait arriver si vous révéliez leur identité.

7. ILLUSTRER VOTRE REPORTAGE AVEC DES IMAGES APPROPRIÉES ET PERTINENTES

Même les émissions de radio ont besoin de photos ou de graphiques captivants pour augmenter leur portée sur les réseaux sociaux. Quel que soit le support que vous utilisez, les images accompagnent probablement la plupart, voire la totalité, de vos histoires. Le chapitre 10 sur la Sécurité des Sources et la Sécurité Numérique explique comment filmer ou photographeur de manière responsable les sources vulnérables sans révéler leur identité, mais parfois nous n’avons ni le temps ni le budget pour trouver des visuels originaux.

Lorsque vous choisissez des stock photos ou des images de vos archives, veillez à ce qu’elles soient appropriées. Si votre reportage porte sur la communauté transgenre du Ghana, ne l’illustrez pas avec une photo de deux femmes blanches se tenant la main ou se mariant. Non seulement cette photo ne serait pas appropriée, mais elle pourrait également renforcer la fausse idée que la diversité sexuelle et de genre est un « phénomène occidental ». Il est également important de ne pas sur-sexualiser les communautés de SOSIGEG. Si votre reportage traite de la discrimination dans le domaine de la santé, ne l’illustrez pas avec des photos érotiques d’hommes torse nu au lit. Des drapeaux arc-en-ciel et des symboles de genre génériques peuvent indiquer à votre public que l’histoire traite des questions de SOSIGEG, mais vous pouvez mieux faire. Si vous utilisez des images de votre archive, faites attention à ne pas insérer des visages de personnes qui ne figurent pas dans le reportage. Si vous écrivez un article sur l’arrestation de personnes gays dans un restaurant populaire et que vous l’accompagnez d’une vieille photo de personnes dînant dans ce restaurant, vous risquez de faire croire aux lecteurs que ce sont les personnes sur la photo qui ont été arrêtées. N’oubliez pas le droit au respect de la vie privée et veillez à inclure des illustrations appropriées, précises et humanisantes.

Titre : [*This Is How the Heart Beats: LGBTQ East Africa*](#)⁵¹

Ce livre, publié en 2020, fait partie de la Série de Livres de Photos sur le Thème de la Diversité de l’Humanité LGBTQ, qui

présente la richesse de la diversité et de la complexité des communautés LGBTQ dans le monde. Il démontre la puissance et la polyvalence de la photographie en tant que moyen de raconter des histoires.

Pour de bons exemples de reportages photo, consultez :

Titre : [*"For Indonesia's Buginese community, trans women play key role in Muslim weddings"*](#) – Religion News Service, Indonesia, 14 août 2015⁵²

Titre : [*"For trans Muslims in Malaysia, daily life brings struggles, triumphs"*](#) – Religion News Service, Malaysia, 28 juillet 2015⁵³

8. RACONTER DES HISTOIRES DE SUCCÈS

Les minorités sexuelles et de genre marginalisées sont souvent confrontées à une douleur, une souffrance et des abus disproportionnés, mais elles connaissent aussi la joie, l'amour et le succès comme toute autre personne. La plupart des reportages sur les communautés LGBTQI+ mettent trop l'accent sur les aspects négatifs. Quand les journalistes présentent les minorités de SOSIGEG exclusivement comme victimes, ils leur enlèvent leur capacité et leur force. Oui, les minorités sexuelles et de genre sont souvent confrontées à plus d'obstacles et de discriminations que la population générale, mais leur vie ne se résume pas à la morosité. Quand vous parlez avec des sources et recherchez des histoires,

quel que soit le sujet, gardez un œil sur les aspects positifs. Survivre à la persécution exige de la résilience, qui se traduit souvent par de l'espoir. Recherchez et racontez des histoires de personnes qui font une différence positive dans leur communauté et qui réussissent à surmonter les épreuves de la diversité.

Titre : [*"Uganda's LGBT faith leaders say God's love is unconditional"*](#) – Religion News Service, Uganda, 29 novembre 2016⁵⁴

Ce reportage présente cinq chefs religieux et activistes communautaires à l'avant-garde du mouvement pour l'égalité LGBTQI+ en Ouganda, qui ont gardé leur foi après avoir été rejetés par leur communauté religieuse. De nombreux auteurs se concentrent uniquement sur les luttes que ces leaders ont endurées. En valorisant leur amour et leur résilience, l'auteur choisit d'inspirer les lecteurs plutôt que de les démoraliser.

Titre : [*"Droit d'asile: Avi obtient son feu vert au bout de quatre ans"*](#) – L'Express, Ile Maurice, 21 décembre 2020⁵⁵

Cet article raconte la route parsemée d'embûches d'un jeune homosexuel qui a été rejeté par sa famille et camarades de classe. L'histoire célèbre sa réussite académique qui a conduit à son obtention du droit d'asile en Europe.

COMMENT NE PAS COUVRIR LES THÈMES RELATIFS AU SOSIGEG

Comment NE PAS couvrir les Thèmes Relatifs au SOSIGEG

Une grande partie de ce guide se concentre sur les meilleures pratiques, mais il est utile de signaler certains exemples de rapports problématiques que nous avons rencontrés afin que vous puissiez éviter de commettre les mêmes erreurs.

Des reportages bâclés ou sensationnels sur des sujets sensibles peuvent causer un réel préjudice aux communautés vulnérables, un préjudice qui peut conduire à la discrimination ou à la violence. En octobre 2010, le *Rolling Stone* — le tabloïd ougandais — a publié un article intitulé « 100 PICTURES OF UGANDA'S TOP HOMOS LEAK » avec la légende « Hang Them ». Trois mois plus tard, David Kato, militant ougandais des droits LGBTQI+, est assassiné.

Si les normes habituelles du bon journalisme s'appliquent évidemment à la couverture des questions de SOSIGEG, faites très attention à votre formulation et à votre présentation. Si les sources que vous interrogez diffament ou déshumanisent des individus ou des communautés entières, consultez les tests de discours haineux et dangereux décrits dans le chapitre 3 de ce guide. Votre mission en tant que journaliste est de fournir

des représentations justes et précises des personnes de votre communauté. Ne laissez pas vos propres préjugés ou ceux des voix les plus fortes ou les plus extrêmes diriger votre reportage.

Voici quelques clichés et pièges courants à éviter lors de votre couverture des questions relatives au SOSIGEG.

1. NE LAISSEZ PAS DES CAS EXTRÊMES ISOLÉS PARLER AU NOM DE COMMUNAUTÉS TOUT ENTIÈRES.

[Titre : "Men made me a lesbian after raping me three times" – The Standard, Kenya, 17 janvier 2013](#)⁵⁶

Dans cette histoire originaire de Nairobi, une femme lesbienne explique son orientation sexuelle par la violence sexuelle. Peu de minorités sexuelles seraient d'accord avec ce rapprochement, mais en l'absence de toute autre voix dans l'article, l'affirmation controversée du sujet fait autorité. Si le sujet a certainement le droit d'avoir ses propres convictions, celles-ci doivent être con-

trebalancées par un éventail d'opinions et de témoignages afin que les lecteurs ne soient pas amenés à croire à tort que la violence sexuelle détermine l'orientation sexuelle.

2. NE DONNEZ PAS UNE FAUSSE CRÉDIBILITÉ À DES « EXPERTS » NON RENSEIGNÉS.

Titre : ["Is there anything like a gay gene?" – Daily Nation, Kenya, 23 avril 2013](#)⁵⁷

Dans une rubrique intitulée « Medical Clinic », écrite par un médecin, l'auteur cite les opinions fausses et erronées de son ancien professeur sur l'homosexualité :

D'après lui, la plupart des hommes attirés par d'autres hommes ne sont pas nécessairement nés gays. Ils n'ont pas l'apparence caractéristique des « gays » et il serait difficile de les distinguer des « hétéros ». « Alors comment deviennent-ils gays? » il s'interrogeait.

« Les hommes sont endoctrinés dans un style de vie gay à un âge précoce, lorsqu'ils sont impressionnables, » a-t-il expliqué. « C'est souvent par un ami ou des garçons plus âgés. Cependant, c'est la stimulation de la prostate qui les amène à chercher des hommes, encore et encore. Ceci finit par devenir un style de vie. »

Les déclarations ci-dessus, présentées comme des faits médicaux, sont insensées. Il en va de même pour l'extrait de l'article, où l'on peut lire : « L'homosexualité est-elle génétique ou

s'agit-il d'un comportement appris à la limite de la dépendance? Tous les indices médicaux indiquent qu'il s'agit d'un choix personnel et d'un conditionnement plutôt que des gènes. »

Lorsque vous citez des médecins, des avocats, des psychologues, des universitaires et d'autres sources « expertes » qui ont des opinions controversées, non conventionnelles ou manifestement fausses, veillez à ne pas leur accorder une autorité et une crédibilité excessives. S'adresser à diverses sources pour déduire et présenter les points de vue des professionnels sur le sujet. Dans le cas où vous constatez que votre source experte originale est complètement hors sujet, vous pouvez décider de ne pas inclure ses points de vue du tout ou de les inclure dans un contexte approprié afin de les exposer comme étant incorrects ou extrêmes. Attention à ne pas donner l'impression d'un faux équilibre sur des questions qui ont déjà fait l'objet d'un consensus général.

3. ÉVITER DE PUBLIER DES IMAGES OU DES DÉTAILS SUR LES MINORITÉS DE SOSIGEG SANS LES EN INFORMER AU PRÉALABLE OU SANS OBTENIR LEUR CONSENTEMENT

Titre : ["Lesbian pastor vs church" – The Cape Times, South Africa, 22 mai 2013](#)⁵⁸

Bien que le texte de cette histoire soit éthiquement correct, la photo massive

qui l'accompagne en première page du journal le plus diffusé du Cap était problématique. La ministre en question était sortie auprès de ses amis, de sa famille et de ses collègues, mais sa femme ne l'était pas. La photo de la première page du couple marié souriant côte à côte a été publiée sans leur consentement, une décision légalement défendable étant donné qu'elle a été prise dans un lieu public, mais qui soulève des questions éthiques et a créé de réels problèmes pour l'épouse de la ministre, qui a été exposée contre sa volonté. Lorsque vous photographiez ou couvrez des sujets sensibles de SOSIGEG, confirmez que les sources savent ce qui sera fait du matériel produit et qu'elles consentent à être citées ou à figurer dans le reportage.

4. N'EXPLOITEZ PAS LES MINORITÉS DE SOSIGEG POUR UN APPÂT À CLICS SALACE

[Titre : "I Got Three Grindr Dates in an Hour in the Olympic Village" – The Daily Beast, Brazil, août 11, 2016](#)⁵⁹

Dans cet article datant des Jeux olympiques d'été 2016, un journaliste hétérosexuel a utilisé l'application de réseau social gay Grindr pour discuter avec les athlètes — certains d'entre eux sont inavoués et viennent de pays où il peut être dangereux de faire son coming out — et a publié des détails potentiellement identifiables à leur sujet. Cette pratique,

parfois appelée Grindr-baiting, est intrusive et non éthique. Les minorités de SOSIGEG ne doivent pas être exploitées pour une couverture de divertissement sensationnelle ou salace.

[Titre : "MANERELA faults Malawi police over arrest of man posing as woman" – Nyasa Times, Malawi, 20 juillet 2017](#)⁶⁰

La photo d'une femme transgenre torse nu et en état d'arrestation qui accompagne cette histoire est déshumanisante et dangereuse compte tenu des attitudes envers les personnes LGBTQI+ au Malawi. Indiquer le village spécifique d'où le sujet est originaire (et où il vit peut-être encore à ce moment-là) est également dangereux. L'auteur se méprend intentionnellement sur le genre du sujet (« un homme se présente comme une femme », « un homme qui se fait passer pour une femme prostituée ») et fait référence aux officiers de police qui se moquent des parties génitales du sujet, ce qui est particulièrement dégradant. Les détails et le ton de cette histoire sont inutilement salaces et violent l'éthique journalistique.

[Titre : "Faut-il brûler les homos?" – Maroc Hebdo, Maroc, 12 juin 2015](#)⁶¹

Le magazine le Maroc Hebdo est tombé dans le sensationnalisme avec la question provocatrice « Faut-il brûler les homos? » en gros caractères sur sa couverture. Le sous-titre impliquant que l'homosexualité va à l'encontre des bonnes mœurs suscite également une agitation car la dépénalisa-

tion de l'homosexualité divise profondément la société.



Couverture du magazine MarocHebdo de juin 2015 ayant fait polémique

5. NE PUBLIEZ RIEN SI VOUS N'AVEZ PAS FAIT VOS RECHERCHES

Titre : [“House to address matter of intersex people” – Daily Nation, Kenya, 10 octobre 2016](#)⁶²

Bien que l'approche objective de l'auteur concernant les questions d'intersexualité soit admirable, son ignorance des problèmes réels et son utilisation erronée de la terminologie contribuent davantage à embrouiller le lecteur plutôt qu'à l'informer.

L'auteur qualifie les personnes intersexuées de « victimes » qui « souffrent » d'un

« trouble rare de genre », un « trouble de l'identité de genre qui rend difficile de déterminer s'il s'agit d'un mâle ou d'une femelle à la naissance, bien que leur genre devient plus évident en grandissant. »

L'auteur cite des « avis d'experts » selon lesquels « les victimes ont à la naissance des organes sexuels mâles et femelles, tous deux mal formés ». Il cite un député qui a déclaré qu'« une personne intersexuée a besoin d'au moins quatre tests chromosomiques pour déterminer son sexe » et laisse entendre qu'une « chirurgie corrective » est nécessaire.

Le langage de victimisation de l'auteur, sa confusion entre genre et sexe biologique et son recours à de fausses informations provenant de sources « expertes » montrent qu'il n'a pas fait ses recherches. L'absence de toute représentation des personnes intersexuées dans ce reportage peut nous éclairer sur ces omissions. Évitez de vous précipiter pour publier, consultez les sources pertinentes et faites des recherches approfondies sur le sujet avant de confondre votre public avec des déclarations erronées et des faussetés.

6. NE LAISSEZ PAS LES STÉRÉOTYPES DIFFAMATOIRES PASSER INAPERÇUS

Titre : [“Homosexuality finds room in the office” – The Standard, Kenya, 23 octobre 2009](#)⁶³

Vos sources peuvent dire des choses assez extravagantes sur les minorités sex-

uelles et de genre. Consultez les extraits de ce reportage sur les problèmes de SOSIGEG sur le lieu de travail au Kenya :

« Je pense que nous ne devrions pas fuir les gays de manière excessive tant qu'ils ne se lancent pas dans une démarche de recrutement sur le lieu de travail. Leur mode de vie doit rester privé, et ils ont le droit de choisir comme tout le monde », a déclaré un professeur de l'université d'Egerton.

M. Nelson Njema, comptable dans une société pétrolière, affirme qu'être gay, c'est comme être impuissant ou hermaphrodite.

Il affirme que les gays et les lesbiennes ont le droit aux avantages et au respect sur le lieu de travail, comme tout le monde.

Refusez-vous des personnes sur le lieu de travail en raison d'un handicap physique qui n'affecte en aucun cas leur productivité? Il demande.

Mais M. Anthony Wainaina, professeur d'école secondaire, n'est pas du même avis. Il n'a aucune tolérance envers les comportements gays. « Ils se teignent, se tressent les cheveux et se manucurent les mains au lieu de faire un vrai travail », dit-il.

Il fait référence à la bible, qualifiant l'homosexualité de la transgression la plus grave après le meurtre.

Ces notions selon lesquelles les minorités de SOSIGEG se lancent dans des campagnes de recrutement sexuelles, qu'être gay est un handicap et que les gays sont trop occupés à se coiffer au bureau pour travailler sont vrai-

ment ridicules. Ils sembleraient même humoristiques si de telles croyances stéréotypées n'étaient pas aussi répandues et authentiques. Les journalistes ont le devoir de contester les sources qui véhiculent des stéréotypes diffamatoires. Si de tels propos sont jugés intéressants pour les journalistes, ils doivent être replacés dans leur contexte et équilibrés par des opinions alternatives qui sont plus proches de la réalité.

[Titre : 'Putains de lesbiennes' : deux jeunes femmes agressées dans le RER" — L'Express, France, 9 février 2018⁶⁴](#)

Cette reprise des injures proférées à l'encontre des victimes lesbiennes dans le titre de cet article est une reproduction inutile qui contribue à perpétuer la connotation d'insulte du terme « lesbienne ».

7. MÉFIEZ-VOUS DES ENQUÊTES ET STATISTIQUES MENSONGÈRES

[Titre : "Nkurunziza furious as Senate rejects anti-gay law" — The East African, Burundi, 28 mars 2009⁶⁵](#)

Cet article fait plusieurs références aux « quelque 400 gays vivant au Burundi », un pays de plus de 10 millions d'habitants, sans jamais citer de source. Les statistiques concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont extrêmement peu fiables étant donné que ces données doivent être déclarées par les intéressés eux-mêmes, souvent

dans des sociétés où l'homosexualité est stigmatisée ou illégale. Ceci étant dit, la proportion des minorités sexuelles au sein de la population générale du Burundi est certainement supérieure à 0,004% si les enquêtes menées dans d'autres parties du monde servent de référence. Soyez sceptiques quant aux statistiques relatives au SOSIGEG que vous trouvez, vérifiez et mentionnez toujours la source si vous utilisez des chiffres dans vos articles.

Titre : [“Deux homosexuels brûlés vifs ce dimanche soir” — Farafina Magazine, Mali, 28 janvier 2019](#)⁶⁶

Des images partagées sur les réseaux sociaux prétendent montrer « deux homosexuels brûlés vifs » le dimanche 27 janvier à Bamako. Il s'agit en fait de captures d'écran d'une vidéo de juillet 2017 où les deux hommes étaient en fait accusés d'un braquage de banque sans qu'il soit question de leur orientation sexuelle.

8. NE VOUS LAISSEZ PAS IMPRESSIONNER PAR LES CRAINTES DE VOTRE AUDIENCE

Titre : [“I'm your dad, he's your papa” — Daily Nation, Kenya, 22 mai 2012](#)⁶⁷

Les idées préconçues, les préjugés et les craintes de notre audience concernant les questions relatives au SOSIGEG proviennent souvent de l'ignorance ou de la mauvaise information. Notre mission en tant que journalistes est d'informer le public, et non pas d'exploiter

ses craintes à des fins commerciales. Considérez l'introduction suivante à un article sur un rapport de la Commission Nationale des droits humains du Kenya qui recommande la décriminalisation de l'homosexualité et du mariage entre personnes de même sexe :

Imaginez le Kenya du 21e siècle comme un pays où les mariages entre personnes de même sexe sont autorisés. Un homme tombe à la renverse et épouse une « bearded sister ». Au fil du temps, le couple se rend au service de l'enfance pour cette petite affaire qu'est l'adoption d'un futur électeur.

L'enfant va à l'école et le couple assiste de façon consciencieuse aux visites et aux réunions des parents. L'un est le papa, l'autre est la « mère de sexe masculin ». Maintenant, imaginez l'enfant remplissant des formulaires avec des cases pour les noms « du Père et de la Mère ». Imaginez aussi qu'on essaye de les présenter lors d'une réunion sociale.

Ce n'est pas farfelu.

Les propos alarmistes de l'auteur anonyme et son recours à une terminologie inventée pour introduire un reportage sont irresponsables, non professionnels et contraires à l'éthique. Une telle formulation rend de mauvais services aux lecteurs et doit être évitée à tout prix.

Pour plus de conseils sur ce qu'il ne faut PAS faire, consultez les « Termes à Éviter » du chapitre 4 de ce guide et « Termes Offensifs et termes Préférés » dans [le guide de référence de 2019 d'Iranti pour les professionnels des médias et les organes médiatiques](#)⁶⁸.

PERSPECTIVES
RELIGIEUSES
SUR LES THÈMES
RELATIFS AU
SOSIGEG

Perspectives Religieuses sur les Thèmes Relatifs au SOSIGEG

La majorité des auteurs d'actes de haine anti-LGBTQI+ — notamment les organisations paraecclésiales, les entités religieuses et les groupes fondés sur une idéologie/des valeurs — présentent leurs points de vue comme la volonté d'un être suprême, qu'il s'agisse de Dieu, de Brahmane, d'Allah, de Yahvé ou d'autre chose. Plusieurs de ces groupes justifient leur haine en tirant des versets isolés de textes religieux qui appuient leurs croyances.

Les interprétations divergentes des mêmes lignes d'écriture peuvent affecter la façon dont les gens s'habillent, ce qu'ils mangent, la façon dont les rituels sont exécutés, la possibilité pour les femmes de devenir membres du clergé, ce que nous enseignons aux enfants sur la création de la Terre et d'innombrables autres aspects de la croyance humaine et de son expression.

Les groupes haineux qui citent les passages pour condamner, diaboliser ou manipuler les minorités sexuelles et de genre proviennent de diverses confessions et dénominations, mais utilisent

souvent des tactiques similaires. Plutôt que de recourir à une interprétation contextuelle pour déchiffrer l'intention sous-jacente des écritures, beaucoup utilisent des textes périmés, incomplets ou isolés pour défendre leurs croyances. Les croyants pentecôtistes, en particulier, rejettent l'érudition moderne et les nouvelles traductions qui incluent des fragments de manuscrits découverts au cours des 100 dernières années. Ils s'appuient parfois sur des versions de la Bible connues pour comporter des erreurs de traduction, comme la version King James. Un autre problème commun est l'application incohérente des méthodes d'interprétation littérale et contextuelle. Choisir de ne suivre que certaines écritures mot à mot tout en ignorant les versets qui ne correspondent pas à sa vision du monde reflète une compréhension et une approche quelque peu arbitraires, réactives et limitées des écritures.

Le plus grand défi pour comprendre la religion et sa relation avec les personnes LGBTQI+ est la diversité des points de vue. Les points de vue diffèrent entre les

religions, mais aussi entre les individus, les générations, les dénominations et les groupes au sein de chaque religion.

Il est donc important de faire la distinction entre la position officielle ou formelle d'une religion sur un sujet — quel qu'il soit — et la façon dont les pratiquants et les chefs religieux peuvent interpréter ou ignorer cette position.

Bien que dans de nombreux pays, l'opinion publique accepte de plus en plus les personnes LGBTQI+, les représentants des deux plus grands groupes religieux du monde — l'Église catholique romaine et l'islam sunnite — continuent à diffuser des interprétations « officielles » des textes sacrés qui sont blessantes et nuisibles pour les minorités sexuelles et de genre. Parallèlement, les catholiques queer et les musulmans sunnites luttent pour que les minorités sexuelles et de genre bénéficient davantage de leurs droits au sein de ces religions. D'autres groupes confessionnels sous l'égide de l'islam et du christianisme, en particulier certains protestants classiques et les musulmans soufis, accueillent déjà les personnes LGBTQI+ et considèrent les minorités sexuelles et de genre comme des membres pleinement acceptés de leurs congrégations et de leur clergé. Comprendre cette nuance aidera les journalistes à déterminer quels groupes et individus religieux soutiennent l'égalité, lesquels s'y opposent, et lesquels financent ou coordonnent activement les campagnes anti-LGBTQI+.

Cette section offre une petite fenêtre sur les divers points de vue des principales

religions et systèmes de croyance dans le monde sur les personnes LGBTQI+.

LES RELIGIONS ABRAHAMIQUES

Les religions abrahamiques du christianisme, de l'islam et du judaïsme ont une histoire, des récits, des figures centrales et même des obligations religieuses en commun. Des récits légèrement différents des anciennes écritures et règles de ces religions sont souvent utilisés pour justifier les idées préconçues anti-LGBTQI+.

LE CHRISTIANISME



Un fidèle tombe au sol lors d'une cérémonie de délivrance au service de prière des ministères de la Montagne de Feu et des Miracles appelé "Le pouvoir doit changer de main" à Lagos, au Nigeria. Photo d'Andrew Esiebo, utilisée avec sa permission.

Le christianisme est la religion qui regroupe le plus de croyants dans le monde, mais il y a peu d'unité entre les différents groupes chrétiens en ce qui concerne les personnes qui peuvent être ordonnées membres du clergé ou l'accueil des minorités sexuelles et de genre dans les congrégations.

L'Église communautaire métropolitaine, qui a des congrégations au Kenya et en Afrique du Sud, soutient le partenariat et l'ordination des membres LGBTQI+. Parmi les autres églises africaines qui soutiennent les droits des LGBTQI+ à des niveaux variables, on peut citer l'Église réformée unifiante en Afrique australe, l'Église presbytérienne unie d'Afrique australe, l'Église méthodiste d'Afrique australe, l'Église réformée néerlandaise en Afrique du Sud et l'Église anglicane d'Afrique australe. L'Archevêque anglican du Cap, Thabo Makgoba, soutient le mariage entre personnes de même sexe, faisant de lui un partisan inhabituel au sein de l'anglicanisme. Certains des groupes susmentionnés n'autorisent pas le clergé gay non-célibataire et ne bénissent pas les mariages officiels entre personnes de même sexe. D'autres églises en Afrique, qui sont des ministères de proximité de groupes religieux basés en grande partie aux États-Unis, rejettent tout droit ou reconnaissance des LGBTQI+. Ces églises sont notamment les Assemblées de Dieu, les Témoins de Jéhovah, les Mormons, Groupes chrétiens orthodoxes, les Baptistes du Sud, et de nombreuses églises pentecôtistes indépendantes. En plus de celles mentionnées ci-dessus, les minorités sexuelles non-célibataires sont interdites de participer en tant que membres du clergé ou responsables laïcs actifs dans la plupart des groupes religieux chrétiens dans le monde, y compris l'Église catholique romaine et les groupes orthodoxes orientaux.

Les minorités sexuelles et de genre qui grandissent au sein de groupes religieux qui prêchent et enseignent des points de vue anti-LGBTQI+ tels que « aimer le pécheur, détester le péché » souffrent souvent d'un grand préjudice émotionnel, spirituel et psychologique. Certaines communautés ou groupes vont même essayer « la thérapie de conversion » pour rendre les personnes queer hétéros ou conformes aux normes de genre — une pratique que les associations de psychologie et de psychiatrie du monde entier condamnent comme étant néfaste, frauduleuse et inefficace.

Les principaux désaccords entre les groupes chrétiens sur les droits LGBTQI+ portent le plus souvent sur l'interprétation des écritures, comme c'est le cas pour les autres religions. Certains chrétiens pensent que plusieurs passages bien connus contiennent un langage qui, dans la traduction anglaise et dans d'autres traductions, condamne les relations entre personnes de même sexe. Ces passages de l'Ancien Testament sont Genèse 19 : 1 - 26 ; Juges 19 ; Lévitique 18 : 22 et Lévitique 20 : 13. Les passages du Nouveau Testament se trouvent dans des livres bibliques considérés comme ayant été écrits par Paul de Tarse, y compris Romains 1 : 26 - 27 ; Corinthiens 6 : 9 - 10 ; et Timothée 1 : 10. Ces passages, selon la langue et la version de la traduction, présentent le mâle et la femelle comme des binaires complémentaires et le seul partenariat divinement prévu. Ils discutent également des interdictions ou des punitions pour les relations entre personnes de même sexe. D'autres passages, cités comme soutenant les unions

hétérosexuelles et le mariage comme la relation idéale, incluent Genesis 1 - 26 - 31 et 2 : 18 - 24 dans l'Ancien Testament et Matthieu 19 : 4 - 6 ; 1 Corinthiens 7 : 1 - 40 ; et Éphésiens 5 : 22 - 33 dans le Nouveau Testament.

Les chercheurs modernes, depuis le 19^e siècle, interprètent cependant les versets bibliques de façon plus complexe, en particulier à la lumière des découvertes actuelles de parchemins anciens et d'une compréhension croissante de la manière dont les humains ont modifié les parchemins sacrés à leurs propres fins politiques, sociales et culturelles. Les chercheurs comprennent également mieux les procédés littéraires utilisés dans les récits bibliques, notamment la poésie, le chant et l'allégorie. L'interprétation littérale des passages individuellement cueillis — dépourvue de contexte culturel et ne tenant pas compte des passages avoisinants et parfois contradictoires, est considérée comme problématique par de nombreux chercheurs de la Bible.

Les chercheurs soulignent les dangers de la sélection individuelle de versets comme preuve de la parole de Dieu lorsqu'elle est appliquée au monde d'aujourd'hui. Ce type de texte-preuve/ « proof-texting » prend des versets de la Bible hors de leur contexte ou pour soutenir ses propres préjugés et interprétations. Le problème n'est pas nouveau. Par exemple, dans les luttes américaines et britanniques pour abolir l'esclavage, le texte-preuve a été utilisé à la fois pour soutenir l'esclavage et pour plaider en faveur de son abolition. Des versets

bibliques ont également été utilisés pour défendre les abus physiques et sexuels à l'encontre des femmes, ainsi que pour promouvoir le complémentarisme — la perspective théologique selon laquelle les femmes ont un rôle différent et « soumis » aux hommes et que seuls les hommes peuvent exercer le rôle de chef dans le mariage et dans la vie de l'église. Même si depuis la fondation du christianisme, les femmes ont toujours été soumises aux hommes, ce recours à des arguments théologiques misogynes a émergé dans les années 1980 comme réponse à la deuxième vague féministe et a été utilisé pour renforcer l'opposition au mariage gay. Dans le complémentarisme, le mariage est défini de façon restrictive comme une union monogame entre un homme cisgenre et une femme cisgenre, ce que certains chrétiens ont appelé le modèle familial « traditionnel » — un terme de propagande qui est devenu une expression clé dans les guerres culturelles, en dépit de sa subjectivité.

Au 21^{ème} siècle, le texte-preuve de la Bible chrétienne a été de plus en plus utilisé pour soutenir des attitudes et des actions caustiques et venimeuses contre les personnes LGBTQI+. De nombreux chrétiens évangéliques et pentecôtistes/ apostoliques qui considèrent la Bible comme la parole littérale de Dieu tirent sélectivement certains passages pour condamner les minorités sexuelles et de genre tout en ignorant d'autres règles littérales concernant le nombre de jours qu'une femme doit attendre après ses règles avant d'avoir un rapport sexuel, quels tissus peuvent être utilisés pour

l'habillement, ou quels crimes méritent d'être punis par lapidation. Personne ne suit tous ces enseignements.

La Rev. Ecclesia de Lange, une ministre ordonnée de l'Église méthodiste d'Afrique du Sud (MCSA), basée au Cap, avertit contre les interprétations littérales de la bible. De Lange est la directrice de Inclusive and Affirming Ministries (IAM), un groupe qui milite pour l'acceptation des personnes LGBTQI+ au sein des traditions religieuses. La livret de l'IAM, ["The Bible and Homosexuality,"](#)⁶⁹ indique :

« Nous ne pouvons pas choisir au hasard des versets isolés et les considérer comme le commandement de Dieu pour nous aujourd'hui. Nous devons interpréter et comprendre la Bible, avec l'aide de l'Esprit Saint, dans le contexte biblique ainsi que dans notre propre contexte. Le grand défi consiste donc à : Comment lisons-nous la Bible, inspirés par l'Esprit-Saint ? »



La révérende Ecclesia de Lange est la directrice des ministères inclusifs et affirmatifs (IAM). Photo fournie par Ecclesia de Lange.

Plutôt que de faire une lecture littérale de la Bible, L'IAM précise que les lecteurs doivent chercher à comprendre :

01. le contexte culturel dans lequel ont vécu les auteurs de la Bible.

02. comment des versets spécifiques s'insèrent dans des passages plus larges et dans le message central de la Bible.

03. comment les versets peuvent être lus en tenant compte du contexte contemporain.

En ce qui concerne plus particulièrement les questions de SOSIGEG, selon l'IAM, les lecteurs de la Bible devraient éviter de :

01. isoler des versets spécifiques de leur contexte plus large.

02. appliquer de manière incohérente la méthode littérale en considérant certains versets comme des vérités éternelles tout en ignorant d'autres versets qui présentent un style similaire.

03. utiliser des textes isolés pour prouver votre propre point de vue. Aucun texte ne « parle » tout seul.

04. s'appuyer sur des traductions de la Bible qui introduisent des préjugés anhistoriques ou des conceptions erronées.

05. se replier sur le moralisme et la prescription ou classer certains péchés sexuels comme pires que le péché de jugement.

L'IAM rappelle aux lecteurs, « Il est irresponsable et non scientifique d'interpréter littéralement ou de manière fondamentaliste des versets isolés de la Bible. La Bible ne dit absolument rien sur une relation homosexuelle engagée, aimante et fidèle, telle que nous la connaissons aujourd'hui, et ne la condamne pas. »

Les minorités sexuelles et de genre appartiennent à tous les groupes religieux de la planète, même à ceux qui les condamnent régulièrement ou nient leur existence. Dans les groupes chrétiens les plus hostiles, les membres LGBTQI+ restent souvent cachés. Cependant, dans d'autres, comme l'Église catholique romaine ou le méthodisme, les membres LGBTQI+ et leurs défenseurs appartiennent parfois à des ministères consacrés à la lutte contre l'homophobie et la bigoterie au sein de la tradition religieuse, similaires aux travaux de l'IAM. Des groupes comme le Réseau Mondial des Catholiques Arc-en-Ciel fournissent des contre-récits et combattent les politiques et actions anti-LGBTQI+ au sein de leurs églises respectives. Tous les membres de ces groupes ne sont pas toujours à l'aise pour s'exprimer publiquement, mais ils peuvent souvent vous aider à trouver des sources qui accepteront de vous aider.

L'Église catholique illustre les manières complexes et contradictoires dont les minorités sexuelles et de genre sont perçues par les responsables de l'Église, le clergé et les laïcs. Le Catéchisme

de l'Église, qui détaille les croyances officielles de l'Église, indique que « [les hommes et les femmes qui ont des tendances homosexuelles profondément ancrées ... doivent être acceptés avec respect, compassion et empathie.](#)⁷⁰ »

Mais les catholiques LGBTQI+ doivent rester chastes car la sexualité ne doit être pratiquée que dans le cadre du mariage, que l'Église définit comme permanent, procréateur, hétérosexuel et monogame. L'Église [condamne toute forme de violence à l'encontre des personnes homosexuelles](#)⁷¹ mais [maintient que seuls deux genres existent et qu'il n'est pas possible de changer de genre](#)⁷². La recherche professionnelle de sources et la narration doivent refléter ces récits complexes. Sans ces derniers, les journalistes couvrant les questions relatives au SOSIGEG et à la religion manqueront une pièce importante du puzzle.

Bien que la haine anti-LGBTQI+ existe dans le monde depuis des siècles, les discours de haine fondée sur le christianisme ont augmenté au cours des dernières années. Consultez le manuel de Taboom Media de 2019 [Investigating Anti-LGBTQI+ Hate: A Reporting Guide for Journalists](#)⁷³ pour obtenir des informations, des conseils et des sources pertinentes qui devraient vous aider à enquêter et à rendre compte de la manière dont les groupes religieux et les ONG utilisent les arguments de la « liberté religieuse » pour alimenter la haine anti-LGBTQI+ dans le monde entier.

L'ÉVANGILE DE LA PROSPÉRITÉ

Les églises chrétiennes dirigées par des prédicateurs charismatiques qui promettent de grandes richesses et des prières exaucées aux fidèles qui font des dons généreux à l'église sont parmi [ceux qui progressent le plus rapidement dans le Sud global](#)⁷⁴. Les membres appartiennent généralement à des groupes socio-économiques défavorisés pour lesquels l'emploi, la nourriture, le logement, la santé et l'éducation sont généralement limités ou instables. Certains fidèles paient ces églises pour qu'elles pratiquent l'exorcisme, la thérapie de conversion, les mariages forcés ou même le viol dans la perspective de « guérir » un membre de la communauté LGBTQI+.

La théologie de la prospérité est née des croyances et des styles de culte pentecôtistes nés aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Les renaissances et une vague de croissance religieuse dans les années 1950 comprenaient des services émotionnels avec des guérisons par la foi et de nombreuses déclarations d'événements miraculeux.

Kate Bowler écrit dans son livre publié en 2013 [Blessed: A History of the American Prosperity Gospel](#)⁷⁵:

Les enseignants de l'évangile de la prospérité, bien qu'ils varient considérablement dans leurs interprétations et orientations, s'accordent sur trois idées fondamentales. Premièrement, la guérison est l'intention divine de Dieu pour l'humanité. Deuxièmement, l'œuvre de Jésus sur la croix a permis non seulement de racheter le péché, mais aussi d'être libéré de ses sanctions : à savoir, la pauvreté, les interférences démoniaques et les maladies. Troisièmement, Dieu a mis en place les lois de la foi afin que les croyants puissent accéder à la puissance de la croix. (p. 141)

Une étude menée en 2018 auprès de près de 100 pasteurs de l'évangile de la prospérité en Afrique du Sud a regroupé leur théologie autour des « aptitudes à la prospérité », « le progrès de la prospérité » et « le miracle de la prospérité ». Indépendamment de l'argument théologique, le message dominant parmi les ministères de l'évangile de la prospérité est que les minorités sexuelles ont besoin d'être « guéries » parce que leur identité fondamentale est « pécheresse » ou incorrecte. Bowler parle d'un pasteur américain qui prétendait avoir guéri un homme à un stade avancé du SIDA. « Dieu a guéri l'homme, a dit Walton (le pasteur), quand il a été libéré de l'esprit de l'homosexualité », écrit Bowler. (p. 145) De telles affirmations, indépendamment de leur impossibilité et même de leur caractère cruel, peuvent être entendues lors des services religieux du gospel de la prospérité dans le monde entier.

Des enquêtes importantes sur les réclamations frauduleuses et les dons mal gérés par les ministères de l'évangile de la prospérité ont remporté des prix journalistiques prestigieux, dont [le Prix Pulitzer](#)⁷⁶. Ces enquêtes nécessitent du temps et une recherche approfondie de sources d'information, notamment auprès des collaborateurs mécontents, des anciens membres du conseil d'administration, des fidèles mécontents et d'autres personnes susceptibles d'avoir accès à des caches privées de documents susceptibles de prouver les actions néfastes d'un groupe religieux.

L'ISLAM

Les récits qui se recoupent entre les religions abrahamiques signifient que les chrétiens anti-LGBTQI+, les juifs orthodoxes et les musulmans finissent par citer des versets similaires de la Bible, de la Torah et du Coran pour s'opposer à l'égalité.

Par exemple, les musulmans qui condamnent l'homosexualité font souvent référence à la destruction de Sodome et Gomorrhe comme preuve qu'Allah (Dieu) considère les relations sexuelles entre personnes du même sexe comme étant passibles de mort. L'histoire est décrite dans le Coran avec à peu près les mêmes détails que ceux qui figurent dans les différentes versions et traductions de la Bible chrétienne. Cependant, les musulmans lisent toujours le Coran en arabe, la langue dans laquelle il a été écrit à partir de récits oraux. Cela a contribué à donner aux musulmans qui soutiennent les interprétations littérales des versets du Coran un bouclier théologique protecteur, en quelque sorte, lorsqu'ils diffusent une rhétorique haineuse contre les musulmans LGBTQI+ et les autres personnes.

Outre le Coran, le monde Islamique dispose de nombreux écrits juridiques et théologiques qui ont été fortement influencés par les événements religieux, juridiques, politiques et culturels qui ont marqué la fondation de la religion au septième siècle et au-delà. Cette époque turbulente est marquée par des persécutions, expansions régionales et changements dans les rapports de

force. Malgré les œuvres d'art, la poésie, les interprétations et autres preuves de l'acceptation des relations romantiques et sexuelles entre personnes du même sexe dans les cultures islamiques prémodernes, les condamnations des minorités sexuelles en Europe ont influencé et contribué à créer des condamnations similaires dans la jurisprudence islamique à partir des années 1800. En dépit de cette histoire, les chercheurs (comme Kacia Ali dans son livre de 2016 [Sexual Ethics and Islam](#)⁷⁷) constatent une plus grande reconnaissance de la diversité sexuelle et de genre dans l'islam d'aujourd'hui.

Tout comme il existe des nuances au sein de la religion chrétienne, certaines organisations musulmanes contemporaines reconnaissent les musulmans queer et soutiennent l'égalité des droits pour les minorités sexuelles et de genre. Cela dit, il est généralement plus difficile pour les journalistes de trouver des groupes musulmans pro-LGBTQI+ que de trouver ces mêmes groupes parmi les chrétiens.

Ishmael Bahati est un défenseur musulman de la cause LGBTQI+ et directeur de [Persons Marginalized and Aggrieved \(PEMA\)](#)⁷⁸ à Mombasa, Kenya. Il cite le passage du Coran suivant, qui traite des discours de haine et de la diversité. La version anglaise de la version originale arabe de la Sourate Al-Hujurat (49 : 11) provient de Sahih International, tel que publié sur [Quran.com](#)⁷⁹.

Ô vous qui avez cru ! Qu'un groupe ne se raille pas d'un autre groupe : ceux-ci sont peut-être meilleurs qu'eux. Et que

des femmes ne se raillent pas d'autres femmes : celles-ci sont peut-être meilleures qu'elles. Ne vous dénigrez pas et ne vous lancez pas mutuellement des sobriquets (injurieux). Quel vilain mot que : « perversion » lorsqu'on a déjà la foi. Et quiconque ne se repent pas... Ceux-là sont les injustes.

Muhsin Hendricks est un imam musulman basé au Cap, qui a suivi une formation en arabe classique et en sciences islamiques à l'université des études Islamiques de Karachi, au Pakistan. Il est un chef religieux musulman (imam) de profession et également un activiste des droits humains qui se concentre sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans le contexte de l'islam. Muhsin a fondé le « Inner Circle » et le « [Compassion-Centred Islam](#)⁸⁰ » pour soutenir les musulmans qui ont été marginalisés en raison de leurs orientations sexuelles ou de leur identité et expression de genre.



Imam Muhsin Hendricks, basé au Cap, crée des espaces sûrs pour les musulmans queer. Photo de Brian Pellot.

Muhsin affirme que l'homosexualité et les identités non conformes au genre existent dans les sociétés majoritaire-

ment Musulmanes depuis la création de l'Islam il y a plus de 1 400 ans. Il cite l'exemple des mukhannathun, un groupe social mentionné dans les anciens hadiths et sunan, au sein duquel les activités et expressions sexuelles et de genre non-conformes étaient répandues.

Muhsin affirme que les savants sunnites et chiïtes contemporains sont généralement d'accord pour dire que l'homosexualité relève de l'adultère et doit être punie selon la loi islamique. En 2007, le Conseil judiciaire musulman d'Afrique du Sud a déclaré que tout musulman qui accepte l'homosexualité doit être considéré comme un apostat. Les politiques dans des pays comme l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, le Soudan et les Émirats Arabes Unis — où la loi islamique et la loi gouvernementale sont entremêlées — ordonnent des peines de prison sévères ou même la peine de mort pour certaines minorités du SOSIGEG. Des dizaines de pays régis ou influencés par la loi islamique s'opposent également aux droits LGBTQI+ aux Nations Unies.

Les stations de radio islamiques et les diffusions en ligne comprennent souvent des prédications et des discours de haine émanant du clergé musulman qui condamne les minorités sexuelles. Cette rhétorique est souvent diffusée en arabe, ce qui pose un problème supplémentaire aux journalistes qui ne maîtrisent pas cette langue. Alors que les prévisions indiquent que [le nombre de Musulmans dans le monde augmentera de 70%](#)⁸¹ au cours des 30 prochaines années, cette rhétorique préjudiciable

au sein de la deuxième plus grande religion du monde est également susceptible de croître.

Muhsin explique que le conflit contemporain entre les récits LGBTQI+ et l'islam orthodoxe laisse de nombreux musulmans queer dans une situation de dissonance cognitive et de faible estime de soi lorsqu'ils tentent de concilier leur orientation sexuelle ou leur identité de genre avec leur foi :

« Cette dissonance cognitive, associée à un rejet flagrant de la part des communautés musulmanes orthodoxes, a conduit de nombreux musulmans queer à gérer ce dilemme entre sexualité et spiritualité en adoptant une double identité, la consommation abusive de drogues et d'alcool, un comportement sexuel irresponsable, l'apostasie et même le suicide. »

Les personnes transgenres sont toutefois mieux acceptées ou du moins tolérées dans certains pays qui ont une majorité de population musulmane. Par exemple, le gouvernement iranien subventionne les opérations de réassignation sexuelle et le Pakistan a adopté une « loi sur les Personnes Transgenres (Protection des Droits) » en 2018. Cette loi exige que le gouvernement fournisse des centres de protection et des refuges aux personnes à risque, parmi d'autres mesures de sécurité.

LE JUDAÏSME

Parmi les religions abrahamiques, le judaïsme est de loin la religion qui compte le moins d'adeptes, avec envi-

ron 14 millions de personnes dans le monde. Il est tout de même remarquable dans le contexte de ce guide que les écritures hébraïques comprennent les mêmes histoires de la création et les mêmes passages du Lévitique qui sont notoirement interprétés comme anti-LGBTQI+ dans l'Ancien Testament du christianisme.

Les chercheurs juifs interprètent la Torah — les cinq premiers livres de la Bible hébraïque — en utilisant certaines des mêmes méthodes d'analyse scripturaire que les chercheurs chrétiens utilisent pour interpréter les influences culturelles et sociétales dans leur Bible.

Les groupes juifs progressistes ont été à la pointe de l'égalité LGBTQI+ dans le monde. Néanmoins, tout comme la plupart des chrétiens évangéliques qui interprètent les écritures littéralement, de nombreux juifs orthodoxes lisent la Torah et les enseignements rabbiniques dans le sens d'une interdiction de certaines activités sexuelles précises et ont des politiques qui interdisent certains types de relations sexuelles, comme le sexe anal. Bien qu'il existe des rabbins orthodoxes transgenres, les rabbins orthodoxes sont généralement opposés à la chirurgie de réassignation sexuelle. Pourtant, même avec des interprétations religieuses prohibitives, des signes de changement ont commencé à apparaître. En 2019, le Rabbin Daniel Atwood est devenu le [premier rabbin Orthodoxe ouvertement gay](#)⁸² à être ordonné en Israël.

Il est intéressant de noter que, selon certains chercheurs talmudiques, la littérature rabbinique nomme plusieurs catégories de genre différentes. Ces noms incluent « saris », traduit par eunuque ; « tumtum » désignant une personne dont le sexe est inconnu parce que ses organes génitaux sont couverts ; et « androgyne » qui se traduit par intersexe.

Comme c'est le cas pour la plupart des religions, les pratiquants les plus littéralistes du judaïsme — un groupe connu collectivement sous le nom de juifs ultra-orthodoxes — qui rejettent fermement les droits des LGBTQI+. Quand la militante transgenre et ancienne Rabbin Hassidique [Abby Stein a fait connaître son orientation sexuelle](#)⁸³ à sa famille en 2015, elle a été rejetée.

LES RELIGIONS TRADITIONNELLES AFRICAINES

Les religions traditionnelles africaines sont aussi nombreuses que le continent est grand. Ces systèmes de croyances complexes ne peuvent pas être résumés facilement, mais leurs perspectives concernant les minorités sexuelles et de genre sont souvent négatives, comme vu dans [des rapports sur des bébés intersexués tués à la naissance parce qu'ils sont de](#)⁸⁴ « [mauvais augure](#) »⁸⁵ »



Pharie Sefali représente le Ubambo Lwam Luvuyo LGBTI Traditional Healers Forum (Forum des guérisseurs traditionnels) au Cap. Photo fournie par Pharie Sefali.

Certains guérisseurs traditionnels soutiennent les personnes LGBTQI+. Un exemple est celui de Pharie Sefali, responsable de l'engagement communautaire et de l'autonomisation au sein du projet Triangle et membre du comité exécutif du Ubambo Lwam Luvuyo LGBTI Traditional Healers Forum (forum des guérisseurs traditionnels) au Cap. Pharie décrit la guérison traditionnelle comme étant davantage une cosmologie qu'une religion et affirme que les guérisseurs traditionnels (également appelés sangomas) servent de médium par lequel les mondes physique, psychologique, spirituel et ancestral sont reliés.

Pharie affirme que les sangomas LGBTQI+ sont souvent considérés comme « étranges » et en décalage avec les croyances ancestrales africaines. Dans les communautés rurales d'Afrique du Sud, certaines familles de personnes LGBTQI+ organisent des cérémonies avec des guérisseurs traditionnels dans l'espoir que les ancêtres changent l'orientation sexuelle ou l'identité de genre de leur proche.

Le Traditional Healers Forum (forum des guérisseurs traditionnels), quant à lui, défend les droits sociaux et institutionnels des guérisseurs traditionnels LGBTQI+. Le forum sensibilise les sangomas et la société en général aux questions relatives à la sexualité et à la spiritualité. Pharie décrit le forum comme un espace sûr et sécurisé permettant aux gens de parler plus ouvertement de leur sexualité et de remettre en question les croyances selon lesquelles les personnes LGBTQI+ ne peuvent pas être des sangomas.

Pharie a interviewé des personnes LGBTQI+ sangomas lors d'un atelier dans le cadre d'[un article paru en 2015 dans GroundUp](#)⁸⁶.

Sindiswa Tafeni a raconté lors de l'atelier que le fait d'être lesbienne dans le township était déjà difficile, et qu'il était encore plus difficile d'être une sangoma lesbienne à cause de l'attitude des autres sangomas.

« Il est difficile de trouver des clients parce que les communautés et les guérisseurs hétérosexuels parlent mal de vous. Si vous vous rendez à une cérémonie traditionnelle où vous rencontrez d'autres guérisseurs, ils ont une attitude moqueuse et disent que vous faites semblant d'avoir un don de guérison et que le fait d'être lesbienne montre que vos ancêtres sont en colère contre vous », a précisé Tafeni.

Nokuthula Mbetse, qui travaille pour le Quaker Peace Center et qui est guérisseuse traditionnelle et pasteure, a déclaré que certains parents supposaient qu'un enfant qui révélait qu'il était gay ou lesbienne

était « ensorcelé » et que la famille avait été maudite. Les enfants ont été envoyés chez des guérisseurs traditionnels « pour inverser la malédiction et guérir l'enfant de la maladie homophobe. »

« Les gens considèrent l'homosexualité comme quelque chose qui peut être résolu, réparé ou guéri. Je travaille avec des jeunes tous les jours. Certains ont tendance à se suicider parce que leurs parents leur donnent des médicaments traditionnels pour soigner la « maladie » homosexuelle. Par conséquent, même les sangomas doivent être éduqués à la sexualité et nous devons changer leur mentalité stéréotypée, » Mbetse dit.

LES RELIGIONS ASIATIQUES EN AFRIQUE

Plusieurs grandes religions — hindouisme, bouddhisme, jaïnisme, et sikhisme — originaires de l'Inde ont maintenant des adeptes en Afrique orientale et australe. Les points de vue sur l'égalité et les droits des LGBTQI+ au sein de ces religions sont complexes et fortement influencés par la culture contemporaine, la politique et les pressions sociétales. Nous examinons ici les plus grandes de ces religions, le bouddhisme et l'hindouisme.

LE BOUDDHISME

Le bouddhisme est la deuxième plus ancienne grande religion mondiale après l'hindouisme. Il est surtout présent en Asie du Sud-Est et en Chine. Comme toutes les religions du monde, le bouddhisme est extrême-

ment diversifié et a fait l'objet de nombreuses interprétations depuis que son fondateur, Siddharta Gautama (le Bouddha), a vécu, il y a plus de 2 400 ans. Les deux principales branches sont le bouddhisme theravada et le bouddhisme mahayana.

Comme pour les textes abrahamiques, les chercheurs bouddhistes interprètent généralement les admonitions contre ou la punition des minorités et des relations sexuelles et de genre comme une indication de la façon dont le fondateur de la foi voyait l'inclusion des personnes LGBTQI+. Parmi les écritures bouddhistes les plus anciennes, nous trouvons le [Canon Pali](#)⁸⁷ du bouddhisme theravada.

Au contraire, les écritures et les interprétations des premiers moines avertissent contre les actions qui apportent la discorde dans la famille et le foyer, y compris les relations sexuelles avec un enfant, une personne fiancée ou mariée, ou une personne qui a fait un vœu de chasteté. Les moines du bouddhisme theravada ont parfois déclaré explicitement que le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression de genre d'une personne [n'ont aucune relation avec les comportements sexuels répréhensibles](#)⁸⁸.

Le Dalai Lama, chef révérend des bouddhistes tibétains du monde entier, a des points de vue complexes et évolutifs sur les minorités sexuelles et de genre, selon [Human Rights Watch](#)⁸⁹.

Du côté positif, il a condamné publiquement la violence faite aux personnes LGBTQ et il a été rapporté avoir dit que,

« Si les deux personnes n'ont fait aucun vœu [de chasteté] et qu'aucune n'est lésée, pourquoi ne serait-il pas acceptable ? ». Pourtant, lors d'une conférence de presse en 1997, il a déclaré que « d'un point de vue bouddhiste, [les relations sexuelles entre lesbiennes ou gays] sont généralement considérées comme une mauvaise conduite sexuelle ». Lors d'une réunion avec des représentants de la communauté LGBTQ, le Dalai Lama se serait montré intéressé par la manière dont la recherche scientifique moderne pourrait permettre une nouvelle compréhension des textes bouddhistes, reconnaissant une « volonté de considérer la possibilité que certains des enseignements puissent être spécifiques à un contexte culturel et historique particulier. »

Les normes éthiques bouddhistes sont exprimées dans le Noble Chemin et les Cinq Préceptes. Ils comprennent le but ultime du bouddhisme, qui est de supprimer tous les « attachements » matériels. Pour les bouddhistes, cela implique de supprimer toute pulsion de plaisir sensuel et d'éviter toute mauvaise conduite sexuelle — [indépendamment de l'orientation sexuelle](#)⁹⁰, de l'identité de genre ou de l'expression de genre.

Bien que le sexe et la luxure soient généralement considérés dans le discours bouddhiste des moines comme un obstacle à l'atteinte de l'état d'illumination, une exception historique est la célébration de l'amour au Japon entre de jeunes novices masculins et des moines plus âgés, comme l'exprime l'[Abhidhar-makosha](#)⁹¹, un écrit du quatrième ou cinquième siècle.

Contrairement au bouddhisme theravada, dans lequel l'illumination peut prendre plusieurs vies, le bouddhisme mahayana enseigne qu'une personne n'a besoin que d'une seule vie pour atteindre l'illumination. Pour emprunter le chemin le plus rapide vers l'illumination, les moines du quatrième siècle avant J.-C. n'avaient pas le droit d'avoir de relations sexuelles avec l'un des [quatre principaux types de sexe/genre](#)⁹² mentionnés dans le Vinaya, les règlements de la communauté monastique bouddhiste basés sur les écritures anciennes. Ces quatre types sont le mâle, la femelle, l'intersexe (ubhatovyanjanaka) et le pandaka, qui est défini de manière large, allant des femmes transgenres aux eunuques en passant par les hommes impuissants.

L'HINDOUISE

Malgré la dépénalisation en 2018 des relations sexuelles entre personnes gays en Inde, où vit la grande majorité des hindous, la plupart d'entre eux [évitent toujours](#)⁹³ de discuter ouvertement des droits et des questions LGBTQI+.

La culture hindouiste a connu des représentations complexes des minorités sexuelles et de genre à travers son histoire, plus particulièrement parmi les milliers de divinités de la foi. L'hindouisme est une religion monothéiste avec un être suprême nommé Brahman, mais les hindous sont guidés dans leur vie quotidienne par le culte des divinités de moindre importance. Ces divinités comprennent un éventail de minorités sexuelles et de genre qui sont célébrées lors de festivals

partout en Inde. Un festival dans la ville de Koovagam, au nord-est du pays, célèbre les [hijras](#)⁹⁴ du « troisième genre ». Les études menées ces dernières années ont mis en évidence un riche héritage historique dans les références sanskrites qui confirment l'existence de ce concept de troisième genre en remontant jusqu'aux plus anciennes écritures védiques de l'hindouisme.

Dans leur ouvrage ["Same-Sex Love in India"](#)⁹⁵ Ruth Vanita et Saleem Kidwai identifient les écritures sacrées hindoues qui ont discuté et débattu du désir du même sexe de multiples façons, de la critique à la célébration en passant par le ludique. De même, l'ouvrage ["Tritiya-Prakriti: People of the Third Sex"](#)⁹⁶ du moine Hindou Amara Das Wilhelm montre que les références anciennes aux minorités sexuelles étaient plus positives que la rhétorique mitigée d'aujourd'hui. « Les premiers enseignements védiques mettaient l'accent sur une vie familiale responsable et l'ascétisme, mais toléraient également différents types de sexualité au sein de la société », écrit Wilhelm.

Les représentations de divinités hindoues intersexuées, de divinités qui affichent trois identités de genre, de divinités nées d'un seul homme ou d'une seule femme, de divinités qui changent de genre, de divinités nées de deux femmes ou de deux hommes, et de divinités qui s'associent avec le même genre ou aucun, font toutes partie de la riche représentation de l'hindouisme dans sa littérature sacrée diversifiée.

ASTUCES POUR
LE REPORTAGE
SUR LES THÈMES
RELATIFS À LA
RELIGION

Astuces pour le Reportage sur les Thèmes Relatifs à la Religion

Écrire et produire des histoires sur la religion de manière à ce qu'elles trouvent un écho auprès des croyants fervents, des adorateurs cultivés, les amateurs de spiritualité, et les agnostiques indifférents nécessitent des compétences et un engagement. Les conseils ci-dessous ont été affinés au fil des décennies par des journalistes professionnels qui couvrent la religion à plein temps.

LA COUVERTURE DES QUESTIONS RELATIVES À LA RELIGION AVEC PRÉCISION, ÉQUILIBRE ET PERSPICACITÉ

- Soyez curieu·x·se et désireu·x·se d'apprendre à connaître les croyances des autres.
- Soyez prêt·e à surmonter les barrières culturelles et linguistiques
- Respectez le rôle de la foi dans la vie des gens, mais conservez votre scepticisme journalistique.
- Regardez au-delà de la religion

institutionnelle et explorez les pratiques religieuses informelles et non organisées.

- Dans la mesure du possible, soyez local·e et national·e — ou local·e et mondial·e — en reliant une histoire dans votre communauté à des tendances ou des problèmes plus importants.
- Demandez aux sources de caractériser et d'étiqueter leurs propres croyances plutôt que de faire vos propres généralisations ou hypothèses.

LA RECHERCHE ET LA VÉRIFICATION DES SOURCES ET DES STATISTIQUES

- Les groupes religieux peuvent se méfier des étrangers. Apprenez à créer un réseau et à développer des relations avec les sources.
- Visitez des lieux de culte, des librairies, des groupes de loisirs, des

clubs de sport, des conférences, des festivals ou des centres de méditation — partout où les adeptes de la foi se réunissent.

- Essayez de trouver des représentants locaux d'organisations nationales liées à des croyances spécifiques.
- Visitez des sites de discussion en ligne, des sites de réseaux sociaux ou des sites de défense et de soutien. Inscrivez-vous à des newsletters et à des alertes Google sur les sujets religieux qui vous intéressent.
- Essayez de contacter les sources des autres journalistes ou demandez de l'aide à vos collègues journalistes.
- Rechercher des sources bien informées capables de fournir des informations et des analyses précises
- Vérifiez et évaluez systématiquement la crédibilité de vos sources et tenez compte de leurs motivations et de leurs préjugés potentiels.
- Essayez d'inclure des sources modérées dans vos reportages, et pas seulement des voix extrêmes ou puissantes.
- Soyez prudent avec les statistiques. Certaines religions ne tiennent pas de registres précis de leurs membres et certains groupes de plaidoyer font la promotion de leurs propres sondages. Soyez précis sur ce que représentent les chiffres et sur la source où vous les avez trouvés.

- Les sites Web officiels des communautés religieuses et des organisations religieuses sont généralement fiables, mais parfois dépassés. Assurez-vous que les informations que vous recueillez ont été récemment mises à jour.
- Méfiez-vous des détracteurs des religions qui créent des sites Web dont les adresses sont similaires à celles du groupe qu'ils critiquent. Il est facile de tomber sur un site que vous n'aviez pas l'intention de visiter.
- ReligionLink.com⁹⁷ est un site web utile créé par des journalistes qui couvre la religion. Il propose des milliers d'idées d'articles, de ressources et de sources sur un large éventail de questions liées à la religion, aux politiques publiques et à la culture.

VISITEZ LES LES LIEUX DE CULTE

- Dans la mesure du possible, les journalistes doivent assister directement aux services religieux.
- Envisagez de faire savoir à l'avance aux responsables religieux que vous assisterez à un service.
- Si un service religieux est ouvert au public, vous pouvez considérer que ce qui est dit est « enregistré », même si le lieu de culte est une propriété privée.

-
- Soyez respectueux. Cela peut signifier suivre les coutumes telles que se tenir debout, se taire pendant la prière, et même observer les coutumes de modestie concernant les couvre-chefs, etc.
 - Renseignez-vous sur les attentes des autres religions en matière de genre
 - et sachez ce qu'il faut faire en matière de ségrégation des sièges, de couvre-chefs et de serre de mains avant votre visite.
 - Demandez la permission à l'avance si vous souhaitez photographier, filmer ou enregistrer un service religieux.

RÉVÉLER SES CONVICTIONS PERSONNELLES

- Préparez-vous à répondre à des questions sur vos croyances personnelles provenant de sources diverses.
- Familiarisez-vous avec les directives éthiques établies par votre organisation médiatique concernant ces questions et suivez-les.
- Assurez votre source que vous l'écoutez et que vous vous engagez à représenter sa foi de manière juste et précise.
- Il est tout à fait normal de refuser de répondre à des questions sur vos propres croyances ou de demander pourquoi la personne est curieuse. Faites preuve de discrétion.

GÉRER LES DÉSACCORDS

- Rappelez-vous que votre travail consiste à rapporter, et non à commenter ou à juger.
- Maintenez l'équité de votre histoire en représentant plusieurs côtés. Utilisez des contre-citations afin que les citations ou les accusations d'une personne ne soient pas isolées. Cela permettra de montrer à quel point les opinions de votre source sont répandues au sein d'une tradition religieuse.
- L'ajout d'un contexte peut caractériser avec précision les convictions d'une personne. L'utilisation de citations d'un expert ou d'un fait peut rapidement montrer à votre public si une source est en marge ou dans le courant dominant.
- Si vous décidez que vous ne serez pas en mesure de faire un reportage précis et équitable sur une personne avec laquelle vous n'êtes pas d'accord, tirez aimablement votre révérence et demandez qu'un autre journaliste soit chargé de couvrir cette histoire.

LES PRINCIPALES « CHOSES À NE PAS FAIRE » DANS LES REPORTAGES SUR LA RELIGION

- Ne pas prêcher, enseigner ou se montrer prosélyte dans une histoire.

-
- Ne jamais promouvoir votre tradition religieuse au-dessus des autres ou endosser ses croyances dans un article.
 - Vous pouvez faire un reportage sur votre propre religion. Veillez cependant à éviter les conflits d'intérêts, par exemple en écrivant sur votre propre congrégation.
 - Ne supposez jamais qu'une source sait ce que font les divinités, les anges ou les démons. Par exemple, écrivez qu'une source dit avoir vu un ange plutôt qu'un ange soit apparu devant la source.
 - Ne supposez pas que, parce que quelqu'un est un leader ou un membre d'un groupe religieux, il est nécessairement d'accord avec toutes les politiques et croyances de ce groupe. Veillez à clarifier son point de vue sur un sujet.
 - N'utilisez pas de terminologie définissant la profondeur ou l'engagement de la foi ou des pratiques religieuses d'une personne, à moins que la source se décrive comme telle (« dévot », « pratiquant », etc.).
 - N'oubliez pas de revérifier et de clarifier les citations de vos sources.
 - N'attendez pas qu'une histoire « éclate ». Recherchez activement les sujets qui vous intéressent.

SÉCURITÉ DES
SOURCES ET
SÉCURITÉ
NUMÉRIQUE

Sécurité des Sources et Sécurité Numérique

Les journalistes ont pour devoir de permettre aux personnes marginalisées de s'exprimer en leur nom et avec leur propre voix. Nous avons également le devoir de minimiser les risques, ce qui signifie que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour privilégier la sécurité des sources et des communautés que nous exposons dans nos reportages.

Les minorités sexuelles et de genre et de la religion hésitent parfois, à juste titre, à s'adresser à la presse si elles ou des personnes qu'elles connaissent ont été victimes de sensationnalisme ou de stéréotypes dans des reportages antérieurs. La meilleure façon d'établir une relation de confiance avec les sources est de produire un journalisme responsable et éthique qui démontre un engagement envers l'équité, l'exactitude et la réceptivité.

Assurez-vous que les sources comprennent les ramifications potentielles d'une interview ou d'une citation sur des sujets sensibles. Dites-leur clairement où votre article sera publié et quelle sera son

audience probable. Respectez leurs requêtes de maintenir le secret professionnel et ne pas divulguer la source ou les informations obtenues confidentiellement. S'ils demandent à ne pas être photographié·e·s ou à ce que leurs noms ne soient pas utilisés dans un article, respectez-cela également. Vos rédacteurs doivent avoir une politique sur les pseudonymes et l'anonymat des sources. Au cas contraire, renseignez-vous sur la manière dont d'autres organes de presse éthiques traitent ces exigences et proposez à votre équipe de suivre leur exemple.

[The Journalist Survival Guide de la Fondation Samir Kassir](#)⁹⁸ (également disponible en [arabe](#)⁹⁹) fournit plusieurs conseils sur la protection de l'identité des sources. Ces conseils ont été actualisés dans le cadre de ce guide :

ÉTABLISSEMENT DES CONDITIONS

Avant de mener l'entretien, établissez les règles selon lesquelles les informations

que vous obtenez peuvent être communiquées.

- Pouvez-vous utiliser leur vrai prénom ?
- Pouvez-vous identifier leur lieu de travail ou leur position au sein d'une organisation ?
- Pouvez-vous les citer directement ?

En tant que journaliste, il est important que vous révéliez autant d'informations que possible sur vos sources afin d'établir leur crédibilité, et la vôtre, auprès de votre audience. En négociant ces termes, essayez de ne pas faire trop de suggestions. Laissez vos sources réfléchir et décider de la quantité d'informations qu'elles souhaitent révéler sur elles-mêmes.

Évitez de dire que VOUS GARDEREZ leur identité secrète, parce qu'il peut y avoir des circonstances où vous êtes obligé de la révéler. Dites plutôt que vous ferez TOUT CE QUI EST EN VOTRE POUVOIR pour garder leur identité secrète, et soyez précis sur la façon dont vous comptez le faire.

Comme toujours, prenez de bonnes notes pendant ces discussions, et conservez ces notes. Utilisez un seul bloc-notes pour tous vos reportages sur une source confidentielle. Ne METTEZ PAS leurs coordonnées dans ce bloc-notes. Si possible, gardez leurs coordonnées en tête, et identifiez-les dans vos notes en utilisant des numéros ou des symboles.

Ne discutez pas de l'identité de votre source ou des informations que vous avez obtenues avec vos amis ou des membres de votre famille.

PREMIER CONTACT

La meilleure façon d'obtenir des informations qui ne peuvent être retracées est d'avoir une conversation en personne dans un lieu privé. Vous devez partir du principe que les communications en ligne, les messages textuels et les appels téléphoniques peuvent être surveillés, consignés et enregistrés.

Apportez une petite caméra compacte capable de filmer des vidéos, même si vous avez l'intention de faire une interview complète plus tard. Il est toujours possible que la source n'accepte de vous parler qu'une seule fois. N'utilisez pas la caméra d'un smartphone ou tout autre outil en ligne.

Dans de nombreux cas, un entretien en personne ne sera pas possible et vous devrez communiquer par voie électronique. Les réseaux Wi-Fi sont réputés pour leur manque de sécurité. Vous devez vous familiariser avec la technologie qui existe pour dissimuler votre propre identité. Les services Internet sécurisés tels que TOR permettent de masquer l'adresse IP de votre ordinateur. Les salons de discussion et les services de courrier électronique sécurisés offrent un autre niveau de sécurité. N'oubliez pas que la présence d'un logiciel de messagerie sécurisée ou d'un logiciel proxy sur votre ordinateur peut sembler suspecte aux autorités.

FILMER DES SOURCES ANONYMES

Si votre source accepte une interview devant la caméra, il existe plusieurs techniques de production que vous pouvez utiliser pour protéger son identité. Une des techniques les plus couramment utilisées consiste à flouter le visage au montage une fois l'interview terminée. Faites attention si vous faites cela car vos fichiers vidéo bruts révéleront, bien sûr, le visage de la personne. La prise de vue « à l'ombre » n'est pas non plus très fiable. Les logiciels de reconnaissance faciale peuvent facilement identifier les personnes par leur profil ou la forme de leurs oreilles. Même si le visage semble complètement noirci sur l'écran de votre caméra, il est fort probable que les zones sombres contiennent plus d'informations que vous ne le pensez.

Une autre technique consiste à utiliser des foulards ou des masques pour tout cacher sauf les yeux, mais les yeux, comme les empreintes digitales, sont uniques à chaque individu. Votre interviewé peut être identifié uniquement par son iris.

Vous pouvez décider de filmer votre interview sans montrer le visage de la source. Sachez que les vêtements, les mains et les gestes peuvent quand même révéler son identité.

Une solution efficace consiste à faire la mise au point de l'appareil photo sur votre propre visage avec l'arrière de la tête du sujet au premier plan. S'ils portent un foulard ou une capuche, vous pouvez protéger leur identité tout

en conservant une image intéressante. Soyez attentifs à tout reflet qui pourrait montrer leur visage.



Le journaliste ghanéen Prince Appiah photographie une source de dos pour protéger son identité.

SÉCURISER VOS MÉDIAS

Vous devez toujours utiliser un appareil photo avec des cartes mémoire amovibles et enregistrer sur celles-ci plutôt que sur le stockage intégré de l'appareil. Apportez au moins deux cartes mémoire lors de l'interview.

Dès que votre interview est terminée, retirez immédiatement la carte mémoire et mettez-la en sécurité. Remplacez la carte par une autre et, une fois que vous aurez terminé avec votre source, prenez de nouvelles photos, par exemple une scène de la rue ou d'un magasin. De cette façon, si vous êtes arrêté et que votre appareil photo est confisqué, vous aurez une explication plausible de ce que vous faisiez, car les nouveaux médias seront horodatés. Si la carte mémoire de l'appareil photo est vierge, la personne qui la confisque peut être plus suspicieuse.

MONTAGE DES SÉQUENCES VIDÉO

Les journalistes vidéastes qui traitent régulièrement avec des sources confidentielles ont souvent deux ordinateurs, un pour l'usage général et un autre qui n'est jamais connecté. Si vous avez deux ordinateurs, utilisez celui qui est hors ligne pour importer et éditer vos médias. Si vous n'avez pas deux ordinateurs, évitez d'être en ligne lorsque vous travaillez sur le contenu.

Une fois votre montage terminé, vous pouvez exporter le projet fini et supprimer vos fichiers sources et tous les fichiers proxy créés au cours du montage. La carte mémoire originale doit être la seule archive dont vous disposez. Si vous devez transférer ou télécharger votre rapport final via l'internet, copiez-le sur un disque externe et branchez-le sur votre ordinateur connecté.

Votre circonstance particulière peut vous obliger à concevoir de nouveaux systèmes pour protéger l'identité des sources confidentielles. Rappelez-vous simplement de faire attention à ce que vous promettez, de tenir vos promesses et de vous informer en permanence des changements technologiques qui pour-

raient rendre votre travail plus sécurisé ou plus dangereux.

AUTRES RESSOURCES

La Fondation Samir Kassir propose des [cours tutoriels vidéo animés](#)¹⁰⁰ sur d'autres sujets, notamment comment protéger votre ordinateur contre les logiciels malveillants et les pirates, comment obtenir une connexion internet sécurisée et comment sécuriser votre compte Skype.

Même s'il n'est plus mis à jour, [le guide de la communauté Security in-a-Box sur les outils et tactiques de sécurité numérique pour la communauté LGBTI en Afrique Subsaharienne](#)¹⁰¹ demeure une excellente ressource pour les journalistes qui enquêtent sur les minorités sexuelles et de genre dans la région.

L'Electronic Frontier Foundation propose des [guides d'auto-défense en matière de surveillance](#)¹⁰² pour les journalistes en déplacement et les jeunes LGBTQ.

Le Comité pour la Protection des Journalistes propose une liste de [Guides DIY sur la Sécurité Numérique](#)¹⁰³.

SÉCURITÉ ET
BIEN-ÊTRE DES
JOURNALISTES

Sécurité et Bien-Être des Journalistes

Les reportages sur des sujets controversés ou tabous relatifs aux droits humains peuvent être risqués pour les sources, mais nous devons également nous protéger contre les réactions juridiques et sociales indésirables.

Les constitutions et les lois qui interdisent la diffamation, la calomnie, le blasphème ou la « propagande gay » peuvent être utilisées pour nous censurer. Des membres de nos communautés — y compris les amis, les voisins, les collègues et même les membres de la famille — peuvent nous tourner le dos pour avoir osé aborder des sujets sensibles. De parfaits inconnus peuvent nous attaquer sur les médias sociaux avec des messages haineux ou des menaces de violence physique. Certains peuvent même mettre leurs menaces à exécution et nous mettre en danger, ainsi que nos collègues et nos proches.

Ces risques personnels et professionnels sont réels, mais la simple crainte d'une sanction juridique, d'un rejet social, d'une perte financière ou d'une agression physique peut provoquer un traumatisme psychique.

Face à ces menaces, comment les journalistes peuvent-ils couvrir les questions sensibles relatives aux minorités religieuses, sexuelles et de genre tout en restant physiquement en sécurité et mentalement sains ?

1. CONNAISSEZ VOS LIMITES

Avant de vous attaquer à un sujet controversé, renseignez-vous sur les lois locales et les sensibilités culturelles qui pourraient limiter votre aptitude à couvrir librement le sujet. Une fois que vous aurez compris ces limites légales et sociales, vous serez en mesure de déterminer vos propres limites et de décider à quel degré vous pouvez pousser une histoire.

2. LAISSEZ LES SOURCES DIRE CE QUE VOUS NE POUVEZ PAS FAIRE

Incluez des voix alternatives dans vos reportages — des personnes qui peuvent exprimer des idées et des opinions

que vous ne pouvez pas exprimer ou qui représentent des identités qui sont souvent absentes ou déformées dans la presse. Cela peut sembler être un principe de base d'un bon reportage (c'est le cas), mais c'est aussi un moyen efficace d'exprimer des opinions divergentes et de mettre en lumière les controverses et les débats locaux. Si l'inclusion de telles citations peut potentiellement mettre en danger vos sources, réfléchissez à la manière d'atténuer ces menaces avant de publier.

3. ÉCRIREZ DE MANIÈRE ANONYME

Si vous tenez plus à faire un reportage sur les faits plutôt que de voir votre signature, envisagez d'écrire de façon anonyme ou pseudonyme. Ne pensez pas une seconde que faire cela vous rendra intouchable. Si vous faites un reportage sur des questions sensibles, vous devez prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter d'être repéré, suivi ou identifié. Si vous échouez à le faire, vous compromettez non seulement votre propre sécurité, mais aussi celle de vos sources. Commencez par suivre les conseils de base sur la confidentialité en ligne donnés par l'[Electronic Frontier Foundation](#)¹⁰⁴, [Tor](#)¹⁰⁵, [Privacy International](#)¹⁰⁶, et [Access Now](#)¹⁰⁷.

4. LE REPORTAGE EN EXIL

Ce n'est pas l'idéal, mais le reportage en exil est souvent une option nécessaire. Si les journalistes et les citoyens ne sont pas

en mesure de couvrir des sujets sensibles à l'intérieur de leur pays, ils peuvent choisir de transmettre des informations de façon protégée, sécurisée et anonyme à des personnes étrangères qui bénéficient d'un large soutien à l'échelle internationale. Les journalistes de la diaspora qui vivent et travaillent à l'étranger doivent toujours tenir compte de la sécurité de leur famille, de leurs amis, de leurs collègues et de leurs sources dans leur pays. [IranWire](#)¹⁰⁸ est un excellent exemple de ce type de reportage.

5. ÉCRIREZ ENTRE LES LIGNES

Si vous savez que certains mots comme « gay », « transgenre » ou « travail du sexe » inciteront votre rédacteur en chef ou votre éditeur à supprimer un article ou votre gouvernement à le censurer, soyez créatif. Dans les milieux politiques et du développement, le terme « genre » se résume souvent à « femmes ». Cette hypothèse (erronée) peut vous permettre d'intégrer les questions relatives aux transgenres ou d'inclure des sources transgenres dans vos reportages sur le sujet sans éveiller beaucoup d'attention. Les « populations clés » peuvent également fournir un cadre « acceptable » pour discuter des réalités et des préoccupations des minorités sexuelles et de genre. Une confiance excessive dans ce cadre de santé publique risque de médicaliser les identités du SOSIGEG, mais il peut fournir un point d'entrée utile lorsqu'il est utilisé de manière appropriée et lorsque vos options sont autrement limitées.

Pour plus de conseils, consultez le [Guide Pratique de Sécurité des Journalistes : Manuel pour Reporters en Zones à Risques](#)¹⁰⁹ de Reporters Sans Frontières.

6. JOUEZ SUR LE LONG TERME

Avant de plonger dans la couverture du SOSIGEG avec une histoire ambitieuse dont vous savez qu'elle fera des remous (et des contrecoups), mesurez la profondeur de l'eau avant de vous y plonger. Dans de nombreuses sociétés, le reportage sur les questions d'intersexualité peut être le point d'entrée le plus sûr d'un journaliste pour éventuellement couvrir des questions plus larges concernant les minorités sexuelles et de genre. Dans les pays où les cadres stratégiques nationaux sur le VIH/sida reconnaissent les populations clés, y compris les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les travailleurs du sexe, essayez de présenter une histoire sur la façon dont ces politiques affectent ces groupes. L'établissement d'un palmarès qui prouve aux rédacteurs en chef et aux sources que vous pouvez couvrir les questions du SOSIGEG de manière responsable devrait vous aider à ouvrir la porte à des reportages sur des sujets plus controversés ou sensibles au fil du temps.

7. PRÉPAREZ-VOUS AU PIRE

Lorsque vous abordez des sujets tabous, il est généralement préférable de se préparer au pire. Cela signifie prendre toutes les précautions nécessaires pour vous protéger, ainsi que vos collègues et vos proches. [Le Guide de Sécurité](#)

[pour les Journalistes](#)¹¹⁰ de Reporters Sans Frontières offre des conseils d'évaluation des risques et les meilleures pratiques pour préserver votre santé physique, émotionnelle et financière. Il s'agit d'un guide de survie plus adapté aux reportages de guerre, mais de nombreux conseils sont tout aussi pertinents pour les reportages sur des sujets controversés ou conflictuels.

8. COMBATTEZ LE HARCÈLEMENT EN LIGNE

Si votre reportage suscite la colère des internautes qui ont tendance à troller, vous pouvez prendre certaines mesures pour atténuer la haine. Pen America dispose d'un solide [manuel de défense contre le cyberharcèlement](#)¹¹¹, rempli de stratégies et de ressources efficaces que les journalistes peuvent utiliser pour se défendre contre la cyberhaine et lutter contre les abus en ligne. Le manuel comprend des tactiques pour protéger votre présence et vos comptes en ligne ; des stratégies de réponse, y compris l'évaluation des menaces, la documentation de l'harcèlement, la navigation dans les médias sociaux et le courrier électronique, le déploiement de cybercommunautés et la pratique du contre-discours ; des conseils pour prendre soin de soi et maintenir la communauté ; des réponses juridiques et des sources potentielles de soutien. Pour un aperçu plus succinct, lisez [la note de sécurité psychologique du Comité de protection des journalistes sur le harcèlement en ligne et comment protéger votre santé mentale](#)¹¹². Ces conseils comprennent la mise à jour

de vos paramètres de confidentialité, la mise en sourdine ou le blocage des harceleurs et la désactivation temporaire de vos comptes.

9. PRENEZ SOIN DE VOTRE SANTÉ MENTALE

Aborder des sujets tabous, interviewer des sources traumatisées et se préparer à la réaction du public peut entraîner une forme de « [traumatisme secondaire](#)¹¹³ ». Les signes d'un tel traumatisme peuvent inclure une décharge émotionnelle, un épuisement, des flashbacks douloureux, de la culpabilité, de l'anxiété, du stress, de la dépression, un burnout, des pleurs, une consommation de substances et d'autres mécanismes de survie. Si vous remarquez ces signes chez vous ou chez vos collègues, sachez que vous pouvez obtenir de l'aide.

Le Dart Center for Journalism and Trauma, basé aux États-Unis, propose des ressources sur les sujets suivants : [couverture des traumatismes](#)¹¹⁴ et [gestion du stress](#)¹¹⁵. Le Centre International pour les Journalistes offre [des conseils et des ressources en matière de santé mentale](#)¹¹⁶.

Bruce Shapiro, directeur exécutif du Dart Center, conseille aux journalistes de « créer un programme de soins auto-administrés avec des limites affirmées ». Cela peut inclure du yoga, de l'exercice physique, de la méditation et la tenue d'une liste de ce que vous avez accompli au cours de la journée pour surmonter le sentiment de désespoir.

Reuters a un [journaliste chargé de la santé mentale et du bien-être](#)¹¹⁷ et offre des services de conseil gratuits aux employés, aux journalistes indépendants, aux alumni et aux membres de leur famille. Certaines salles de rédaction n'ont pas les moyens de fournir de tels services, mais vous pouvez encourager vos patrons et vos collègues à créer et à mettre en œuvre des protocoles, des comités, des groupes de soutien et d'autres programmes en matière de santé mentale.

Si vous luttez contre le stress, l'anxiété ou la dépression, il existe de nombreux programmes et cours de thérapie en ligne gratuits. Le Centre for Interactive Mental Health Solutions propose [Bliss, un programme interactif gratuit en ligne de huit séances de thérapie cognitivo-comportementale pour le traitement de la dépression](#)¹¹⁸ que vous pouvez accomplir seul. Palouse Mindfulness propose [un cours en ligne gratuit de huit semaines sur la réduction du stress basée sur la pleine conscience](#)¹¹⁹.

Les thérapies en personne ou en ligne peuvent être coûteuses, mais des options gratuites ou à coût réduit peuvent être disponibles. Si vous bénéficiez d'une aide médicale en Afrique du Sud, les prestations minimales prescrites par le gouvernement signifient que [vous pouvez bénéficier d'un maximum de 15 séances de thérapie par an sans frais supplémentaires](#)¹²⁰. Les cliniques, hôpitaux ou universités locaux peuvent proposer des séances gratuites ou abordables avec un thérapeute en formation sous la supervision d'un clinicien agréé.

De nombreuses séances de thérapie de groupe sont gratuites. Voir ce qui est disponible dans votre communauté.

10. CONNECTEZ-VOUS À LA COMMUNAUTÉ

Le journalisme peut être une profession solitaire. Il peut être particulièrement isolant pour les indépendants qui travaillent à domicile sans le soutien institutionnel d'une salle de presse. Envisagez de rejoindre une association de journalistes dans votre région ou domaine de compétence. La [Fédération Africaine des Journalistes](#)¹²¹ ou l'[African Editors' Forum](#)¹²² peuvent constituer un bon point de départ, comme peuvent l'être de plus petites associations nationales de journalistes. Si vous traitez des questions relatives aux LGBTQI, contactez [NLGJA](#)¹²³. Si votre domaine

de compétence est la religion, contactez [Religion News Association](#)¹²⁴ ou l'[International Association of Religion Journalists](#)¹²⁵.

De nombreux pays ont des associations spécialisées pour les journalistes indépendants ([SAFREA](#)¹²⁶ en Afrique du Sud, [NAFJ](#)¹²⁷ au Zimbabwe, [AFJ](#)¹²⁸ au Kenya, etc.). [Frontline Freelance Register \(FFR\)](#)¹²⁹ offre une représentation et un sens de la communauté aux journalistes internationaux indépendants qui sont exposés à certains risques dans le cadre de leur travail. Les frais d'adhésion sont gratuits. Le [Rory Peck Trust](#)¹³⁰ fournit un soutien pratique et financier aux journalistes indépendants et à leurs familles dans le monde entier, les accompagne en temps de crise et les aide à travailler de manière plus sûre et plus professionnelle.

RESSOURCES ET
LECTURES
COMPLÉMENTAIRES

Ressources et Lectures Complémentaires

Cette section propose une liste de liens vers des recherches pertinentes, des guides de reportage, des analyses médiatiques et des articles qui peuvent améliorer et inspirer vos reportages sur les minorités de SOSIGEG et la religion. Tous les liens sont valides et exacts en date du mois de novembre 2021. Si un lien n'est plus valide, vous pouvez trouver le titre en ligne. Plusieurs de ces ressources sont en anglais, mais vous pouvez les traduire à travers [DeepL](#)¹³¹.

RECHERCHE

- [L'Homophobie d'État, une enquête mondiale sur les lois relatives à l'orientation sexuelle](#)¹³² est un rapport annuel de l' Association Internationale des Personnes Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Trans et Intersexes (ILGA). Il s'agit d'un bon point de départ pour voir où les lois protègent ou criminalisent l'activité sexuelle entre personnes de même sexe et les identités qui y sont liées, et il peut vous aider à limiter votre enquête à certains pays ou régions préoccupants. Il fournit également des références précises au contenu réel des lois, ce qui peut vous aider dans la rédaction de vos rapports. Comparez le rapport le plus récent aux rapports annuels antérieurs pour savoir si la situation s'améliore ou se détériore. La [carte](#)¹³³ et les tableaux régionaux ([Afrique](#)¹³⁴) sont également utiles pour comparer les pays entre eux.
- [ILGA-RWI Global Attitudes Survey on Sexual, Gender and Sex Minorities](#)¹³⁵ utilise les enquêtes en ligne pour évaluer l'opinion publique sur des questions telles que l'égalité des droits, la protection sur le lieu de travail, la reconnaissance légale du sexe, la criminalisation de l'activité sexuelle entre personnes de même sexe, la religion et la culture. L'enquête a touché environ 116 000 répondants uniques dans plus de 70 pays.
- [Trans Legal Mapping Report](#)¹³⁶ est un rapport de 2017 de l'ILGA qui documente la manière dont les lois de différents pays reconnaissent ou empêchent les droits des personnes transgenres de changer leurs mar-

queurs d'identité sur les documents officiels. Comparez les pays figurant dans ce rapport au rapport sur l'homophobie parrainés par l'État de l'ILGA.

- [*The Global Divide on Homosexuality Persists*](#)¹³⁷ est un rapport publié en 2020 par le Pew Research Center sur les attitudes mondiales envers l'homosexualité dans 39 pays. Il met à jour un [*rapport de 2013*](#)¹³⁸ avec de nouvelles données. En 2013, pour la question « La société doit-elle accepter l'homosexualité ? », une majorité de personnes ont répondu « Non » dans les six pays Africains interrogés, à savoir l'Afrique du Sud (61%), le Kenya (90%), l'Ouganda (96%), le Ghana (96%), le Sénégal (96%), et le Nigeria (98%). En 2020, les chiffres sont passés à : l'Afrique du Sud (38%), le Kenya (83%), le Nigeria (91%) et nouvellement enquêtée la Tunisie (72%). L'enquête a révélé que l'acceptation de l'homosexualité est plus répandue dans les pays où la religion occupe une place moins centrale dans la vie des individus.
- [*Good neighbours? Africans express high levels of tolerance for many, but not for all*](#)¹³⁹ est une étude réalisée en 2016 par Afrobarometer qui examine les attitudes envers les personnes de différentes religions et orientations sexuelles dans 33 pays.
- [*Breaking the Silence: Criminalisation of Lesbians and Bisexual Women and its Impacts*](#)¹⁴⁰ est un rapport de 2016 de Human Dignity Trust qui docu-

mente l'histoire des lois criminalisant l'intimité sexuelle consensuelle entre femmes, et l'homophobie que les lois pénales anti-LGBT encouragent et perpétuent contre les lesbiennes et les femmes bisexuelles en particulier.

- [*Making Love a Crime: Criminalization of Same-Sex Conduct in Sub-Saharan Africa*](#)¹⁴¹ est un rapport d'Amnesty International de 2013 qui analyse l'environnement juridique et le contexte plus large des violations des droits humains des personnes LGBTI en Afrique Subsaharienne. Le rapport explique comment la religion est utilisée pour justifier la haine anti-LGBTI et signale que des prédicateurs occidentaux, dont Rick Warren et Scott Lively, financent ou encouragent activement l'homophobie en Afrique.
- [*Violence Based on Perceived or Real Sexual Orientation and Gender Identity in Africa*](#)¹⁴² est un rapport de 2013 compilé par African Men for Sexual Health and Rights (AMSHer) et la Coalition des Lesbiennes Africaines. Le rapport documente les différentes formes de violence, les facteurs qui alimentent la violence, et les impacts de la violence sur les personnes LGBTI en Afrique. Il est disponible en Anglais et en Français.
- [*The Export of Hate*](#)¹⁴³ est un rapport de 2014 de Human Rights Campaign qui dresse le profil de certaines des nombreuses personnes et organisations qui défendent le sectarisme et les politiques anti-LGBT au-delà de leurs frontières. Le rapport décrit les

liens et les associations entre eux, les nations dans lesquelles ils sont actifs et certaines des ressources qui sont à leur disposition.

- [Religious Conservatism on the Global Stage: Threats and Challenges for LGBTI Rights](#)¹⁴⁴ est un rapport 2018 de Global Philanthropy Project qui documente les principales stratégies conservatrices, les discours, les sources de financement et les acteurs s'opposant aux droits des minorités sexuelles et de genre au niveau mondial. Le rapport comprend une étude de cas portant sur l'Afrique.
- [Harmful Treatment: The Global Reach of So-Called Conversion Therapy](#)¹⁴⁵ est un rapport de 2019 de OutRight Action International qui documente les effets dangereux des thérapies/abus « curatifs » ou « réparateurs » utilisés pour tenter de changer, supprimer ou détourner l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression de genre d'une personne.
- [Colonizing African Values: How the U.S. Christian Right Is Transforming Sexual Politics in Africa](#)¹⁴⁶ est un rapport de 2012 réalisé par le Rev. Dr. Kapya Kaoma et publié par Political Research Associates. Le rapport examine l'impact des conservateurs religieux des États-Unis sur les droits LGBTQ et les droits reproductifs des femmes en Afrique et suit les activités de the American Center for Law and Justice (et de ses sections Africaines), Family Watch International, the Roman Catholic group Human Life Interna-

tional, et the Transformation Network, qui relie les églises africaines et américaines conservatrices en un réseau mondial et prescrit des exorcismes pour chasser les « démons de l'homosexualité ». Le rapport montre que les groupes de la droite chrétienne américaine continuent à renforcer leur organisation et à faire campagne pour inscrire l'homophobie et les politiques anti-avortement dans les constitutions et les lois des pays africains.

- [Globalizing the Culture Wars: U.S. Conservatives, African Churches, and Homophobia](#)¹⁴⁷ est un rapport de 2009 du Rev. Dr. Kapya Kaoma publié par Political Research Associates. Il affirme que les minorités sexuelles en Afrique sont devenues des dommages collatéraux des conflits intérieurs et des guerres culturelles aux États-Unis. Le rapport montre comment la droite américaine, autrefois isolée en Afrique pour avoir soutenu des régimes pro-apartheid et suprématistes blancs, a réussi à se réinventer comme le courant principal de l'évangélisme des États-Unis. Grâce à leurs vastes réseaux de communication en Afrique, à leurs projets d'aide sociale, à leurs écoles bibliques et à leur matériel éducatif, les conservateurs religieux américains mettent en garde contre les dangers des homosexuels et se présentent comme les véritables représentants de l'évangélisme américain, contribuant ainsi à marginaliser les relations des africains avec les principales églises protestantes.

- [*American Culture Warriors in Africa: A Guide to the Exporters of Homophobia and Sexism*](#)¹⁴⁸ est un livre de 2014 du Rev. Dr. Kapya Kaoma publié par Political Research Associates. Le livre comprend les profils des acteurs américains les plus responsables de l'attaque internationale contre les personnes LGBTQ et la justice reproductive ; un aperçu de leurs campagnes de guerre culturelle en Afrique ; et des lignes directrices pour des actions concrètes qui peuvent être prises aux États-Unis pour interrompre l'exportation continue des guerres culturelles américaines à l'étranger.
- [*Globalizing Hatred*](#)¹⁴⁹, publié dans Harvard Political Review en mars 2019, traite de l'homophobie extrême que les évangéliques américains ont contribué à cultiver dans les pays africains, notamment en Ouganda.
- [*This Alien Legacy: The Origins of "Sodomy" Laws in British Colonialism*](#)¹⁵⁰ est un rapport de 2008 de Human Rights Watch qui retrace les lois modernes contre les « délits contre nature » utilisées pour criminaliser la sexualité entre personnes de même sexe jusqu'à l'introduction de lois anti-sodomie dans les protectorats britanniques dans les années 1800.
- [*The West exported homophobia, not homosexuality*](#)¹⁵¹ est un éditorial de décembre 2018 pour News24 dans lequel Gerbrandt van Heerden, chercheur à l'Institut sud-africain des relations raciales (IRR), cite des preuves historiques de l'existence

des minorités sexuelles et de genre à travers l'Afrique avant et pendant le colonialisme.

- [*If you say being gay is not African, you don't know your history*](#)¹⁵² est un article d'opinion publié en 2015 par Bisi Alimi qui explique comment les cultures africaines ont historiquement célébré la diversité et encouragé l'acceptation de la diversité sexuelle et de genre.
- [*Homosexuality is not un-African*](#)¹⁵³ est une tribune publiée en 2014 sur Al Jazeera par Sylvia Tamale, professeur de droit à l'Université de Makerere en Ouganda, qui énumère les expressions historiques de la diversité sexuelle et de genre en Afrique.
- [*The Splendor of Gender Non-Conformity In Africa*](#)¹⁵⁴ est un article publié en 2017 sur Medium par Shanna Collins qui énumère de nombreux exemples d'expressions et de conceptions diverses de genre en Afrique.
- [*Boy-Wives and Female Husbands: Studies in African Homosexualities*](#)¹⁵⁵, un ouvrage publié en 1998 par Stephen O. Murray et Will Roscoe, énumère quelques-uns des mots indigènes utilisés pour parler de l'homosexualité et de la diversité de genre en Afrique à l'époque précoloniale et coloniale. Parmi ceux-ci, on trouve **mumemke** (**mume** = man/homme, **mke** = woman/femme), qui est apparu dans le premier dictionnaire Anglais-Swahili en 1882, **shoga** (mâle homosexuel ou ami.e), **mugawe** (Meru des hommes qui

portaient des vêtements de femme et se mariaient parfois avec des hommes), et *inzili* (les personnes intersexuées au Kenya et en Tanzanie).

- [Keeping the Faith: Working at the Crossroads of Religion & Sexual and Gender Rights](#)¹⁵⁶ est un rapport publié en 2019 par la Fondation Heinrich Böll qui explore la manière dont la foi peut être source de violence pour les personnes LGBTQI+, mais peut également présenter des opportunités pour renforcer les droits humains et la justice.
- [Faith Positions](#)¹⁵⁷, publié par Human Rights Campaign, offre un aperçu de la manière dont des dizaines de groupes religieux et de traditions religieuses différents considèrent les personnes LGBTQI+ et les questions qui les concernent.
- [Homophobia and the Churches in Africa: A Dialogue](#)¹⁵⁸ est un rapport de The Other Foundation synthétisant une conférence de deux jours qui s'est tenue en Afrique du Sud en avril 2016. Vous pouvez regarder les enregistrements vidéo de chaque session en cliquant [ici](#)¹⁵⁹.
- [Stabianisation](#)¹⁶⁰ est un rapport de 2019 de The Other Foundation qui traite de la manière dont les voix LGBTQI peuvent être amplifiées dans le paysage religieux africain.
- [Criminalising Homosexuality and Understanding the Right to Manifest Religion](#)¹⁶¹ est une note de synthèse publiée en 2016 par le Human Dignity

Trust qui examine comment la religion et la criminalisation de l'homosexualité sont liées dans le monde entier. La note comprend des déclarations de chefs religieux de diverses confessions sur les questions LGBTI.

- [Recognizing religious freedom as an LGBT issue](#)¹⁶², rédigé par Ryan Thoreson de Human Rights Watch et publié dans The Hill, indique que le rapport international sur la liberté religieuse de 2017 — une enquête annuelle sur la situation de la liberté religieuse dans 195 pays — a offert un bilan pour les personnes LGBT à un moment où la liberté religieuse est de plus en plus utilisée comme prétexte pour autoriser la discrimination aux États-Unis. Thoreson défend l'idée que le département d'État devrait promouvoir plus fermement une vision inclusive de la liberté religieuse dont tout le monde peut bénéficier.
- [A mapping on sexuality, human rights and the role of religious leaders: exploring the potential for dialogue](#)¹⁶³ est un rapport de 2014 de Hivos qui identifie les chefs religieux progressistes, décrit et analyse les différents discours des chefs religieux qui abordent la sexualité et les droits humains, et fournit des indications sur l'implication de ces derniers pour intensifier l'engagement entre les acteurs religieux et les droits humains. Le rapport se concentre principalement sur l'Afrique.

-
- [*Different Ways of Doing Violence: Sexuality, Religion, and Public Health in the Lives of Same-Gender-Loving Men in Kenya*](#)¹⁶⁴ est un rapport de 2015 de John Blevins et Peter Irungu qui met en évidence la façon dont les enseignements des chefs religieux sont constamment invoqués dans la perception et le mauvais traitement des personnes LGBTQI+ au Kenya.
 - [*ILGA-Europe's Winter 2015/16 magazine*](#)¹⁶⁵ sur la conciliation de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de l'expression de genre et de la religion comporte une section sur le droit à la liberté de religion ou de conviction et son intersection avec les autres droits.
 - [*The Secret History of Leviticus*](#)¹⁶⁶, publié dans le New York Times en juillet 2018 par Idan Dershowitz, bibliste et membre junior de la Harvard Society of Fellows, soutient qu'il existe de bonnes preuves qu'une version antérieure des lois du Lévitique 18 de la Bible autorisait les relations sexuelles entre hommes.
 - [*The Bible and Homosexuality*](#)¹⁶⁷ est un ouvrage publié en 2021 par Inclusive and Affirming Ministries qui analyse et interprète huit passages des écritures souvent cités comme ayant trait à l'homosexualité.
 - [*Homosexuality in Islam: Critical Reflection on Gay, Lesbian, and Transgender Muslims*](#)¹⁶⁸ est un livre publié en 2010 par Scott Siraj al-Haq Kugle qui propose une analyse détaillée de la manière dont les écritures, la jurisprudence et les hadiths, peuvent être interprétés pour tenir compte de la diversité sexuelle et de genre.
 - [*Canaries in the Coal Mines: An Analysis of Spaces for LGBTI Activism in Southern Africa*](#)¹⁶⁹ est un rapport de 2016 de The Other Foundation qui évalue la profondeur et la nature de l'exclusion sociale des personnes LGBTI et analyse la manière dont les groupes LGBTI s'organisent pour transformer cette réalité en Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Eswatini, Zambie et Zimbabwe.
 - [*We Exist: Mapping LGBTQ Organizing in West Africa*](#)¹⁷⁰ est un rapport de 2016 de ce qui deviendra l'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO). Il constitue une analyse de l'organisation de la communauté LGBTQ dans la région, touchant un total de 50 groupes et organisations et 180 militants de neuf pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo).
 - [*LGBT in West Africa: Arrests, lynchings, discrimination, denial*](#)¹⁷¹ est un article publié en 2019 par The African Human Rights Media Network sur le blog Erasing 76 Crimes qui donne un aperçu rare des attitudes et des politiques des nations d'Afrique de l'Ouest à l'égard des personnes LGBTQI+.

-
- [South Africa LGBTI: Landscape Analysis of Political, Economic & Social Conditions](#)¹⁷² est un rapport de 2016 produit par Astraea Lesbian Foundation for Justice qui fournit une vue d'ensemble du mouvement social LGBTI en Afrique du Sud et un résumé des opportunités et des défis auxquels les activistes sont confrontés dans leur travail pour faire avancer les protections des droits LGBTI et les traduire en changements concrets.
 - [Under Wraps: A Survey of Public Attitudes to Homosexuality and Gender Non-Conformity in Malawi](#)¹⁷³ est un rapport de 2019 de The Other Foundation qui présente les données d'une enquête menée auprès de 1 300 Malawiens. Il montre qu'une majorité de Malawiens empêche les personnes LGBTI d'être ouvertement reconnues et incluses en toute sécurité dans les familles, les communautés, les lieux de travail, les pratiques culturelles et les politiques publiques.
 - [2016 Uganda Report of Violations Based on Sexual Orientation and Gender Identity](#)¹⁷⁴, compilé par le Human Rights Awareness and Promotion Forum - Uganda (HRAPF), donne un aperçu des violations des droits humains dont sont victimes les personnes LGBTIQ+ de la part des acteurs étatiques et non étatiques.
 - [Where Do We Go for Justice?](#)¹⁷⁵ est un rapport de 2015 de l'organisation de défense des droits civils Chapter Four Uganda, qui documente les abus des droits des minorités sexuelles dans le système de justice pénale Ougandais.
 - [Expanded Criminalisation of Homosexuality in Uganda: A Flawed Narrative](#)¹⁷⁶ est un rapport de 2014 du groupe de défense des droits Sexual Minorities Uganda (SMUG) qui documente plus de [21 variétés d'homosexualité Africaine traditionnelle](#)¹⁷⁷ et de diversité de genre à travers le continent.
 - [Tanzania's Anti-LGBT Crackdown and the Right to Health](#)¹⁷⁸ est un rapport publié en 2020 par Human Rights Watch qui documente la répression accrue du gouvernement à l'égard de la communauté LGBTIQ+ de Tanzanie entre 2016 et 2019.
 - [Silenced Voices, Threatened Lives](#)¹⁷⁹ est un rapport de 2015 qui documente l'impact de la loi de 2014 sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe au Nigeria sur la liberté d'expression. Le rapport a été rédigé par le PEN American Center, PEN Nigeria et le Leitner Center for International Law and Justice de la Fordham Law School à New York.
 - The Centre for Human Rights de l'Université de Pretoria en Afrique du Sud organise chaque année un cours d'une semaine sur les droits des minorités sexuelles. Voir le programme du cours et les principales lectures sur [le site Web du Centre](#)¹⁸⁰.
 - La [campagne Libres et Égaux](#)¹⁸¹ des Nations Unies a publié plusieurs [notes d'information](#)¹⁸² sur les droits et l'égalité des LGBTI, notamment des foires aux questions, le droit international

des droits humains et des informations spécifiques sur la criminalisation, la violence, le refuge et l'asile.

- Amnesty International propose [des informations et des ressources sur les droits des LGBT](#)¹⁸³ sur son site Web.
- [Faith, Gender and Sexuality Toolkit](#)¹⁸⁴ du Ministère Britannique du Développement International comprend des sections sur la sexualité et la diversité de genre, la culture, la tradition et la foi.

GUIDES DE REPORTAGE ET ANALYSE DES MÉDIAS

- [Investigating Anti-LGBTQI+ Hate: A Reporting Guide for Journalists](#)¹⁸⁵ est un manuel publié par Taboom Media en 2019, qui présente des informations, des conseils et des sources utiles pour aider les journalistes à enquêter et à rendre compte de la manière dont les groupes religieux et les ONG alimentent la haine anti-LGBTQI+ dans le monde entier.
- [Mediating Tolerance: Journalism and LGBTQI+ Coverage in Sub-Saharan Africa](#)¹⁸⁶ (vidéo) c'est un panel organisé par Taboom Media en 2017 avec des journalistes stagiaires de notre workshop de 2016 au Cap. Ce panel principal de the National Endowment for Democracy à Washington, D.C. aborde les défis et les opportunités auxquels les journalistes sont confrontés lorsqu'ils couvrent les questions de religion et de SOSIGEG au Kenya, Nigéria, Ouganda, Namibie, Afrique du Sud et ailleurs.
- [Who is the message for? Communicating strategically to win public hearts and minds](#)¹⁸⁷ (vidéo) est un panel qui a eu lieu lors du Kopano 2019 de the Other Foundation. Le panel de journalistes et d'experts des médias s'est intéressé à la manière dont les activistes LGBTQI+ élaborent leurs messages publics et à la façon dont ces messages sont perçus par le public.
- [Media Representation of LGBTQ People in Africa](#)¹⁸⁸ est un rapport de 2019 rédigé par Brian Pellot pour la Fondation Arcus, qui analyse 18 mois de couverture médiatique de l'actualité LGBTQI+ en Afrique du Sud, Botswana, Malawi, Kenya et Ouganda.
- [Safety, Dignity and Freedom: A Narrative Study on the Experiences of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, and Intersex \(LGBTI+\) People within Mainstream Media in Botswana, Malawi, Zimbabwe, South Africa and Namibia](#)¹⁸⁹ est un rapport publié en 2019 par Iranti qui présente une étude de référence de 2018 sur la couverture des questions LGBTQI+ par les médias grand public et identifie les principaux domaines thématiques, les tendances et les réponses des consommateurs de médias.
- [Out in the Media? Knowledge, Attitudes and Practices of the Media towards Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Intersex Issues and Stories](#)¹⁹⁰ est un rapport de 2006 de Gay and Lesbian Memory in Action (GALA) qui examine les médias en Afrique du Sud et fournit

une référence historique permettant d'évaluer les reportages actuels.

- [Reporting Homophobia in the Zimbabwean and Nigerian Media](#)¹⁹¹ est un rapport de 2014 publié par la Fédération Internationale des Journalistes. Bien qu'il contienne un langage et un cadrage problématiques, le rapport fournit un contexte historique utile sur la couverture médiatique dans les deux pays.
- Le [Guide de Référence de 2019 d'Iranti pour les Praticiens des Médias et les Organes de Presse](#)¹⁹² fournit un glossaire de termes pour les journalistes couvrant les questions LGBTQI+ en Afrique et des conseils spécifiques pour écrire sur les personnes transgenres, bisexuelles et intersexuées.
- Le [Guidebook to Reporting Gender and Sexuality](#)¹⁹³ de ProjektHope, publié en 2015, offre des conseils pratiques aux journalistes qui traitent des questions LGBTI au Nigeria. Il comprend des sections sur la compréhension du genre et de la sexualité dans le contexte Africain et leurs implications pour la santé publique.
- [The Radical Copyeditor's Style Guide for Writing About Transgender People](#)¹⁹⁴ de 2017 fournit des conseils utiles pour une couverture précise et appropriée des sources et des sujets liés à la diversité de genre.
- The [Global Investigative Journalism Network](#)¹⁹⁵ assemble [ces spreadsheets](#)¹⁹⁶ avec des liens vers plus de 50 ensembles de données internationales, des études, des groupes nationaux et des lieux où trouver des sources expertes pour aider les journalistes à enquêter sur les questions touchant les communautés LGBTQ. Vous y trouverez des liens vers les enquêtes annuelles sur les attitudes et les lois mondiales, les rapports des Nations Unies, les principaux rapports régionaux, les sources d'information, les contacts des ONG, etc.
- GIJN a également rassemblé [une collection de reportages d'investigation exemplaires sur les questions touchant les communautés LGBTQ](#)¹⁹⁷ et les présentations suivantes d'un [panel sur l'investigation des questions LGBTQ](#)¹⁹⁸ qui s'est tenu lors de la 10ème Conférence Mondiale sur le Journalisme d'Investigation à Johannesburg en 2017 :
 - [Investigative Reporting: The Fundamentals](#)¹⁹⁹ par Mark Schoofs
 - [LGBTQI + SSOIGIE Source Development](#)²⁰⁰ par Brian Pellot
 - [Documenting LGBTQI Hate Crimes & Discrimination](#)²⁰¹ par Jabu Pereira
 - [An Overview Using Data](#)²⁰² par Brant Houston et Jennifer LeFleur
- [Security in-a-Box's guide to digital security for the LGBTI community in Sub-Saharan Africa](#)²⁰³ fournit des conseils qui sont également pertinents pour les journalistes qui font des reportages sur la communauté.
- [The Journalist Survival Guide](#)²⁰⁴ est une série de vidéos animées produites par le Samir Kassir eyes (SKeyes) Center

for Media and Cultural Freedom au Liban en 2012. Il comprend des conseils sur [la protection de l'identité des sources, les droits internationaux des journalistes, comment protéger votre ordinateur contre les attaques informatiques, comment obtenir une connexion internet sécurisée](#)²⁰⁵, et [comment sécuriser votre compte Skype](#)²⁰⁶.

- [Digital Security and Source Protection For Journalists](#)²⁰⁷, publié par Tow Center for Digital Journalism de L'école de Journalisme de Columbia en 2014, fournit des stratégies pour réduire l'exposition des sources en ligne.
- [Homophobia and Transphobia in Caribbean Media: A Baseline Study](#)²⁰⁸, publiée par Outright International en 2015, encourage les médias régionaux à : promouvoir l'autorégulation parmi les groupes de médias dans la quête d'une couverture éthique et équitable ; assurer la responsabilité d'une couverture non éthique et non biaisée ; publier des déclarations communes condamnant les reportages préjudiciables et partiels sur les personnes LGBTI ; fournir une formation aux journalistes sur comment couvrir de façon éthique les événements ayant un rapport avec les personnes LGBTI ; et promouvoir la voix des activistes et des organisations LGBTI dans la couverture médiatique qui touche la communauté. Ces lignes directrices ont une portée mondiale.
- [The Solutions Journalism Network's Basic Toolkit](#)²⁰⁹ est un guide interactif

qui offre des conseils pour aider les journalistes à produire des reportages rigoureux et convaincants sur les réponses aux problèmes sociaux.

- [Handbook for Conflict Sensitive Journalism](#)²¹⁰, publié par International Media Support en 2004, propose des conseils pour aider les journalistes à communiquer des informations au public en période de conflit sans exacerber les tensions. IMS a également créé des manuels spécifiques pour le [Zimbabwe](#)²¹¹, le [Rwanda](#)²¹² et le [Kenya](#)²¹³.
- [Conflict-Sensitive Reporting Guide](#)²¹⁴, publié par l'UNESCO en 2009, vise à renforcer la capacité des médias à contribuer au dialogue, à la compréhension mutuelle, à la réconciliation et à la paix.

HISTOIRES ET NARRATIONS

- [La série de reportages de Taboom Media sur l'intersection des droits LGBTQI+ et de la religion en Afrique Subsaharienne](#)²¹⁵ présente des dizaines d'histoires qui traitent de la religion, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre dans plus de 20 pays du continent.
- Le site web [Media Monitoring and Response Coalition](#)²¹⁶ de Taboom comprend une base de données de la couverture médiatique LGBTQI+ de toute l'Afrique. La base de données peut être consultée par pays, par thème, par identité et selon d'autres

critères. Vous pouvez nous aider à enrichir la base de données [en nous envoyant du contenu médiatique](#)²¹⁷.

- [Hopes and Dreams That Sound Like Yours: Stories of Queer Activism in Sub-Saharan Africa](#)²¹⁸ de Taboom Media présente 20 défenseurs des droits humains de tout le continent qui racontent leur parcours d'activistes et révèlent ce qui les inspire dans leur lutte pour l'égalité LGBTQI+. Des artistes queer et alliés donnent vie à chaque histoire avec des illustrations originales qui montrent la joie et les difficultés de notre mouvement collectif. En 2022, Taboom et GALA prévoient de produire une deuxième édition en Anglais et en Français qui inclura des activistes Nord Africains.
- [Ahwaa](#)²¹⁹ est une plateforme numérique anonyme ouverte où les personnes LGBTQIA+ du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord se connectent et discutent de sujets importants. Ces fils de discussion peuvent constituer un bon point de départ pour des idées d'articles.
- [Rainbow Childhoods Anthology](#)²²⁰ de GALCK est une collection d'histoires du Kenya qui présente différents aspects des expériences LGBTQI+ et des luttes de l'enfance pour comprendre le sexe, les rôles de genre, la sexualité et l'identité de genre.
- [Mail & Guardian d'Afrique du Sud héberge des archives](#)²²¹ de l'excellente couverture réalisée par Carl Collison sur les problèmes auxquels sont confrontées les communautés Africaines queer pendant ses trois années en

tant que Rainbow Fellow des journaux (2016-19).

- [Alturi](#)²²² est un hub en ligne pour les nouvelles, les histoires et le plaidoyer qui vise à éduquer et à engager les supporters individuels qui veulent aider à améliorer la vie des personnes LGBTQI dans le monde entier. Ils envoient chaque semaine un récapitulatif des nouvelles LGBTQI+ du monde entier. Contact : info@alturi.org.
- [Openly](#)²²³ est la plateforme de la Thomson Reuters Foundation pour la couverture de l'actualité mondiale LGBTQI+. The team sends a weekly newsletter. Contactez le rédacteur Hugo Greenhalgh : Hugo.Greenhalgh@thomsonreuters.com.
- [Erasing 76 Crimes](#)²²⁴ est un blog consacré au bilan humain des lois anti-LGBTI dans le monde et aux luttes locales pour les abolir. Contact : stewacster@gmail.com, 76crimes@gmail.com.
- [Arcus Update](#)²²⁵ est une lettre d'information bimensuelle rédigée par Cindy Rizzo, vice-présidente du programme justice sociale de la Fondation Arcus. Chaque édition comprend plusieurs articles traitant de la justice sociale en matière de LGBTQ à travers le monde. Inscrivez-vous ici getrevue.co/profile/crizzo.
- [Mamba Online](#)²²⁶ est un site web Sud Africain d'informations et de style de vie qui présente des histoires par et sur les communautés LGBTQI+.

-
- [*Boldly Queer: African Perspectives on Same-Sex Sexuality and Gender Diversity*](#)²²⁷ est un livre publié en 2015 par Hivos qui comprend des articles, des essais, des histoires et des photographies qui mettent en évidence une compréhension plus approfondie des luttes pour les droits LGBT et des réalités sur le continent Africain. Il comprend des contributions de 17 chercheurs, activistes et écrivains d'Afrique.
 - [*This Is How the Heart Beats: LGBTQ East Africa*](#)²²⁸, publié en 2020, fait partie de la Série de Livres de Photos sur le Thème de la Diversité de l'Humanité LGBTQ, qui présente la richesse de la diversité et de la complexité des communautés LGBTQ dans le monde. Ces livres mettent en lumière des communautés marginalisées et souvent persécutées qui ont remis en question les définitions rigides de la famille et de la personnalité. Le projet examine la diversité de genre, l'expression de genre et l'orientation sexuelle en défendant une vision de l'humanité qui va au-delà des perceptions binaires.
 - [*Queering Cape Town*](#)²²⁹ est un livre de 2016 rédigé par Zethu Matebeni qui examine certaines des dichotomies intersectionnelles qui existent au sein des communautés LGBTQI+ de la « capitale gay de l'Afrique ».
 - [*Bombastic*](#)²³⁰ est un magazine occasionnel produit par Kuchu Times en Ouganda qui traite de la vie et des préoccupations de la communauté LGBTQI+ locale.
 - [*Dipolelo Tsa Rona – Our Stories*](#)²³¹ est un recueil d'essais personnels publié en 2016 par Lesbians, Gays and Bisexuals of Botswana (LeGaBiBo).
 - Trans Smart Trust a commencé à produire le [*Purple Royale podcast*](#)²³² qui traite de la vie des transgenres au Zimbabwe et la Société Intersexe de Zambie produit un podcast similaire (voir leur [page Facebook](#)²³³) sur les questions intersexes régionales en 2019, tous deux avec le soutien de The Children's Radio Foundation.
 - [*Quorum*](#)²³⁴ (vidéo) est une série de vidéos réalisée en 2015 par the Daily Beast qui présente des activistes LGBT du Sud Global.
 - [*God Loves Uganda*](#)²³⁵ (vidéo) est un film de 2013 qui documente le lien entre l'évangélisme Nord Américain et l'homophobie en Ouganda. Le documentaire est disponible sur Netflix.
 - [*African Pride*](#)²³⁶ est un film de 2014 qui documente la façon dont les lesbiennes noires et les militants alliés se mobilisent pour mettre fin à la violence homophobe dans les townships d'Afrique du Sud. Contactez la réalisatrice Laura Fletcher pour avoir accès à l'intégralité du film (laura.backstory@gmail.com).
 - [*Missionaries of Hate*](#)²³⁷ (vidéo) est un documentaire réalisé en 2010 par Current TV's Vanguard journalism program qui dresse le portrait de Scott Lively et d'autres évangéliques américains qui ont exporté des messages de haine anti-LGBTQI+ en Ouganda et ailleurs dans le monde. Le documentaire est disponible dans son intégralité sur YouTube.

GUIDE DES
SOURCES POUR
L'AFRIQUE

Guide des Sources pour l'Afrique :

Cette section fournit les coordonnées des organisations et des personnes qui peuvent servir de sources ou fournir des pistes et des idées d'articles pour améliorer votre couverture des minorités et de la religion de SOSIGEG. Le guide des sources est classifié par région (Sud, Est, Ouest, Centre, Nord, Pan-Afrique et International) et regroupé par pays. Tous les liens sont valides et exacts en date de Janvier 2022. Si un lien a été rompu depuis, vous pouvez rechercher l'organisation ou la personne en ligne.

AFRIQUE AUSTRALE :

- [Inclusive and Affirming Ministries](#)²³⁸ (IAM) : IAM, basé au Cap, travaille comme catalyseur pour la pleine inclusion des personnes LGBTI dans les églises traditionnelles d'Afrique du Sud et pour la célébration de la diversité dans les contextes religieux. IAM sensibilise à la diversité en matière d'orientation sexuelle et d'interprétation de la foi, en encourageant les gens à réexaminer leurs croyances et leur attitude à l'égard de l'homosexualité et à engager le dialogue de manière affirmative et inclusive.

Contactez la Rev. Ecclesia de Lange directrice de l'IAM (ecclesia@iam.org.za) la coordinatrice de processus Thuli Mjwara (thuli@iam.org.za) : info@iam.org.za, +27 21 975 8142.

- [Compassion-Centred Islam](#)²³⁹ : Compassion-Centred Islam, basé au Cap, fournit un soutien aux Musulmans marginalisés en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre. L'organisation cherche à sensibiliser à la diversité sexuelle et de genre en faisant appel à la foi et aux croyances et à encourager la collaboration avec les membres homosexuels de la communauté Musulmane locale, nationale et internationale. Contactez le fondateur Imam Muhsin Hendricks : muhsin@cci-islam.net, admin@cci-islam.net, +27 82 892 3519.
- [Gay and Lesbian Memory in Action \(GALA\)](#)²⁴⁰ : GALA est un centre de culture et d'éducation LGBTI basé à Johannesburg. Sa mission est d'agir comme un catalyseur pour la production, la préservation et la diffusion de connaissances sur l'histoire, la culture et les expériences contemporaines

des personnes LGBTI en Afrique. Les collections d'archives de GALA peuvent être consultées sur rendez-vous. Contactez le directeur Keval Harie (keval.harie1@wits.ac.za) ou l'archiviste Linda Chernis (linda.chernis@wits.ac.za) : +27 11 717 4239.

- [Triangle Project](#)²⁴¹ : Triangle Project est une organisation de défense des droits humains à but non lucratif basée au Cap qui offre des services professionnels pour garantir la pleine réalisation des droits constitutionnels et humains des personnes LGBTI, de leurs partenaires et de leurs familles. Ils proposent des cliniques de santé sexuelle, des conseils, des groupes de soutien, une ligne d'assistance téléphonique, des services d'éducation et de formation du public, des services de proximité et une bibliothèque. Contactez le responsable des services de santé et de soutien Sharon Cox (health@triangle.org.za) ou le responsable de l'engagement communautaire et de la responsabilisation Pharie Sefali, qui est également membre d'un réseau de sangoma/guérisseurs traditionnels LGBTQI+ (pharie@triangle.org.za, phariesefali@gmail.com) : info@triangle.org.za, +27 21 422 0255.
- [Gender Dynamix](#)²⁴² : Gender Dynamix, basée au Cap, œuvre à la réalisation de tous les droits humains des personnes transgenres et non-conformes au genre à l'intérieur et au-delà des frontières de l'Afrique du Sud. Contactez le directeur exécutif Liberty Matthyse :

director@genderdynamix.org.za, info@genderdynamix.org.za, +27 21 447 4797.

- [Sonke Gender Justice](#)²⁴³ : Sonke Gender Justice travaille à travers l'Afrique pour renforcer les capacités des gouvernements, de la société civile et des citoyens à promouvoir l'égalité des sexes, à prévenir la violence domestique et sexuelle, et à réduire la propagation et l'impact du VIH et du SIDA. Sonke travaille en étroite collaboration avec toute une série d'organisations et de personnes, notamment des organisations de défense des droits des femmes, des mouvements sociaux, des syndicats, des services gouvernementaux, des associations sportives, des organisations confessionnelles, des organisations de médias, des unités de recherche universitaires et des défenseurs des droits humains. Contactez le co-directeur exécutif Bafana Khumalo : bafana@genderjustice.org.za, info@genderjustice.org.za, +27 21 423 7088, +27 82 578 4479.
- [Sex Workers Education & Advocacy Taskforce \(SWEAT\)](#)²⁴⁴ : SWEAT est la principale organisation Sud Africaine pour la défense des droits des travailleurs du sexe, la défense des droits humains, et la mobilisation depuis son siège social au Cap.
- SWEAT travaille en étroite collaboration avec les groupes de défense des droits des LGBTI en Afrique du Sud. Contact : info@sweat.org.za, +21 21 448 7875.

- [Centre for Human Rights at the University of Pretoria](#)²⁴⁵ : The Centre for Human Rights at the University of Pretoria in South Africa œuvre à l'éducation aux droits humains en Afrique, une plus grande sensibilisation aux droits humains, la large diffusion de publications sur les droits humains en Afrique, et l'amélioration des droits des femmes, des personnes vivant avec le VIH, des populations autochtones, des minorités sexuelles et des autres personnes ou groupes défavorisés ou marginalisés à travers le continent. Contactez le Directeur Frans Viljoen : frans.viljoen@up.ac.za, chr@up.ac.za, +27 12 420 3228, +27 12 420 3810 / +27 12 420 3034.

- [Iranti-org](#)²⁴⁶ : Iranti-org est une organisation de médias visuels pour les droits humains des personnes queer, basée à Johannesburg. Iranti-org travaille dans le cadre des droits humains afin de créer des partenariats et des mouvements locaux qui utilisent les médias comme plateforme pour le lobbying, le plaidoyer et les interventions éducatives à travers l'Afrique. Il vise à servir d'archives de la mémoire queer de manière à déstabiliser les nombreux modes de discrimination fondés sur le genre, la sexualité et l'orientation sexuelle. Contact : getinfo@iranti-org.za, +27 11 339 1476, +27 11 339 1468.

- [The Other Foundation](#)²⁴⁷ : The Other Foundation est un fonds Africain qui œuvre en faveur de l'égalité et de la liberté en Afrique du Sud, avec un focus particulier sur l'orientation

sexuelle et l'identité de genre. Elle rassemble des appuis pour défendre et faire progresser les droits humains et l'inclusion sociale des personnes LGBTI et offre un soutien aux groupes de manière à leur permettre de travailler efficacement pour un changement durable, reconnaître les dynamiques particulières de la race, de la pauvreté, de l'inégalité, du sexe, de l'origine nationale, du patrimoine et de la politique dans la région. Contactez le Directeur Général Neville Gabriel : ngabriel@theotherfoundation.org, admin@theotherfoundation.org, info@theotherfoundation.org +27 83 449 3934.

- [Heinrich Böll Foundation Southern Africa](#)²⁴⁸ : le bureau de la Fondation Heinrich Böll au Cap œuvre pour faire progresser l'égalité entre les sexes et l'égalité sexuelle en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe. La fondation s'associe à des acteurs clés de la société civile ainsi qu'à des leaders d'opinion publics et religieux pour remettre en question les politiques, les législations et les attitudes homophobes. Contactez la responsable du programme des droits humains Claudia Lopes : Claudia.Lopes@za.boell.org, info@za.boell.org, +27 21 461 62 66.

- [Open Society Initiative for Southern Africa \(OSISA\)](#)²⁴⁹ : Basée à Johannesburg, OSISA s'engage à renforcer la démocratie, à protéger les droits humains et à améliorer la bonne gouvernance en Afrique Australe. La vision de OSISA est de promouvoir et de soutenir les idéaux, les

valeurs, les institutions et les pratiques d'une société ouverte, dans le but d'établir des démocraties régionales dynamiques et tolérantes dans lesquelles les personnes, sans privation matérielle ou autre, comprennent leurs droits et leurs responsabilités et participent activement à tous les domaines de la vie. Contactez le responsable du programme LGBTI Ian Southey-Swartz : ians@osisa.org, +27 11 587 5000.

- [Southern Africa Litigation Centre](#)²⁵⁰ : Le programme des droits des LGBT et des travailleurs du sexe du Centre de The Southern Africa Litigation œuvre à mettre fin aux discriminations et à la maltraitance dont sont victimes les personnes qui s'identifient comme telles dans toute l'Afrique Australe. Contactez Anneke Meerkotter : enquiries@salc.org.za, +27 10 596 8538.
- [Coalition of African Lesbians](#)²⁵¹ : The Coalition of African Lesbians (CAL) est un réseau régional d'organisations d'Afrique Subsaharienne engagées dans la promotion de la liberté, de la justice et de l'autonomie corporelle pour toutes les femmes sur le continent Africain et ailleurs. Elle est basée à Johannesburg. Contactez la responsable communication et médias Caroline : caroline@cal.org.za, info@cal.org.za, +27 11 403 0007, +27 11 403 0158.
- [Intersex South Africa](#)²⁵² : Intersex South Africa se consacre à la sensibilisation aux questions d'intersexualité en Afrique du

Sud, tout en défendant et en soutenant tous les Sud-Africains intersexués. Contactez la présidente Crystal Hendricks : krystal22122007@gmail.com.

- [Positive Vibes](#)²⁵³ : Positive Vibes, basée au Cap et disposant de bureaux supplémentaires en Namibie, veille à ce que les personnes LGBTI aient les moyens de réagir efficacement à la discrimination et aux problèmes de santé. Contactez le directeur exécutif Flavian Rhode : flavian@positivevibes.org, info@postivevibes.org, +27 21 422 4272.
- [Accountability International](#)²⁵⁴ : Accountability International (anciennement AIDS Accountability International) est une organisation de la société civile dirigée par des Africains qui œuvre à l'amélioration de la responsabilisation des personnes les plus marginalisées. Contactez la directrice exécutive Tshepo Ricki Kgositau : info@accountability.international, communications@accountability.international.
- [Children's Radio Foundation](#)²⁵⁵ : The Children's Radio Foundation forme de jeunes reporters à travers l'Afrique, en leur donnant les compétences en matière de radio et de diffusion qui leur permettront de faire entendre leur voix et de créer des opportunités pour le dialogue entre jeunes, le renforcement des communautés et le leadership. Ils ont plusieurs projets LGBTQI+, dont un kit d'outils de défense des médias pour les activistes de la société civile.

Contactez le directeur exécutif

Mike Rahfaldt :

mike@childrensradiofoundation.org,
info@childrensradiofoundation.org,
+27 21 465 6965.

- [Tulinam](#)²⁵⁶ : Tulinam est l'organisation Namibienne partenaire d'Inclusive and Affirming Ministries. Contactez Madelene : madelene.isaacks@gmail.com, +264 8169 47699.
- [Wings to Transcend Namibia](#)²⁵⁷ : Wings to Transcend Namibia plaide et fait du lobbying pour l'égalité des droits des citoyens transgenres et s'efforce d'éradiquer la transphobie, la stigmatisation, la discrimination et la violence à l'égard des personnes transgenres en Namibie. la chargée de communication et de plaidoyer Teddy Kandjou : wingstotranscendnamibia@gmail.com, +264 61 237329.
- [Out-Right Namibia](#)²⁵⁸ : ORN, basée à Windhoek, Namibie, est une organisation de défense des droits humains pour les LGBTI, les HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes) et les FSF (femmes ayant des relations sexuelles avec des femmes). Elle propose une assistance psychologique et des groupes de soutien aux victimes de violences sexistes, organise des conférences et des ateliers, et sensibilise le public aux problèmes qui touchent la communauté LGBTI. Contact : advocacy@outrightnamibia.org.na, reception@outrightnamibia.org.na, +264 61 237 329.
- [GALZ](#)²⁵⁹ : GALZ (originellement Gays and Lesbians of Zimbabwe) a été fondée en 1990 pour répondre aux besoins et aux intérêts des personnes LGBTI au Zimbabwe et pour promouvoir la tolérance sociale des minorités sexuelles et l'abrogation de la législation homophobe. Il s'agit de la principale organisation LGBTI du Zimbabwe. Contactez Samuel Matsikure (progs@galz.co), Sylvester (Munya) Nyamatendedza (research@galz.co), ou Chester Samba (director@galz.co) : +263 4741736, +263 4740614. Contactez Teddy Munyimani à Bulawayo (teddy@galz.co).
- [Trans Smart Trust](#)²⁶⁰ : Trans Smart Trust est une organisation à but non lucratif qui promeut l'identification, l'inclusion, l'intégration et l'assimilation des questions de droits humains touchant les personnes transgenres au Zimbabwe. Contactez la directrice Gumisayi Bonzo : bgumisayi@gmail.com, transsmart16@gmail.com, +263 77 275 3387.
- [Sexual Rights Centre](#)²⁶¹ : The Sexual Rights Centre (SRC) à Bulawayo est une organisation de défense des droits humains qui soutient les groupes marginalisés, notamment les personnes LGBTQI+, au Zimbabwe. Contact à travers le site web : sexualrightcentre.org.
- [LeGaBiBo](#)²⁶² : LeGaBiBo, originellement Lesbians, Gays & Bisexuals of Botswana, est l'organisation LGBTI la plus connue au Botswana. Contactez Bradley (dblfortuin@gmail.com) ou

-
- Caine (caineyoungman@gmail.com) : legabibo@legabibo.org.bw, +267 316 74 25.
- **Rainbow Identity Association**²⁶³ : Rainbow Identity Association se concentre sur les besoins et les droits des communautés transgenres et intersexes au Botswana. Elle a été créée par un groupe d'activistes concernés en 2008. Contactez la chargée du plaidoyer et des médias Urbenia Kgwarae : urbeniaukgwarae@gmail.com, rainbowid@aol.com, +267 71 546 011.
 - **Botswana Network on Ethics, Law and HIV/AIDS**²⁶⁴ : BONELA est une organisation non gouvernementale (ONG) officiellement créée en 2001 pour soutenir les initiatives en matière de droits humains dans le domaine du VIH/SIDA et pour protéger et promouvoir les droits de toutes les personnes touchées par le VIH/SIDA. Contact : info@bonela.org, +267 393 2516.
 - **Success Capital**²⁶⁵ : Success Capital se focalise sur la production participative de savoir décolonisée, le partage de connaissances systémiques entre pairs et le soutien de diverses formes d'action civique et de participation. Contactez Dumiso Gatscha sur coordinator@successcapitalngo.com, +267 71 562 628.
 - **LAMBDA Association Mozambique**²⁶⁶ : LAMBDA œuvre pour garantir les droits économiques, politiques et sociaux des citoyens LGBT au Mozambique. Contactez Danilo ou Frank sur [Facebook](https://www.facebook.com/franklileza90) ou sur franklileza90@gmail.com, +258 21 304 816.
 - **Eswatini Sexual and Gender Minorities**²⁶⁷ : Eswatini Sexual & Gender Minorities œuvre en faveur de la protection des droits fondamentaux des personnes LGBTI en Eswatini (anciennement le Swaziland). Contactez le fondateur et le directeur général Melusi Simelane : melusi@eswatiniminorities.org, info@eswatiniminorities.org, +268 7906 5354.
 - **Friends of Rainka** : Friends of Rainka a été fondée en 2007 en tant qu'organisation d'autonomisation des jeunes pour les personnes vivant avec le VIH en Zambie. Ils plaident pour une réforme juridique en faveur des minorités marginalisées. Contact : info.friendsofrainka@gmail.com.
 - **Women's Alliance for Equality**²⁶⁸ est la première ONG LGBQ, féministe, dirigée et axée sur les femmes en Zambie. Contactez la co-fondatrice Mino Likwasi sur [Twitter](https://twitter.com/).
 - **INERELA+**²⁶⁹ : The Zambia Network of Religious Leaders Living with or Personally Affected by HIV and AIDS (ZANERELA+) est une antenne du réseau international des chefs religieux – laïcs et ordonnés, femmes et hommes vivant avec, ou personnellement affectés par le VIH (INERELA+). Ils luttent contre la stigmatisation et fournissent des services de prévention, de soins et de traitement reposant sur des données probantes. Contact : kenpachunguone@gmail.com, gershomkapa@gmail.com.

-
- [Transbantu Association of Zambia](#)²⁷⁰ : Transbantu Association of Zambia mène des initiatives en matière de plaidoyer, d'éducation, d'autonomisation, de droit et de politique pour permettre aux personnes transsexuelles et intersexuées de jouir pleinement de leur potentiel et d'accéder à la justice sociale. Contact : transbantu@hotmail.com, +260 968953153.
 - [Intersex Society of Zambia](#)²⁷¹ : Intersex Society of Zambia (ISSZ) œuvre pour sensibiliser et faire progresser la protection des droits humains et le soutien aux enfants et adultes intersexués. ISSZ utilise la défense des droits, la diffusion d'informations fondées sur des preuves et l'éducation du public pour promouvoir l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive affirmés, soutenir la recherche et contester les pratiques culturelles et les lois discriminatoires liées aux variations du développement sexuel et à la variance du genre en Zambie. Contact : intersexzambia@gmail.com, +260 770739726.
 - [LGBTI Sey](#)²⁷² : LGBTI Sey œuvre pour offrir un espace et une communauté ouverts, sûrs, inclusifs et engagés dans la lutte contre le sexisme, l'homophobie, la biphobie, la transphobie et l'hétérosexisme aux Seychelles. Contact : lgbtisey@gmail.com.
 - [Centre for the Development of People](#)²⁷³ : CEDEP est une organisation basée au Malawi qui travaille avec les médias et les chefs religieux pour défendre le bien-être des commu-
- nautés marginalisées, notamment les prisonniers, les travailleurs du sexe et les personnes LGBTI. Contactez le directeur Gift Trapence : cedep@cedepmalawi.info, directorcedep@yahoo.com, +265 1761696.
- [Ivy Foundation](#)²⁷⁴ : Ivy Foundation est une organisation de défense des droits humains LBIQ basée au Malawi qui se concentre principalement sur les questions d'intersexualité. Contactez la directrice exécutive Sammie Macjessie : samanthamacjessie@gmail.com, +265 881 866 808.
 - [Nyasa Rainbow Alliance \(NRA\)](#)²⁷⁵ : Nyasa Rainbow Alliance est un groupe de défense des droits LGBTQI+ basé à Blantyre, au Malawi. Contactez-les sur [Facebook](#) ou sur nra.mw.14@gmail.com.
 - [MANERELA+](#)²⁷⁶ : The Malawi Network of Religious Leaders Living with or personally affected by HIV and AIDS (MANERELA+) est une organisation interconfessionnelle de mise en réseau et de plaidoyer qui vise à rassembler les chefs religieux qui vivent avec ou sont personnellement affectés par le VIH et le SIDA au Malawi. MANERELA+ est une antenne nationale du Réseau International des Chefs Religieux vivant avec ou personnellement affectés par le VIH et le SIDA (INERELA+). Contact : amwachande@manerela.org, kachepatsonga@gmail.com.
 - [Malawi Centre for Solutions Journalism](#)²⁷⁷ : The Malawi Centre for Solutions Journalism (CSJ) basé à Blantyre,

promeut les droits humains par le biais du plaidoyer, de l'éducation civique, de programmes de sensibilisation de la communauté, de l'engagement des parties prenantes et de la communication pour le changement de comportement. CSJ a effectué un suivi des médias et dirigé plusieurs ateliers de reportage sur les questions LGBTQI+. Contactez le directeur exécutif Brian Ligomeka : drbrianligo@gmail.com, csjmalawi@gmail.com.

- [Sorakanto](#)²⁷⁸ est une organisation pour les journalistes artistiques et culturels à Madagascar. Leur initiative 2019-2020 de formation aux médias d'information est axée sur les droits des LGBTQI+. Contactez Domoïna Ratsara : domoïna.ratsara@gmail.com, +261 32 86 359 39.
- [Seeds of Hope](#)²⁷⁹ : Seeds of Hope, anciennement Droits Humains Madagascar, est une organisation à but non lucratif de défense des droits humains à Madagascar qui encourage la participation des jeunes à la gouvernance et au leadership. Contactez Rado Harintsoa Rakotosamimanana : rrakotosamimanana@gmail.com, sohope@gmail.com, +261 34 72 064 16.
- [Associação Íris Angola](#)²⁸⁰ : Associação Íris Angola est un groupe de défense des droits LGBTQI+ basé à Luanda, en Angola. En 2018, elle est devenue la première organisation de défense des droits civils LGBTQI+ à être légalement enregistrée par le gouvernement de l'Angola. Contactez le directeur

Carlos Fernandes : carlos.irisangola@gmail.com, +244 937439100, +244 929082666.

- [Arquivo de Identidade Angolano](#)²⁸¹ : Arquivo de Identidade Angolano est un collectif de femmes féministes Angolaises LBTIQ qui travaillent pour améliorer la perception publique des minorités sexuelles et de genre et la vie de toutes les personnes LGBTQI+. Contactez Paula Sebastião : arquivodeidentidadeangolano@gmail.com.
- [Young Queer Alliance](#)²⁸² offre aux jeunes LGBTI de l'île Maurice la possibilité de promouvoir l'égalité. Contactez la chargée de communication Gulbul Shannon (communication@youngqueeralliance.com) ou le fondateur Fokeerbux Najeeb Ahmad (najeeb.af1990@gmail.com, +230 5705-3507) : info@youngqueeralliance.com, +230 5807 3829.
- [Collectif Arc en Ciel](#)²⁸³ : Collectif Arc en Ciel est une organisation mauricienne non-gouvernementale qui s'occupe de la Communauté LGBTQ+. L'association milite contre l'homophobie et les différentes formes de discriminations liées à l'identité de genre et l'orientation sexuelle. Contactez la directrice Muriel Yvon : info@collectifarcenciel.org, +230 465 4596.
- [Dis-Moi Indian Ocean](#)²⁸⁴ : Droits Humains Océan Indien (Dis-Moi Indian Ocean) est une organisation de défense des droits humains à l'île Maurice qui

organise régulièrement des sessions de formation sur l'éducation aux droits humains pour les membres de la communauté LGBTQI. Contactez le directeur Lindley Couronne : info@dismoi.org, +230 466 5673.

- [Monica Tabengwa](#)²⁸⁵ : Monica Tabengwa dirige le [programme Strong in Diversity, Bold on Inclusion](#)²⁸⁶ de Hivos, qui vise à promouvoir l'inclusion des personnes LGBT+ dans la société et la reconnaissance de leurs droits en s'opposant à la discrimination et aux stéréotypes tout en rendant les communautés LGBT+ plus résilientes. Le programme basé à Harare dispose de représentants à Dakar, Lagos, Lusaka, Maputo et Nairobi. Elle est l'ancienne directrice de Pan Africa ILGA. Contactez : mtabengwa@hivos.org, +263 24 2250463, +263 24 2706125.
- [Sakhisizwe Gcina](#)²⁸⁷ : Sakhisizwe Gcina est curateur d'art adjoint des projets spéciaux au laboratoire de conservation du musée Zeitz d'Art Contemporain d'Afrique (MOCAA), au Cap. Il a été co-curateur du premier projet du Curatorial Lab, qui a étudié la représentation des LGBTQI+ dans le contexte de l'homophobie et de l'oppression des droits des homosexuels en Afrique du Sud, et a modéré [un forum et un atelier de presse LGBTQI+ en 2017](#)²⁸⁸. Contact : sakhisizwe.gcina@zeitzmocaa.museum, +27 87 350 4777, +27 87 350 4755.
- [Melanie Judge](#)²⁸⁹ : Melanie Judge est une activiste féministe queer et une universitaire qui travaille comme professeur associé adjoint en droit public à l'Université du Cap. Melanie est l'auteure de *Blackwashing Homophobia : Violence and the Politics of Gender, Sexuality and Race* (2018), *Keeping the Faith : Working at the Crossroads of Religion & Sexual and Gender Rights* (2019), et rédactrice en chef de *To Have and To Hold : The Making of Same-sex Marriage in South Africa* (2008). Contact : melanie@justcommunication.co.za.
- [Zethu Matebeni](#)²⁹⁰ : Dr. Zethu Matebeni est chercheur principal au Département de Sociologie de l'Université du Cap. Il s'intéresse à la vie et à l'activisme des LGBT, aux études sur les queers noirs, à la photographie et au cinéma Africain, Zethu a créé des ouvrages tels que *Reclaiming Afrikan: queer perspectives on sexual and gender identities*; *Breaking out of the box : stories of black lesbians*; *Jo'burg TRACKS : Sexuality in the City et Queering Cape Town*. Contact : zethu.matebeni@gmail.com, +27 21 650 3416.
- [Carl Collison](#)²⁹¹ : Carl Collison est un journaliste indépendant basé au Cap qui, en tant que Rainbow Fellow de l'Other Foundation à The Mail & Guardian, a couvert les questions relatives aux communautés queer et autres communautés marginalisées. Il travaille avec Taboom Media en tant que co-formateur. Contact : carlcollison3@icloud.com.

- [Isabella Matambanadzo](#)²⁹² : Isabella Matambanadzo est une féministe Zimbabwéenne et co-éditrice de *A Beautiful Strength – Un journal de 80 ans de mouvements et d’activisme pour les droits des femmes au Zimbabwe depuis 1936*. Elle a contribué aux anthologies *Writing Free* et *Writing Mystery* et *Mayhem* (publiées par Weaver Press, Harare) ; a contribué à la rédaction du livre *African Sexualities* (ed. Dr. Sylvia Tamale), et *Beyond Beijing: Strategies and Visions Towards Women’s Equality* (co-éd Patricia Made) parmi d’autres travaux. Elle travaille avec Taboom Media en tant que co-formatrice. Contact : info@udugu.org, +263 242 250 602, +263 4 250 400.

AFRIQUE DE L’EST :

- [UHAI-EASHRI](#)²⁹³ : UHAI-EASHRI, l’initiative pour la Santé et les Droits Sexuels en Afrique de l’Est, est un fonds d’activistes autochtones basé à Nairobi. Il fournit des ressources flexibles et accessibles pour soutenir l’activisme de la société civile sur les questions de sexualité, de santé et de droits humains dans la région de l’Afrique de l’Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda et Burundi), avec un focus particulier sur les droits des minorités sexuelles. UHAI dispose d’une archive de coupures de presse LGBTI remontant à 2008. Contactez Roselyn : roselyn@uhai-eashri.org, info@uhai-eashri.org, +254 20 2330050, +254 20 812 7535.
- [Gay and Lesbian Coalition of Kenya \(GALCK\)](#)²⁹⁴ : GALCK agit en tant qu’organisation parapluie pour les

organisations LGBTQI+ au Kenya, notamment Minority Women in Action, Ishtar MSM, Tea and Gay Kenya, PEMA Kenya et Afra Kenya. Sa mission est de défendre les intérêts et les droits des organisations LGBTI et de leurs membres, y compris leurs droits en matière de santé. En 2016, GALCK a produit le kit d’outils médias SOSIGEG 101 pour les professionnels des médias kényans. Contact : info@galck.org, +254 20 2426060.

- [Persons Marginalized and Aggrieved \(PEMA\)](#)²⁹⁵ : Persons Marginalized and Aggrieved (PEMA) est une organisation de défense des droits des LGBTI basée à Mombasa, au Kenya, qui organise des séances de sensibilisation et des ateliers avec les chefs religieux locaux. Contactez le directeur exécutif Ishmael Bahati : info@pemakenya.org, pema@pemakenya.org, pemakenya@gmail.com, +254 7 13 68 4341.
- [None on Record](#)²⁹⁶ : None on Record est une organisation médiatique basée à Nairobi qui recueille les histoires des Africains LGBTI et produit du contenu médiatique sur les droits des LGBTI. Ils ont formé des journalistes d’Afrique de l’Est sur la manière de mieux rendre compte des questions LGBTI et produisent le podcast AfroQueer. Contact : questions@noneonrecord.com.
- [Selly Thiam](#)²⁹⁷ : Selly Thiam est journaliste et spécialiste de l’histoire orale dont les travaux ont été diffusés sur NPR, PBS et dans le New York Times.

Elle a été productrice pour le Projet Storycorps Oral History, Learning Matters de PBS et a été Carnegie Fellow à l'Unité d'Investigation d'ABC News. Elle est fondatrice et directrice exécutive de None on Record, une organisation Africaine de médias digitaux LGBT. Contact : selly@noneonrecord.com.

- [National Gay and Lesbian Human Rights Commission](#)²⁹⁸ : NGLHRC est une organisation du Kenya qui fournit une assistance juridique pour faire progresser l'égalité et l'inclusion des personnes LGBTQI+. Africaine. Contact la directrice exécutive Njeri Gateru : njeri@nglhrc.com, info@nglhrc.com, +254 20 4400525.
- [Jinsiangu](#)²⁹⁹ : Jinsiangu est une organisation qui œuvre à l'amélioration du bien-être des personnes intersexuées, transgenres et non-conformes au genre au Kenya. Pour ce faire, elle crée des espaces sûrs et mène des actions de sensibilisation, de recherche, de services de santé et de soutien psychosocial. Contact : operations@jinsiangu.org, jinsiangu@gmail.com.
- [David Kuria](#)³⁰⁰ : En 2013, David Kuria est devenu le premier politicien Kényan ouvertement gay à se présenter aux élections. Il écrit régulièrement sur les questions LGBTI et dirige the Kuria Foundation for Social Enterprise, qui vise à améliorer l'inclusion sociale en apportant des ressources techniques et financières aux personnes et groupes sociale-

ment exclus. Contact : info@kuriafoundation.or.ke, +254 778 003626.

- [Sexual Minorities Uganda](#)³⁰¹ : SMUG est une organisation parapluie non gouvernementale basée à Kampala, en Ouganda, qui défend la protection et la promotion des droits humains des LGBT en Ouganda. Contactez Frank Mugisha : info@sexualminoritiesuganda.com, +256 39 2174432.
- [Icebreakers Uganda](#)³⁰² : Icebreakers Uganda est une organisation de soutien à but non lucratif pour les personnes LGBT en Ouganda. Elle se focalise sur la santé sexuelle, la défense des droits en matière de santé sexuelle, la mobilisation communautaire et la sensibilisation et la prévention du VIH/SIDA pour toutes les personnes LGBT. Contact : info@icebreakersuganda.com, +256 392853652.
- [Spectrum Uganda](#)³⁰³ : Spectrum Uganda, basé à Kampala, offre un soutien pour promouvoir une communauté saine et autonome d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) en Ouganda. Contact : info@spectrumuganda.net, +256 800100040.
- [SIPD Uganda](#)³⁰⁴ : Support Initiative for People with atypical sex Development (SIPD) Uganda sensibilise aux questions liées à l'intersexualité et plaide pour les droits humains et l'acceptation sociale des personnes intersexuées en Ouganda. Contactez

le directeur exécutif Julius Kagawa :
sjpd.uganda@gmail.com,
aissgeastafrica@gmail.com,
+256 414 693 861.

- [Kuchu Times](#)³⁰⁵ : Kuchu Times is a media organization based in Kampala, Uganda, that aims to provide a voice for Africa's LGBTI community. It produces the occasional *Bombastic* magazine and provides regular news coverage via its website. Contactez Kasha Jacqueline Nabagesera : info@kuchutimes.com, kasha@kuchutimes.com.
- [Human Rights Awareness and Promotion Forum \(HRAPF\)](#)³⁰⁶ : HRAPF est une ONG basée à Kampala, en Ouganda. Elle a pour mission de promouvoir le respect et l'observation des droits humains pour les groupes marginalisés, y compris les personnes LGBTI. Contact : info@hrapf.org, +256 414 530683.
- [Freedom & Roam Uganda](#)³⁰⁷ : FARUG est une organisation Ougandaise qui œuvre pour mettre fin au harcèlement et à la discrimination contre les personnes LGBTI. Contact : info@faruganda.org, +256 392 176977.
- [Uganda Media Women's Association](#)³⁰⁸ : Uganda Media Women's Association (UMWA) est une ONG de défense des droits humains et de prestation de services qui aide les femmes d'Ouganda à prendre des décisions éclairées en leur donnant accès à des informations sur leurs droits. Elle lutte également pour les droits des femmes travail-

lant dans les médias et contre les représentations négatives des femmes dans les médias locaux. Contact : info@umwamamafm.co.ug, +256 393 113 848, +256 772 469 363.

- [Human Rights Network for Journalists - Uganda](#)³⁰⁹ : HRNJ œuvre à l'amélioration des droits humains en défendant et en renforçant les capacités des journalistes en Ouganda depuis son bureau de Kampala. HRNJ recherche, surveille et documente les attaques et menaces visant les journalistes, ainsi que les atteintes à la liberté de la presse en Ouganda. Ils offrent également un soutien juridique aux journalistes qui ont besoin de ces services en raison de leur travail. Contactez le coordinateur national Robert Ssempala : coordinator@hrnjuganda.org, info@hrnjuganda.org, +256 800 144155.
- [African Centre for Media Excellence](#)³¹⁰ : ACME est une organisation basée en Ouganda qui vise à améliorer le professionnalisme dans les médias. Ils ont travaillé à l'amélioration de la couverture des questions relatives aux LGBTI et à la religion dans les médias locaux. Contact : info@acme-ug.org, mwesige@acme-ug.org, akakaire@acme-ug.org, +256 393 202351.
- [St. Paul's Foundation for International Reconciliation](#)³¹¹ : St. Paul's Foundation for International Reconciliation œuvre à la promotion de l'égalité et de l'acceptation des LGBTI en Afrique et dans les Caraïbes par le biais de la défense des médias. Elle est affiliée

-
- au St. Paul's Reconciliation and Equality Centre (SPREC), fondée par le Dr Christopher Senyonjo, Évêque Anglican retraité de l'Église de l'Ouganda, afin de réconcilier les tensions entre les personnes hétérosexuelles et les personnes LGBTI. Contactez le directeur exécutif basé aux États-Unis Colin Stewart : info@saintpaulsfoundation.org, +1 949 499 9991.
- [LGBT VOICE](#)³¹² : LGBT VOICE est une organisation de défense des droits des LGBT qui œuvre pour l'égalité, la diversité, l'éducation et la justice en Tanzanie. Contact : Info@lgbtvoicetz.org.
 - [Community Health Education Services & Advocacy \(CHESA\)](#)³¹³ : CHESA, anciennement Tanzania Sisi Sex Workers Network Unit, plaide pour la santé et les droits sexuels et reproductifs des travailleurs du sexe et des personnes LGBTIQ+ en Tanzanie. Le gouvernement a officiellement radié CHESA en 2019 dans le cadre d'une répression plus large des LGBTIQ+. Contact : chesa2008@yahoo.com, mtayaona84@gmail.com, msengezic2@gmail.com, +255 755 970 970.
 - [Ethiopia LGBT Archive](#)³¹⁴ : Ethiopia LGBT Archive vise à être un point de référence pour tout ce qui est publié sur le web à propos des gays Ethiopiens et de la vie des gays en Ethiopie. Contact : happyaddis@gmail.com.
 - [Hadra Ahmed](#)³¹⁵ : Hadra Ahmed, journaliste indépendante Éthiopienne travaillant pour des médias locaux et internationaux, dont BBC News et le New York Times. Elle est également directrice générale de la société Pan-Africaine Nubia Media and Communications. Elle a réalisé des reportages sur les questions LGBTIQ+ en Éthiopie. Contact : hadraahmed@gmail.com.
 - [Afdhere Jama](#)³¹⁶ : Afdhere Jama est un écrivain et cinéaste Américain d'origine Somalienne. Il a écrit le livre Being Queer and Somali: LGBT Somalis at Home and Abroad. Contact : afdhere@gmail.com.
 - [Humure](#)³¹⁷ : Humure est une organisation de défense des droits humains du Burundi qui lutte contre toute forme de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et contre le SIDA au sein de la communauté LGBTI. Contact : amissi.humure@gmail.com, alsahabo.humure@gmail.com.
 - [Christian Rumu](#)³¹⁸ : Christian Rumu, originaire du Burundi, est Great Lakes campaigner au sein d'Amnesty International à Nairobi. Il est l'ancien président de Humure et a été membre du bureau exécutif d'UHAI-EASHRI. Contact : christian.rumu@amnesty.org.
 - [Isange Rwanda](#)³¹⁹ : Isange Rwanda est une coalition d'organisations LGBTI du Rwanda. Contact : isangerwanda@gmail.com.
 - [Rights for All Rwanda \(RIFA\)](#)³²⁰ : Rights for All Rwanda (RIFA) est une organisation qui œuvre à l'amélioration de la santé, des droits et de la

protection des travailleurs du sexe et des personnes lesbiennes, bisexuelles et transgenres au Rwanda. Contact : rifaworwanda@gmail.com, +250 788 645 920.

AFRIQUE DE L'OUEST :

- [Interfaith Diversity Network of West Africa \(IDNOWA\)](#)³²¹ : IDNOWA a été fondé en 2016, en tant que réseau régional d'activistes, de personnes professionnelles, de personnes LGBTQI, de défenseurs et d'activistes individuels travaillant pour faire progresser l'inclusion et le respect de diverses personnes. Les membres du réseau sont basés au Nigeria, au Ghana, au Togo, au Libéria, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali, au Bénin, en Sierra Leone, au Sénégal et en Gambie.
Contact : interfaithdiversitynowa@gmail.com, +233 50 942 5114, +44 7948 237399.
- [Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest \(ISDAO\)](#)³²² : ISDAO est un fonds dirigé par des activistes et destiné à renforcer et à soutenir un mouvement Ouest-Africain en faveur de la diversité de genre et des droits sexuels, en adoptant une approche flexible de l'octroi de subventions et en créant une culture philanthropique engagée en faveur de l'égalité et de la justice sociale. Contactez la directrice exécutive Caroline Kouassiaman : info@isdao.org
- [Africa Regional Sexuality Resource Centre](#)³²³ : ARSRC, basé à Lagos, au Nigeria, vise à promouvoir un dialogue public plus informé et affirmatif sur la sexualité humaine et à contribuer à des changements positifs dans le domaine émergent de la sexualité en Afrique en créant des mécanismes d'apprentissage au niveau régional. Contact : info@arsrc.org, +234 1 7919307.
- [The Initiative for Equal Rights \(TIERS\)](#)³²⁴ : TIERS est une ONG basée à Lagos qui œuvre à la protection et à la promotion des droits humains des minorités sexuelles aux niveaux national et régional. Contactez la directrice exécutive Xeenarh Mohammed : amohammed@initiative4equality.org, info@initiative4equality.org, +234 8099111134, +234 8125549015.
- [Queer African Youth Network](#)³²⁵ : The Queer African Youth Network (QAYN) est une organisation queer et féministe fondée en 2010 dans le but d'établir un vaste réseau de soutien pour promouvoir le bien-être et la sécurité des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et queer en Afrique de l'Ouest. Elle est basée au Burkina Faso. Contactez les co-coordonateurs Nataka Gmakagni et Solange A. M. Kibibi : contact@qayn.org, +226 25 37 48 29.
- [Rashidi Williams](#)³²⁶ : Rashidi Williams a fondé Queer Alliance Nigeria, un groupe de défense des droits humains, de défense de la santé et de

-
- soutien aux communautés LGBTI du pays. Contact : rashwilliams@gmail.com, +234 8136137852.
- [Cheikh Traore](#)³²⁷ : Dr. Cheikh Eteka Traore, basé à Abuja, au Nigeria, travaille à l'intersection de la santé publique et des droits humains. Il a formé des journalistes sur la manière de mieux rendre compte des droits des LGBTI. Contact : cheikh.eteke@gmail.com.
 - [NoStringsNg](#)³²⁸ : NoStringsNg.com est une plateforme médiatique Nigériane de plaidoyer pour les nouvelles et informations LGBTQI+. Son objectif est de combattre les stéréotypes négatifs véhiculés par les médias grand public à l'encontre de la communauté LGBTQI+ Nigériane. Contactez Mike (pseudonyme) : info@nostringsng.com.
 - [Bisi Alimi Foundation](#)³²⁹ : The Bisi Alimi Foundation promeut et défend l'égalité des chances et l'inclusion sociale des personnes LGBT au Nigeria. Contact : bisi@bisialimi.com, [info@bisialimifoundation.org](http://bisialimifoundation.org).
 - [Club des 7 Jours](#)³³⁰ : Club des 7 Jours aide les jeunes LGBTs au Togo et prône le bien être psychologique et social des minorités à travers des événements culturels et des aides à l'insertion socio-professionnelle. Ils sont basés à Lomé au Togo un pays de l'Afrique de l'ouest avec leurs points focaux dans les villes de Kpalimé, Sokodé, Kara, Tsévié et Aného. Contact : clubdes7jours@hotmail.com, +228 9075917, +228 91802491.
 - [Fid Thompson](#)³³¹ : Fid Thompson a effectué des recherches sur les droits des LGBTI en Afrique Occidentale pour le compte de Human Rights Watch. Contact : fidthompson@gmail.com.
 - [Collectif Free Sénégal](#)³³² : Collectif Free Sénégal est une association pour la défense des droits des personnes LGBTQI+ et pour aider les jeunes LGBT sénégalais en danger, en leur proposant notamment une mise à l'abri. Contactez-les sur [Facebook](#).
 - [Panos Institute West Africa](#)³³³ : Panos Institute West Africa, basé à Dakar, au Sénégal, œuvre à la démocratisation de la communication et au renforcement des espaces publics pour des sociétés Africaines ouvertes. Contact : info@panos-ao.org, mcoulabaly@panos-ao.org, +221 33 849 16 66.
 - [Article 19 Senegal and West Africa](#)³³⁴ : Article 19 est une organisation Britannique de défense des droits humains qui se concentre sur la défense et la promotion de la liberté d'expression et de la liberté d'information. Article 19 a un bureau à Dakar, Sénégal. Contactez la directrice Fatou Jagne : fatouj@article19.org, westafrica@article19.org, +221 33 869 03 22.
 - [Association Prudence](#)³³⁵ : Association Prudence/Senegal Tomorrow est un fonds de protection juridique qui vise à aider les personnes victimes de discrimination fondée sur la race

-
- ou l'origine ethnique, la religion, le sexe, l'âge, le handicap, l'état civil ou l'orientation sexuelle. Contactez Nick Diamond ou Djamil Bangoura : nick.diamond@senegaltomorrow.org, prudence12349@hotmail.com, djamilbangoura@yahoo.fr, +221 77 651 5282, +221 77 903 1221, +1 248 931 2115.
- **Espace Confiance**³³⁶ : Espace Confiance et son centre de santé spécialisé Clinique de Confiance travaillent à réduire la propagation du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles parmi les populations clés en Côte d'Ivoire. Contactez le Dr. Aka Emmanuel : +225 21 25 41 23, +225 21 35 28 62.
 - **Charlotte Campo**³³⁷ : Charlotte Campo est Associée Responsable des droits humains au Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits humains (HCDH) à Dakar, Sénégal. Contact : ccampo@ohchr.org, +221 33 869 89 76.
 - **REPMASCI**³³⁸ : REPMASCI (Réseau des Professionnels des Médias, des Arts, et des Sports pour la Lutte Contre le SIDA et les Autres Pandémies en Côte d'Ivoire) aide à lutter contre la stigmatisation des personnes LGBTI en Côte d'Ivoire. Contactez la Présidente Bintou Sanogo sur [Facebook](https://www.facebook.com/bintousanogo) ou sur le +225 22 42 16 94.
 - **Thérèse Donu**³³⁹ : Thérèse Donu est avocate du Togo et JusticeMakers Fellow à International Bridges to Justice, une organisation internationale qui a pour vocation de protéger les droits juridiques fondamentaux des individus dans les pays en développement. Contact : joliethed2000@yahoo.fr, +228 22 43 27 22, +228 91 53 62 14
 - **Benin Synergies Plus (BESYP)**³⁴⁰ : BESYP est une organisation basée à Cotonou, au Bénin, qui défend les droits des populations clés les plus exposées au risque de contracter et de transmettre le VIH, notamment les travailleuses du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH). Contact : besypbenin@yahoo.fr, +229 67 18 11 81.
 - **Human Rights Advocacy Centre**³⁴¹ : The Human Rights Advocacy Centre (HRAC) est une organisation de recherche et de défense à but non lucratif, indépendante et apolitique, créée pour faire évoluer et protéger les droits humains au Ghana. Contactez George Owoo : george@hracghana.org, +233 302 768 733, +233 264 214 018.
 - **Solace Initiative**³⁴² : Solace Initiative œuvre à la promotion et à la protection des droits humains des personnes LGBTQI+ au Ghana. Ils forment également des assistants juridiques pour défendre les droits des personnes LGBT dans le pays. Contact : info@solaceinitiative.org, +233 30 273 6714.
 - **Alliance for Equality and Diversity (AfED)**³⁴³ : AfED est une coalition nationale dirigée par des LGBTQI+, composée d'organisations, d'indi-

vidus et d'alliés professionnels qui agissent pour protéger et offrir un espace sécurisé aux personnes queer au Ghana. Contact : info@afedghana.org, +233 302 273 6714, +233 202 862 132, +233 553 133 577.

- [Stop AIDS in Liberia \(SAIL\)](#)³⁴⁴ : Stop AIDS in Liberia (SAIL) est une organisation du Liberia qui s'occupe des questions relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre des minorités et d'autres populations clés qui risquent de contracter ou de transmettre le VIH, notamment les travailleurs du sexe et les consommateurs de drogues injectables. Contact : smcgill_sail@yahoo.com, +231 77 715 7753.
- [Liberia Women Empowerment Network](#)³⁴⁵ : The Liberia Women Empowerment Network se focalise sur les femmes et les filles vivant ou affectées par le VIH/SIDA au Liberia. Elle travaille également avec des groupes LGBTI locaux. Contact : info@liwenliberian.org, liwen_liwen@yahoo.com, +231 776538809, +231 886133299.
- [Journal Rage](#)³⁴⁶ : Journal Rage est un magazine en ligne qui aborde les questions relatives aux minorités sexuelles au Liberia. Contactez le curateur de contenu, Gboko Stewart, via la page de contact du Journal Rage.
- [Dignity Association](#)³⁴⁷ : Dignity Association est une organisation de Freetown, en Sierra Leone, qui milite pour les droits des LGBT. Contact : hudson@dignityassociation.com.

AFRIQUE CENTRALE :

- [Rainbow Sunrise Mapambazuko](#)³⁴⁸ : Rainbow Sunrise Mapambazuko, basée dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, facilite l'éducation, la coordination et la sensibilisation des personnes qui s'identifient comme LGBTI et établit des réseaux avec d'autres organisations pour garantir le respect des droits des LGBTI dans la région. Contact : rainbow.mapambazuko@gmail.com, +243 813 900 273.
- [Jeunialissime](#)³⁴⁹ : Jeunialissime est un groupe de plaidoyer à Kinshasa qui lutte contre la stigmatisation et la discrimination subies par les jeunes LGBTI en République Démocratique du Congo. Ils produisent Jeuniafrica, une émission de radio hebdomadaire qui vise à combattre les attitudes négatives envers la communauté LGBTI de Kinshasa. Contactez le fondateur Patou Izai : jeunialissime@gmail.com, +243 828 683 358.
- [Action pour la Lutte Contre l'Injustice Sociale \(ALCIS\)](#)³⁵⁰ : ALCIS plaide pour les droits des minorités sexuelles à Bukavu, en République démocratique du Congo. Contactez le cofondateur et président Alphonse Mihigo : alcishumanrights@gmail.com, +243 828 247 071.
- [Ligue Centrafricaine des droits humains \(LCDH\)](#)³⁵¹ : The Central African Republic League of Human Rights, basée à la capitale Bangui, défend les droits humains dans le pays. Contac-

tez le président Joseph Bindoumi : bindoumi05@yahoo.fr, +236 75 50 76 74, +236 72 28 54 58.

- [Yves Yomb](#)³⁵² : Yves Yomb a été directeur exécutif du groupe de défense des droits LGBTQI+ Alternatives Cameroun à Douala, au Cameroun. Il travaille à promouvoir l'égalité, la tolérance et le respect des minorités sexuelles et de genre et de toutes les personnes souffrant de l'exclusion sociale. Contact : guyphoide@yahoo.fr, Alternatives.cameroun@gmail.com, +237 698 48 26 14.
- [Cameroon Foundation for AIDS \(CAMFAIDS\)](#)³⁵³ : CAMFAIDS œuvre pour freiner la propagation du VIH au sein de la communauté LGBT du Cameroun et lutte contre l'homophobie et la discrimination. Contactez le directeur exécutif Nickel Kamen Liwandi Rashid : camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr, +237 694 09 2113, +237 675 35 3835.
- [Humanity First Cameroon](#)³⁵⁴ : Humanity First Cameroon est une association qui lutte contre le VIH/SIDA et défend et protège les droits humains des personnes vulnérables, y compris la communauté LGBTQI+. Contactez Yves Tonkeu, responsable des droits humains, sur [Facebook](#).

AFRIQUE DU NORD :

- [Alouen](#)³⁵⁵ : Alouen est une association de jeunes LGBT Algériens âgés entre 20 et 35 ans. Ils œuvrent à faire

évoluer les choses d'un point de vue juridique par l'abolition des lois discriminatoires, que du point de vue social en œuvrant pour l'évolution des mentalités. Contact : alouen.algerie@gmail.com.

- [TransHomosDz](#)³⁵⁶ : TransHomosDz est une organisation Algérienne qui travaille sur la protection des personnes LGBTQI. Ils œuvrent à documenter les violations contre les personnes LGBTI en Algérie, apporter des outils nécessaires au travail de plaidoyer quant à la protection des activistes et personnes LGBTI, fournir des propositions pour une meilleure protection des personnes LGBTI sur différents plans (social, santé, juridique, psychologique), et agir sur la mise en sécurité des activistes et des personnes LGBTI en situation de danger. Contact : contact@transhomosdz.org.
- [Bedayaa Organization](#)³⁵⁷ : Bedayaa Organization œuvre à la promotion des droits des SSOIGIE dans la région de la Vallée du Nil (Égypte et Soudan) en créant des espaces communautaires où les personnes LGTBQI+ peuvent communiquer, échanger des expériences et accéder à des services juridiques et de santé. Ils sont très actifs sur [Facebook](#). Contact : info@bedayaa.org.
- [Mesahat Foundation For Sexual And Gender Diversity](#)³⁵⁸ : œuvre pour identifier et réduire les risques de sécurité et éliminer les obstacles sociaux auxquels les minorités sexuelles et de genre sont confrontées dans la région de la Vallée du Nil (Égypte et Soudan). Contact :

mesahat.foundation@gmail.com ou sur [Facebook](#).

- [Shades of Ebony](#)³⁵⁹ : Shades of Ebony est un groupe de personnes LGBTQIA+ Soudanaises et d'alliés au Soudan et dans la diaspora Soudanaise qui travaillent à la défense des droits LGBTQIA+ comme un droit humain essentiel. Contactez-les sur [Facebook](#).
- [Kun Libya](#)³⁶⁰ : Kun Libya œuvre pour protéger les personnes LGBTQI+ en Libye. Contactez-les sur Twitter [@KunLibya](#).
- [Libyan LGBT Rights Movement](#)³⁶¹ : Libyan LGBT Rights Movement est une page Facebook gérée depuis la Turquie qui surveille les droits humains des Libyens LGBT. Contactez les sur [Facebook](#) ou +90 537 705 57 26.
- [Association Akaliyat](#)³⁶² : Association Akaliyat est une alliance pour la diversité sexuelle et de genre basée au Maroc. Contact : [association.akaliyat@gmail.com](#).
- [The Moroccan LGBT Community](#)³⁶³ : The Moroccan LGBT Community est une page Facebook dirigée par Samir El Mouti qui milite pour la dépénalisation de l'homosexualité au Maroc. Contact Samir El Mouti : [samirelmouti46@gmail.com](#).
- [Nassawiyat](#)³⁶⁴ : Nassawiyat (« Féministes » en Arabe) est un groupe de femmes LBTQ et de féministes basé au Maroc qui œuvre pour combattre

pacifiquement toutes les formes de violence et de discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité/expression de genre contre les communautés marginalisées au Maroc. Contact : contact@nassawiyat.org ou sur [Facebook](#).

- [Trans-Atlas](#)³⁶⁵ : Trans-Atlas est une organisation communautaire LGBTQI+ composée principalement de personnes trans, non-binaires et non-conformes au genre, qui travaille dans les régions rurales et éloignées du Maroc. Contact : transatlasmorocco@gmail.com.
- [Transat](#)³⁶⁶ : Transat est un groupe basé au Maroc qui sensibilise les Arabes et les Tamazight aux questions de genre sur le plan scientifique et culturel. Contact : transat1@gmail.com.
- [Mawjoudin](#)³⁶⁷ : Mawjoudin (« On existe » en Arabe) est une ONG à but non lucratif officiellement enregistrée et domiciliée en Tunisie qui œuvre en faveur de l'égalité, des droits humains, des droits corporels et sexuels pour la communauté LGBTQI+ et d'autres groupes et individus marginalisés. Contactez le cofondateur et directeur exécutif Ali Bousselmi : contact@mawjoudin.org, +216 71 330 561.
- [Damj](#)³⁶⁸ : L'Association Tunisienne pour la Justice et Légalité est une organisation Non gouvernementale à but non lucratif, créée en 2011, par un groupe de jeunes activistes œuvrant pour l'inclusion, la défense des minorités et des groupes marginalisés dont la

-
- communauté LGBTQIA+ en célébrant l'individu, renforçant la communauté et en favorisant son intégration dans la société. Contactez le président Badr Baabou : baaboubadr@yahoo.fr, +216 55 663 227 ou sur [Facebook](#).
- [Chouf Minorities](#)³⁶⁹ : Chouf est une organisation féministe qui se mobilise pour les droits corporels et individuels des femmes. Elle a pour objectif de permettre aux femmes tunisiennes et plus spécifiquement aux femmes ayant des rapports sexuels avec des femmes (FSF) un espace de parole et de construction. Contact : chouf.minorities@gmail.com, +216 50 702 403 ou sur [Facebook](#).
 - [L'Association Shams](#)³⁷⁰ : Shams – Pour la dépénalisation de l'homosexualité en Tunisie est une organisation Tunisienne non gouvernementale et à but non lucratif qui défend les droits des LGBT+. Contact : +216 31 550 060 ou sur [Facebook](#).
 - [Association Tunisienne de Prévention Positive](#)³⁷¹ : L'Association Tunisienne de Prévention Positive (ATP+) est une association à but non lucratif. Elle a été créée en 2014. Elle est sous bénéficiaire du Fonds Mondial et un des acteurs majeurs engagés pour la lutte contre la discrimination et milite pour le respect et la dignité des personnes vivant avec le VIH et les populations à risque en Tunisie. Contact : atpplus.contact@yahoo.fr, atppluscontact14@gmail.com, +216 98 795 502.
 - [Aswat Nissa](#)³⁷² : Aswat Nissa est une organisation non gouvernementale tunisienne. Inclusive, elle plaide pour l'intégration de l'approche genre dans les politiques publiques en encourageant les femmes tunisiennes à porter leur voix et à prendre la place qui leur revient dans la vie publique et politique. « Aswat Nissa » se traduit de l'arabe au français par « voix de femmes ». Contact : contact@aswatnissa.org, aswat.nissa@gmail.com, +216 55 809 834.
 - [La Ligue Tunisienne des droits de l'Homme](#)³⁷³ : LTDH est une association fondée en 1976 et visant à l'observation et la défense des droits humains en Tunisie. Elle est la doyenne des ligues des droits de l'Homme en Afrique et dans le monde arabe. La Ligue tunisienne des droits de l'Homme est l'une des composantes du quartet du dialogue national qui obtient le prix Nobel de la paix 2015 pour son succès dans la mission qui a abouti à la tenue des élections présidentielles et législatives ainsi qu'à la ratification de la nouvelle Constitution en 2014. Contact: contact@ltdh.tn ou +216 71 258 001 ou sur [Facebook](#).
 - [BEITY Tunisie](#)³⁷⁴ : BEITY est une association à but non lucratif dont l'objectif est de lutter par tous les moyens contre les discriminations, les violences de genre et la vulnérabilité économique et sociale des femmes. Contact : beity.tunisie@gmail.com ou +216 71 781 397 ou sur [Facebook](#).

- [Institut Arabe des droits de l'Homme](#)³⁷⁵ : L'IADH est une organisation non gouvernementale arabe indépendante basée en Tunisie. L'Institut a reçu le Prix international de l'UNESCO pour l'éducation aux droits humains en 1992. L'Institut arabe des droits de l'Homme vise à promouvoir une culture des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, tels qu'ils sont consacrés dans la Déclaration universelle des droits de droits et conventions internationales, et de renforcer les valeurs de la démocratie et de la citoyenneté. Contact : aihr.iadh@gmail.com ou sur [Facebook](#).
- [Attalaki](#)³⁷⁶ : Attalaki est une organisation Tunisienne fondée en 2016 par un groupe de jeunes tunisiens issus de différentes minorités religieuses. Les intérêts de l'organisation tournent autour du dialogue interreligieux, de la construction des compréhensions, de la défense des libertés religieuses, de la défense de l'égalité entre les citoyens, de la diffusion de la culture de la citoyenneté et de l'inclusion des jeunes dans le cadre de la coexistence et du dialogue pacifique loin de l'intolérance, de l'extrémisme et de toutes les formes de discrimination. Contact : attalaki.tunis@gmail.com ou sur [Facebook](#).
- [EuroMed Droits](#)³⁷⁷ : EuroMed Droits, anciennement le Réseau Euro-Méditerranéen pour les Droits Humains, est une organisation non-gouvernementale dédiée à la coopération et au dialogue entre et au sein des

pays des deux rives de la Méditerranée. EuroMed Droits est un réseau représentant [68 organisations des droits humains actives dans 30 pays](#)³⁷⁸. La mission d'EuroMed Droits est de développer et de renforcer des partenariats entre des organisations de la société civile, afin qu'elles coopèrent sur un pied d'égalité aux niveaux régional et national. Contactez Rami Salhi le directeur du bureau Maghreb (rsa@euromedrights.net) ou sur +216 71 840782.

- [Terre d'Asile Tunisie](#)³⁷⁹ : L'association Terre d'Asile Tunisie est la section tunisienne de l'association française France terre d'asile. La Maison du Droit et des Migrations de Terre d'Asile Tunisie dispose d'un centre de ressources sur les migrations et l'asile, en particulier en Méditerranée. Vous pouvez venir consulter leur ensemble documentaire sur place, vous abonner par mail à leur veille mensuelle sur l'actualité des migrations en Méditerranée, suivre l'actualité des migrations au quotidien sur leur page Facebook ou encore participer à leurs conférences et débats. Contact : contact@maison-migrations.tn, +216 71 287 484 ou sur [Facebook](#).
- [Association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles](#)³⁸⁰ : L'Association tunisienne pour la défense des libertés individuelles (ADLI) est une association à but non lucratif de droit tunisien. L'initiative de sa création a été guidée par une volonté de mettre l'accent sur les libertés individuelles qui sont étroitement liées à l'individu. La mission principale

de l'ADLI est d'assurer les libertés civiles des individus en utilisant la réflexion et une approche scientifique. Pour ce faire, l'ADLI mène des études sur plusieurs sujets choisis, tels que les libertés sexuelles, les libertés religieuses et les libertés académiques, etc. Contact : adliassociation2015@gmail.com ou sur +216 71 664 854 ou sur [Facebook](#).

- [M'nemty](#)³⁸¹ : M'nemty est une association qui œuvre pour une Tunisie plurielle qui permettrait à chacun de nous de s'épanouir dans sa diversité. Leur objectif principal est de combattre les différentes formes de discrimination raciale en Tunisie. Partant du principe de la non-violence, leur activité est centrée sur la sensibilisation, la conscientisation et l'éducation pour éradiquer les différentes formes de racisme : institutionnel, culturel et social. Contact : manamaty@gmail.com, +216 53280966 ou sur [Facebook](#).
- [L'Association Tunisienne de Soutien des Minorités](#)³⁸² : ATSM est une association non gouvernementale à but non lucratif, non partisane, autonome et plurielle. ATSM s'engage à défendre par les moyens autorisés par la loi les droits légitimes des minorités, développer et enraciner les valeurs de la diversité dans la société, faire du lobbying auprès de la classe politique pour une meilleure protection et représentation de ces groupes sociaux spécifiques, défendre les minorités des différents types religieux, culturel, ethnique, sexuelle, physique, social, etc. Contact :

atsminorites@gmail.com, +216 22 602 328 ou sur [Facebook](#).

- [Avocats sans Frontières Tunisie](#)³⁸³ : Avocats Sans Frontières (ASF) est une ONG internationale basée à Bruxelles qui se donne pour mission de jouer un rôle dans la réalisation d'une société juste et équitable, dans laquelle le droit est au service des groupes les plus vulnérables. ASF a des missions permanentes au Burundi, en RDC, en Ouganda, au Tchad, au Népal, au Maroc et en Tunisie. Afin de garantir l'efficacité et la durabilité de ses projets, ASF travaille en étroite collaboration avec les avocats et la société civile. Contact : tun-com@asf.be, +216 71 894 002 ou sur [Facebook](#).
- [L'Association Tunisienne Des Femmes Démocrates \(ATFD\)](#)³⁸⁴ : l'ATFD est une association tunisienne à but non lucratif qui milite pour diffuser la culture de l'égalité entre les sexes à tous les niveaux social, économique, politique, culturel, et juridique. L'association milite également pour la défense des droits des femmes tel que soutenir les femmes victimes de violence et de discrimination et renforcer les capacités des femmes et des jeunes. Elle milite contre le système patriarcal, contre toutes les formes de discrimination des sexes, et contre toutes les formes de violences faites aux femmes. Contactez la présidente Neila Zoghalmi : contact@atfd-tunisie.org, +216 71 321 339 ou sur [Facebook](#).

- [Association Tunisienne de Lutte Contre les MST et le SIDA – Section Tunis](#)³⁸⁵ : L'ATL MST/SIDA est une association non gouvernementale à but non lucratif. Elle agit auprès de personnes vivant avec le VIH (PVIH), et des populations les plus vulnérables au VIH et à l'hépatite C : les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les usagers et les usagères de drogues injectables, les travailleurs et les travailleuses du sexe, les personnes migrantes. Contact : atlsidatunis@gmail.com, +216 70 86 65 88/ +216 26 30 34 45 ou sur [Facebook](#).
- [Association Femmes d'Espoir Mali \(AFE-MALI\)](#)³⁸⁶ : AFE-MALI travaille au niveau national en rassemblant des personnes LBT et des travailleuses de sexe dans 5 régions du Mali (Koulikoro, Ségou, Sikasso, Kayes, Mopti), et est impliquée dans toutes les activités concernant les personnes LBT et les TS du Mali. Contact : +223-7313 39 96/ 7449 32 44.
- [Jeem](#)³⁸⁷ : Jeem est un site web qui produit des connaissances ainsi que du contenu critique et culturel sur le genre, le sexe et la sexualité qui remet en question et transcende le discours dominant des médias grand public. Il s'agit d'un projet du Goethe-Institut. Contact : contact@jeem.me ou sur [Facebook](#).
- [Queer of the Bled](#)³⁸⁸ : Queer of the Bled est une association créée par des personnes queer racisées enregistrée en France depuis Avril 2019 et qui vise à promouvoir la culture engagée d'art

queer des pays de la méditerranée.

Contact : queerofthebled@gmail.com ou sur [Facebook](#).

- [Yahia Zaidj](#)³⁸⁹ : Yahia Zaidi est un activiste LGBT d'origine Algérienne. Il a été coprésident du conseil d'administration de l'ILGA Panafricaine et a également représenté l'Afrique en tant que membre du conseil d'administration de l'ILGA world. Contactez-le sur [LinkedIn](#) ou sur [Facebook](#).
- [Azza Sultan](#)³⁹⁰ : Activiste queer Américaine d'origine Soudanaise. Elle est cofondatrice de plusieurs organisations LGBTIQ de premier plan dans la région MENA, notamment l'organisation Bedayaa, Mesahat Foundation for Sexual and Gender Diversity, the Queer Women Network (QWN), et le Centre Nord Africain pour les Partenariats Stratégiques (NACSP). Contact : asultan@outrightinternational.org.

PAN-AFRIQUE ET INTERNATIONAL :

- [ILGA World](#)³⁹¹ : ILGA (Association Internationale des Personnes Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Trans et Intersexes) une fédération mondiale de plus de 1700 organisations de plus de 160 pays et territoires qui font campagne pour les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes. Le personnel de l'ILGA est basé à Genève. Le site web de l'ILGA contient une [liste des organisations membres](#)³⁹² par région et par pays. La liste comprend environ 200 organi-

sations dans une quarantaine de pays Africains. Contactez le responsable communication Daniele Paletta : daniele@ilga.org, info@ilga.org, +41 22 7313254.

- [Pan Africa ILGA \(PAI\)](#)³⁹³ : PAI est la structure régionale Africaine de ILGA. C'est une fédération d'organisations qui travaillent à l'amélioration des droits humains fondés sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les expressions de genre (SOSIGEG). PAI est basée à Johannesburg. Contactez le directeur exécutif Nate Brown : admin@panafricailga.org, +27 11 339 1139.
- [Global Interfaith Network for People of All Sexes, Sexual Orientations, Gender Identities and Expressions \(GIN-SSOGIE\)](#)³⁹⁴ : GIN-SSOGIE, basé en Afrique du Sud mais opérant à l'échelle mondiale, vise à promouvoir le dialogue interconfessionnel et à renforcer les voix LGBTQI+ au sein des institutions et structures religieuses. Ils fournissent des ressources, des formations et des programmes collectifs pour aider les individus et les organisations à s'engager dans un dialogue significatif et constructif avec les chefs religieux et à défendre la dignité et les droits aux niveaux régional et international. Contactez la directrice exécutive Toni Kruger-Ayebazibwe ou le program manager Pierre Buckley : info@gin-ssogie.org, ginssogie@gmail.com, +27 104461990.
- [OutRight Action International](#)³⁹⁵ : Outright (anciennement connue sous le nom de International Gay and

Lesbian Human Rights Commission) est une ONG internationale basée aux États-Unis qui lutte contre les violations des droits humains à l'encontre des personnes LGBTI. Ils ont un bureau à Johannesburg qui travaille sur les droits des LGBTI en Afrique Subsaharienne. Leur site web présente des centaines de rapports remontant au début des années 1990. Ces rapports nationaux et internationaux peuvent être classés par thèmes spécifiques, notamment la discrimination légale, la vie privée et la famille, l'injustice criminelle, la répression des activistes, les droits des trans et des intersexes, ainsi que la protection et la sécurité. Contactez la directrice exécutive Maria Sjödin : msjodin@outrightinternational.org, hello@outrightinternational.org, +1 212 430 6054.

- [American Jewish World Service](#)³⁹⁶ : American Jewish World Service est une organisation internationale de développement et de défense des droits humains dont le siège est basé à New York. AJWS soutient les femmes, les jeunes filles et les personnes LGBT qui se mobilisent pour mettre fin à la discrimination et à la violence et pour vivre dans la dignité, la sécurité et la santé. Contactez le directeur de la santé et des droits sexuels Javid Syed : ajws@ajws.org, jsyed@ajws.org, +1 212 792 2900, +1 800 889 7146, +1 212 792 2851.
- [GLAAD](#)³⁹⁷ : GLAAD est une organisation de surveillance des médias basée aux États-Unis qui œuvre pour promouvoir la

compréhension, l'acceptation et l'égalité des personnes LGBTQI+. Le projet [Commentator Accountability](#)³⁹⁸ de GLAAD met en évidence les déclarations anti-LGBTQI+ fausses, diffamatoires et dangereuses des commentateurs et attire l'attention sur les intentions qui les sous-tendent. Contactez le directeur principal de l'éducation et de la formation de GLAAD Media Institute, Ross Murray : rmurray@glaad.org, +1 646 871 8040.

- [NLGJA : The Association of LGBTQ Journalists](#)³⁹⁹ : NLGJA est un réseau Américain de professionnels des médias et d'alliés LGBTQ qui se consacre aux normes journalistiques les plus élevées dans la couverture des questions LGBTQ. Ils organisent une conférence annuelle aux États-Unis. Contactez le directeur exécutif Adam Pawlus : adam@nlgja.org, info@nlgja.org, +1 202 588 9888.
 - [Arcus Foundation](#)⁴⁰⁰ : The Arcus Foundation est une fondation caritative qui se concentre sur les questions liées aux droits LGBTQI+, à la justice sociale et à la conservation. Contactez le directeur du programme international de justice sociale, Adrian Coman (acoman@arcusfoundation.org), responsable du programme international de justice sociale Erica Lim (elim@arcusfoundation.org), ou le directeur général des médias, Sebastian Naidoo (snaidoo@arcusfoundation.org) : +1 212 488 3000.
 - [Human Dignity Trust](#)⁴⁰¹ : The Human Dignity Trust est une organisation caritative basée à Londres qui
- soutient les personnes souhaitant contester les lois anti-LGBTQI+, où qu'elles se trouvent dans le monde. Ils soutiennent les activistes et les avocats locaux pour faire respecter le droit international des droits humains, notamment le droit à la dignité, à l'égalité et à la vie privée. Contactez la directrice Téa Braun (teabraun@humandignitytrust.org) ou la responsable des communications stratégiques Emma Eastwood (emmaeastwood@humandignitytrust.org) : +44 20 7419 3770.
- [Kaleidoscope Trust](#)⁴⁰² : The Kaleidoscope Trust, basé à Londres, œuvre à la défense des droits humains des personnes LGBT dans le Commonwealth et ailleurs, partout où des personnes sont victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre. Contactez la directrice exécutive Phyll Opoku-Gyimah ou le directeur adjoint Jesse Sperling : jesse@kaleidoscopetrust.com, info@kaleidoscopetrust.com, +44 20 8133 6460.
 - [Gill Foundation](#)⁴⁰³ : The Gill Foundation est l'un des principaux bailleurs de fonds des États-Unis pour les efforts visant à garantir la pleine égalité des personnes LGBT. Contactez le président Brad Clark (bclark@gillfoundation.org) ou la directrice de programme Sara Santos (SaraS@gillfoundation.org) : info@gillfoundation.org, +1 303 292 4455, +1 888 530 4455.

-
- [Fund for Global Human Rights](#)⁴⁰⁴ : The Fund for Global Human Rights a récemment accordé des subventions à des groupes travaillant sur les droits des LGBTI au Burundi, en République Démocratique du Congo, au Liberia et en Sierra Leone. Contactez le vice-président chargé des programmes David Mattingly (dmattingly@globalhumanrights.org) ou le program officer pour l'Afrique Subsaharienne Tony Tate (ttate@globalhumanrights.org) : info@globalhumanrights.org, press@globalhumanrights.org, [+1 202 347 7488](mailto:info@globalhumanrights.org).
 - [ARC International](#)⁴⁰⁵ : ARC International, basée à Genève, en Suisse, fait progresser les droits des LGBT et facilite la planification stratégique autour des questions LGBT au niveau international, en renforçant les réseaux mondiaux et en améliorant l'accès aux mécanismes des Nations Unies. Ils ont joué un rôle clé dans l'élaboration des principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre. Contactez la fondatrice Kim Vance-Mubanga (kim@arc-international.net) ou le directeur de la recherche et de la pratique Arvind Narrain (arvind@arc-international.net).
 - [Astraea Lesbian Foundation for Justice](#)⁴⁰⁶ : The Astraea Lesbian Foundation for Justice travaille exclusivement à la promotion des droits humains LGBTQI dans le monde entier. La Fondation soutient des partenaires subventionnés aux États-Unis et à l'étranger et œuvre pour la justice raciale, économique, sociale et de genre afin que chacun puisse vivre librement, sans crainte et avec dignité. Contactez Lame Olebile, responsable du programme Afrique et Asie (lobile@astraeafoundation.org) ou Raviva Hanser, responsable du programme de communication stratégique (rhanser@astraeafoundation.org) : [+1 212 529 8021](tel:+12125298021).
 - [The Fellowship of Affirming Ministries](#)⁴⁰⁷ : La Fellowship of Affirming Ministries, basée aux États-Unis, vise à soutenir les enseignants religieux et les laïcs dans leur cheminement vers une théologie d'inclusion radicale. The Fellowship Global fournit des soins pastoraux aux personnes LGBTI et soutient les efforts pionniers pour établir des mouvements Chrétiens Africains ouverts et affirmés au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire. Contactez le directeur exécutif Bishop Joseph Tolton : jtolton@blurcommunications.com, tfamannual@gmail.com, [+1 415 861 6130](tel:+14158616130).
 - [House Of Rainbow](#)⁴⁰⁸ : House Of Rainbow est une communauté religieuse inclusive, accueillante et affirmative pour tous, y compris les minorités sexuelles et les personnes marginalisées, basée au Royaume-Uni. Elle a été fondée à Londres par le Rev. Rowland Jide Macaulay, un théologien Africain ouvertement gay qui travaille avec

des groupes à travers le continent.
Contact : jide@houseofrainbow.org,
info@houseofrainbow.org, +44 20
8555 9222, +44 7521 130179.

- [The Initiative for Strategic Litigation in Africa](#)⁴⁰⁹ : The Initiative for Strategic Litigation in Africa, basée à Johannesburg, est une initiative Panafricaine dirigée par des féministes qui vise à contribuer au développement de la jurisprudence sur les droits sexuels et les droits humains des femmes sur le continent en fournissant une expertise sur les litiges stratégiques. Contactez la directrice exécutive Sibongile Ndashe : info@the-isa.org, +27 11 338 9024.
- [African Gender Institute](#)⁴¹⁰ : The African Gender Institute à l'Université du Cap est un institut d'enseignement, d'apprentissage et de recherche qui se concentre sur les questions de genre et de développement sur le continent Africain. L'AGI a fourni des résultats innovants sur la justice de genre, la sexualité et les droits humains, les études sur la paix et les conflits, et le renforcement des capacités en matière d'études sur le genre et les femmes. Contact : genderstudies@uct.ac.za, +27 21 650 2970.
- [Church World Service \(CWS\)](#)⁴¹¹ : CWS œuvre pour créer un espace sécurisé pour les personnes LGBTI, en assurant à la fois la réinstallation des réfugiés LGBTI et la protection de ceux qui craignent toujours d'être persécutés. CWS travaille actuellement avec les communautés LGBTI en Afrique et aux Etats-Unis afin de protéger les droits humains de toutes les personnes persécutées et de fournir des services qui répondent aux besoins de la communauté LGBTI, en impliquant les communautés de foi pour avoir un impact. Contact : media@cwsglobal.org, +1 212 870 2188.
- [Human Rights Watch](#)⁴¹² : Le site Web de Human Rights Watch présente des actualités, des rapports et d'autres ressources sur les droits des LGBTI. Il présente également des [Profils par Pays sur l'Orientation Sexuelle et l'Identité de Genre](#)⁴¹³ et des [cartes des lois anti-LGBT du monde entier](#)⁴¹⁴. Contactez Graeme Reid, directeur du programme LGBT rights qui est basé à New York : reidg@hrw.org, +1 212 290 4700.
- [Neela Ghoshal](#)⁴¹⁵ : Neela Ghoshal est la Directrice Principale du Droit, de la Politique et de la Recherche de OutRight Action International. Elle effectue des recherches sur les violations des droits des minorités sexuelles et de genre et d'autres groupes marginalisés dans plusieurs pays Africains. Contact : nghoshal@outrightinternational.org, +1 212 430 6054.
- [Libres & Égaux Nations Unies](#)⁴¹⁶ : Libres & Égaux NU est une initiative du conseil des droits humains des Nations Unies qui vise à promouvoir les droits des LGBTI dans le monde et à combattre l'homophobie et la transphobie. Contact : unfe@ohchr.org.

-
- [Victor Madrigal-Borloz](#)⁴¹⁷ : Victor Madrigal-Borloz est un expert indépendant des Nations Unies sur la Protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Contact : ie-sogi@ohchr.org, +41 22 917 90 06.
 - [Joel Bedos](#)⁴¹⁸ : Joel Bedos est le directeur exécutif de the [International Day Against Homophobia, Transphobia & Biphobia \(IDAHOTB\)](#)⁴¹⁹. Cette journée annuelle est célébrée le 17 mai pour attirer l'attention des décideurs politiques, des leaders d'opinion, des mouvements sociaux, du public et des médias sur la violence et la discrimination subies par les personnes LGBTI dans le monde. Contact : joelbedos@gmail.com.
 - [Human Rights Campaign Global](#)⁴²⁰ : L'équipe mondiale de Human Rights Campaign mène des programmes et des campagnes qui font progresser et protègent les droits humains des personnes LGBTQ dans le monde entier, y compris les immigrants et les réfugiés. Contactez Jay Gilliam, directeur de HRC Global (jay.gilliam@hrc.org) ou le fondateur de l'équipe, Ty Cobb (ty.cobb@hrc.org), tous deux basés à Washington, D.C.: +1 202 216-1553, +1 202-628-4160.
 - [Réseau Mondial des Catholiques Arc-En-Ciel](#)⁴²¹ : Le Réseau Mondial des Catholiques Arc-En-Ciel réunit des organisations et des personnes qui œuvrent en faveur des soins pastoraux et de la justice pour les personnes LGBTIQ+ et leurs familles. Ils travaillent pour l'inclusion, la dignité et l'égalité dans l'Église Catholique Romaine et la société, représentant au moins 25 groupes sur six continents. Contactez la directrice exécutive de DignityUSA, Marianne Duddy-Burke : execdir@dignityusa.org, secretary@gnrcatholics.org, board@gnrcatholics.org, +1 800 877 8797.
 - [Margarita Salas Guzmán](#)⁴²² : Margarita est la Responsable Communication et Directrice des Tactiques par intérim de L'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID), une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements. Contact : msalas@awid.org.
 - [Michael Heflin](#)⁴²³ : Michael Heflin is the director of equality for the Open Society Human Rights Initiative, which advocates to promote justice, equality, and participation of all, including [LGBTI individuals and communities](#)⁴²⁴. Contact : michael.heflin@opensocietyfoundations.org, +1 212 548 0600.
 - [Kapyra Kaoma](#)⁴²⁵ : Kapyra Kaoma est prêtre Anglican et ancien chercheur principal sur la religion et la sexualité chez Political Research Associates. Il est l'auteur de *Colonizing African Values*, et *American Culture Warriors in Africa : A Guide to the Exporters of Homophobia & Sexism* et *Globalizing the Culture Wars : U.S. Conservatives, African Churches, and Homophobia*. Contact : kaoma8john@yahoo.com.

-
- [Mindy Michels](#)⁴²⁶ : Mindy Michels a géré le programme d'assistance LGBTI Dignity for All de Freedom House à partir de Washington, D.C. Dignity for All fournit une assistance d'urgence, des subventions de réponse rapide pour la sécurité, les opportunités et le plaidoyer, ainsi qu'une évaluation de la sécurité et une formation aux défenseurs des droits humains et aux organisations de la société civile menacés ou attaqués en raison de leur travail pour les droits humains LGBTI. Contact : Michels@freedomhouse.org, +1 202 296 5101.
 - [Tiffany Mugo](#)⁴²⁷ : Tiffany Mugo est la cofondatrice et la curatrice de HOLA Africa, un centre Panafricain en ligne qui vise à partager les histoires de la communauté des femmes queer d'Afrique et à accroître la visibilité numérique des femmes queer Africaines. Contact : tiffanymugo@gmail.com.
 - [Peter Montgomery](#)⁴²⁸ : Peter Montgomery est chargé de mission à People For the American Way, où il analyse l'influence mondiale de la Droite Religieuse et contribue au blog Right Wing Watch. Il est conservateur religieux depuis plus de deux décennies et a beaucoup écrit sur la religion et les questions LGBTQI+. Contact : media@pfaw.org, +1 800 326 7329.
 - [American Friends Service Committee \(AFSC\)](#)⁴²⁹ : AFSC est une organisation Quaker qui se consacre à des programmes de service, de développement et de paix dans le monde entier. Leur travail est fondé sur la croyance en la valeur de chaque personne et sur la foi dans le pouvoir de l'amour pour surmonter la violence et l'injustice. AFSC [travaille depuis longtemps à soutenir les personnes LGBTQI+](#)⁴³⁰. Basé à Philadelphie mais présent dans le monde entier. Contact : communications@afsc.org, +1 215 241 7000.
 - [Muslims for Progressive Values \(MPV\)](#)⁴³¹ : MPV établit et entretient des communautés Musulmanes progressistes dynamiques et s'exprime en tant que voix Musulmane progressiste sur les questions contemporaines par le biais de notes politiques, en participant au discours civil, en s'engageant auprès des médias et des entités gouvernementales, et en s'associant à des organisations progressistes Musulmanes et non-Musulmanes aux États-Unis et dans le monde. Basée à Los Angeles. Contact : info@mpvusa.org, +1 323 696 2678.
 - [The Council for Global Equality](#)⁴³² : The Council for Global Equality est une coalition de 30 organisations de défense des droits humains et des LGBT basées aux États-Unis qui, ensemble, encouragent une voix plus claire et plus forte aux États-Unis sur les questions de droits humains et de droits démocratiques ayant un impact sur les communautés LGBTI dans le monde. Basée à Washington, D.C. Contactez le président du conseil, Mark Bromley (Mark@GlobalEquality.org) ou Julie Dor la conseillère principale (Julie@GlobalEquality.org) : +1 202 719 0511.

BIOGRAPHIES DES CONTRIBUTEURS

Biographies des Contributeurs



BRIAN PELLOT :

Brian Pellot est le directeur cofondateur de [Taboom Media](#)⁴³³. Il s'exprime régulièrement sur les droits LGBTQI+ et la religion lors de conférences sur les médias et les droits humains dans le monde entier. Il est basé au Cap, en Afrique du Sud, où il travaille occasionnellement en freelance pour des médias internationaux. Avant Taboom, Brian a été directeur de la stratégie mondiale de [Religion News Service](#)⁴³⁴, en tant que conseiller en politique numérique d'[Index on Censorship](#)⁴³⁵, et en tant que rédacteur web de Free Speech Debate. Il est mentor rédacteur bénévole pour [The OpEd Project](#)⁴³⁶. Brian est diplômé de l'université du Missouri avec un double diplôme en International Convergence Journalism et International Studies. Il a obtenu une maîtrise en études du Moyen-Orient moderne de l'Université d'Oxford dans le cadre d'une bourse Marshall. Contact : brian@taboommedia.com ou sur brianpellot.com.



DEBRA MASON :

Debra L. Mason, Ph.D., est la cofondatrice de Taboom Media et en est la Directrice d'Exploitation. Elle apporte plus de 30 ans d'expérience professionnelle et universitaire dans la formation des journalistes et des alliés sur la religion et les nouvelles. Elle était auparavant directrice du Center on Religion & the Professions de la mondialement réputée Missouri School of Journalism, où elle travaillait à l'amélioration de la connaissance des religions dans diverses professions et disciplines. Pendant près de 20 ans, elle a également été directrice de [Religion News Association and Foundation](#)⁴³⁷, une ONG laïque de journalistes professionnels qui couvrent la religion dans les médias d'information. C'est là qu'elle a créé le plus grand répertoire de

ressources religieuses pour les journalistes, notamment le [Religion Stylebook](#)⁴³⁸ et [ReligionLink, qui comprend des ressources importantes sur la couverture des questions LGBTQ](#)⁴³⁹.

Elle est également éditrice honoraire de [Religion News Service](#), le seul fil d'information laïque au monde qui couvre exclusivement la foi, la spiritualité, la religion et les croyances. Contact : debra@taboomedia.com.



MOHAMED HEDI KHIARI :

Hedi détient une licence en Marketing de l'Institut des Hautes Études Commerciales de Carthage – Tunis et est actuellement étudiant en Master en Intelligence Marketing et Veille Stratégique. Hedi travaille actuellement en tant que chargé de communication de GreenWorks, un programme financé par le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas et mis en œuvre par une alliance dirigée par Hivos. Contact : mohamedhedikhiari1@gmail.com.

À PROPOS DE
TABOOM MEDIA

À propos de Taboom Media

Les programmes de formation, de mentorat, de publication, de suivi et de réponse aux médias de Taboom catalysent le journalisme éthique et le discours public autour de sujets tabous. En mettant en lumière les tabous de l'actualité, nous voulons casser leur pouvoir. Notre travail au niveau mondial remet en question les stigmates, en remplaçant les stéréotypes et la discrimination par la précision et le respect. Nous facilitons une couverture médiatique responsable pour protéger et défendre les communautés vulnérables et faire progresser les droits humains.

Les cofondateurs de Taboom Media, Brian Pellot et Debra Mason, ont commencé à collaborer pour améliorer la couverture médiatique éthique des sujets tabous relatifs aux droits humains en 2010 à l'École de Journalisme de l'université du Missouri, un établissement hautement réputé. Au fil des années, nos formations personnalisées pour les professionnels des médias, les chefs religieux et les activistes sont allées de courtes conférences et de panels au Royaume-Uni, au Canada, au Kosovo, en Turquie, en France, en Espagne, en Indonésie, en Belgique, en Autriche, au Ghana, à Madagascar et en Azerbaïdjan à des ateliers d'une semaine aux États-Unis, en Italie, au Kenya, au Zimbabwe, au Malawi, en Afrique du Sud et au Myanmar. Nous avons formé, encadré et édité des centaines de journalistes de dizaines de pays, en mettant en avant les droits humains dans les médias locaux et internationaux du monde entier.

Pour en savoir plus sur notre travail ou pour télécharger un exemplaire de ce guide, visitez notre site web TaboomMedia.com⁴⁴⁰.

LA MEDIA MONITORING AND RESPONSE COALITION (MMRC) DE TABOOM

La Media Monitoring and Response Coalition (MMRC) de Taboom mobilise des journalistes, des activistes, des chefs religieux, des avocats, des décideurs et d'autres acteurs communautaires pour suivre et combattre rapidement et en collaboration les représentations médiatiques problématiques de sujets tabous sur les droits humains de manière unifiée et systématique.

Notre premier MMRC dédié au SOSIGEG (sexe, orientation sexuelle, identité de genre et expression de genre) se concentre sur les droits LGBTQI+ en Afrique, avec un potentiel d'extension à d'autres régions en fonction des ressources disponibles.

Nous établissons des partenariats stratégiques avec les parties prenantes pour surveiller, noter, traduire et partager régulièrement la couverture médiatique locale du contenu lié au SOSIGEG avec un réseau plus large de la coalition via cette plateforme partagée et une base de données centralisée.

Des observateurs des médias formés recueillent et évaluent la couverture médiatique à l'aide d'une échelle de cinq points. Cette échelle est utilisée immédiatement pour trier les réponses de la coalition. À long terme, l'échelle permet de suivre les améliorations et les dégradations de la couverture médiatique liée au SOSIGEG dans le temps, par pays et par région.

Toute personne peut [soumettre du contenu médiatique sur le portail public](#)⁴⁴¹. Si vous souhaitez nous rejoindre plus formellement en tant que partenaire de suivi des médias, merci de [nous contacter](#)⁴⁴².

NOTES DE FIN

Notes de fin

Ces notes de fin indiquent les adresses Web complètes de tous les liens marqués dans ce guide. Elles étaient valides et exactes au mois de janvier 2022. Si un lien n'est plus fonctionnel, veuillez rechercher la ressource en ligne.

REMERCIEMENTS

- 1 <https://taboommedia.com/category/lgbtqfaith-in-africa/>

LES PRINCIPES ÉTHIQUES DU REPORTAGE SUR LES DROITS HUMAINS

- 2 <https://ethicaljournalismnetwork.org/>
3 <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>
4 <https://www.mtsu.edu/first-amendment/article/970/incitement-to-imminent-lawless-action>
5 <https://pewrsr.ch/3w11e2B>
6 <https://ethicaljournalismnetwork.org/hate-speech-a-5-point-test-for-journalists>
7 <https://dangerousspeech.org/>
8 <https://dangerousspeech.org/guide/>
9 https://www.lexpress.fr/actualite/societe/fait-divers/charlie-hebdo-vise-par-un-attentat_1638337.html
10 <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/france/11341599/Prophet-Muhammad-cartoons-controversy-timeline.html>
11 <https://religionnews.com/2013/10/04/12-blasphemous-artworks-censored-vandalized-angry-believers/>
12 <https://religionnews.com/2013/11/01/madonna-lady-gaga-10-blasphemous-pop-songs-music-videos/>
13 <http://www.religionlink.com/reporting-on/>
14 <https://taboommedia.com/2015/09/27/reporting-guide-on-covering-and-avoiding-religious-hate-speech/>

TERMINOLOGIE FONDAMENTALE DE SOSIGEG

- 15 <http://www.glaad.org/reference>
16 <http://www.glaad.org/reference/offensive>
17 <http://www.glaad.org/reference/lgb>
18 <http://www.glaad.org/reference/transgender>

-
- 19 <http://www.glaad.org/reference/style>
20 <https://www.ajlgbt.info/informer-sans-discriminer/>
21 http://www.iranti.org.za/wp-content/uploads/2019/11/Iranti_Media-Guide_22-November-2019-.pdf
22 <http://www.nlgja.org/stylebook/>
23 <https://www.genderspectrum.org/quick-links/understanding-gender/>
24 <http://www.diversitystyleguide.com/>
25 <http://www.diversitystyleguide.com/topic-glossaries/lgbtq-glossary-2/>
26 <http://religionstylebook.com/>

DISTINGUER LES MYTHES DE SOSIGEG DES RÉALITÉS

- 27 <https://www.psychiatry.org/newsroom/news-releases/apa-reiterates-strong-opposition-to-conversion-therapy>
28 <https://www.splcenter.org/fighting-hate/intelligence-report/2011/10-anti-gay-myths-debunked>
29 <https://www.apa.org/about/policy/parenting>
30 <https://www.hrc.org/resources/faith-positions>
31 <http://www.gin-ssogje.org/ behold-i-make-all-things-new/>
32 <https://www.amazon.com/Divine-Are-You-identities-sexualities/dp/935277485X>
33 <https://www.pewresearch.org/global/2020/06/25/global-divide-on-homosexuality-persists/>

COMMENT COUVRIR LES THÈMES RELATIFS AU SOSIGEG

- 34 <https://taboommedia.com/category/stories/>
35 <https://taboommrc.com/clip/new-door-for-at-risk-men/>
36 <https://www.lexpress.mu/article/391723/sans-passeport-mauricien-lartiste-peintre-kelly-wayne-est-condamnee-etre-apatride>
37 <https://taboommrc.com/clip/lgbt-community-still-faces-high-levels-of-violence-%c2%ad-report/>
38 <https://taboommrc.com/clip/understanding-the-gay-rights-case-and-penal-code-penalties/>
39 <https://www.lexpress.mu/article/401732/sodomie-combat-ryan>
40 <https://www.namibian.com.na/159437/archive-read/You-Can&39t-Pray-The-Gay-Away>
41 https://www.lexpress.fr/actualite/medias/la-tribune-et-sa-couverture-maladroite-contre-l-homophobie_2078712.html
42 <https://mg.co.za/article/2019-04-18-00-the-muslims-who-will-not-choose-between-their-god-and-being-gay/>
43 <https://taboommedia.com/2020/02/02/transgender-zimbabweans-lack-gender-affirming-health-care-amid-economic-turmoil/>
44 https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/senegal/au-senegal-les-homosexuels-sont-consideres-comme-des-animaux-temoigne-un-defenseur-des-droits-lgbt_4634005.html
45 <https://taboommrc.com/clip/transgender-case-postponed-to-december/>
46 <https://www.monitor.co.ug/Magazines/Life/l-m-trapped-in-a-woman-s-body-/689856-4007236-beq3y8z/index.html>
47 <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1807812/kama-la-mackerel-artiste-trans-anticoloniale-prix-conseil-des-arts-queer>
48 <https://www.monitor.co.ug/Magazines/Life/l-m-trapped-in-a-woman-s-body-/689856-4007236-beq3y8z/index.html>
49 <https://fr.euronews.com/culture/2021/01/07/podcast-quand-dakar-etait-la-capitale-gay-de-l-afrique-de-l-ouest>

-
- 50 <https://allafrica.com/stories/201709010573.html>
51 <https://www.diversehumanity.com/2020/01/09/this-is-how-the-heart-beats/>
52 <https://religionnews.com/2015/08/14/photos-indonesias-buginese-community-trans-women-play-key-role-muslim-weddings/>
53 <https://religionnews.com/2015/07/28/photos-trans-muslims-malaysia-daily-life-brings-struggles-triumphs/>
54 <https://taboommedia.com/2016/11/29/ugandas-lgbt-faith-leaders-say-gods-love-is-unconditional/>
55 <https://www.lexpress.mu/article/386695/droit-dasile-avi-obtient-son-feu-vert-au-bout-quatre-ans>

COMMENT NE PAS COUVRIR LES THÈMES RELATIFS AU SOSIGEG

- 56 <https://taboommrc.com/clip/men-made-me-a-lesbian-after-rape-three-times-2/>
57 <http://www.nation.co.ke/lifestyle/DN2/Is-there-anything-like-a-gay-gene-/957860/1755236/-/ko1ju4/-/index.html>
58 <https://www.facebook.com/eNCAnews/photos/a.201754193294587.53936.160836574053016/283059261830746/>
59 <http://attitude.co.uk/daily-beast-potentially-outs-lgbt-athletes-in-controversial-olympic-grindr-hook-up-article/>
60 <https://taboommrc.com/clip/manerela-faults-malawi-police-over-arrest-of-man-posing-as-woman/>
61 https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/faut-il-bruler-les-homos-demande-maroc-hebdo-il-faut-vivre-et-laisser-vivre-repond-telquel_1689024.html
62 <https://nation.africa/kenya/news/House-to-address-matters-of-intersex-people/1056-3410778-hekur8z/index.html>
63 <https://twitter.com/brianpellot/status/824144944709402624>
64 https://www.lexpress.fr/actualite/societe/fait-divers/putains-de-lesbiennes-deux-jeunes-femmes-agressees-dans-le-rer_1983738.html
65 <https://taboommrc.com/clip/nkurunziza-furious-as-senate-rejects-anti-gay-law/>
66 <https://observers.france24.com/fr/20190129-intox-mali-brules-vifs-homosexuels-images-detournees>
67 <https://taboommrc.com/clip/im-your-dad-hes-your-papa/>
68 http://www.iranti.org.za/wp-content/uploads/2019/11/Iranti_Media-Guide_22-November-2019-.pdf

PERSPECTIVES RELIGIEUSES SUR LES THÈMES RELATIFS AU SOSIGEG

- 69 <https://bit.ly/3aoan97>
70 <https://www.hrc.org/resources/stances-of-faiths-on-lgbt-issues-roman-catholic-church>
71 http://www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/2008/documents/rc_seg-st_20081218_statement-sexual-orientation_en.html
72 <https://www.nytimes.com/2019/06/10/world/europe/vatican-francis-gender-identity-sexuality.html>
73 <https://brianpellot.files.wordpress.com/2020/03/taboom-investigating-hate-guide-digital.pdf>
74 <https://www.cnbcfrica.com/special-report/2019/02/25/a-look-at-the-prosperity-gospel-in-south-africa/>
75 <https://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780199827695.001.0001/acprof-9780199827695>
76 <https://www.charlotteobserver.com/news/state/article200305089.html>
77 <https://oneworld-publications.com/sexual-ethics-and-islam-pb.html>
78 <https://pemakenya.org/>

-
- 79 <https://quran.com/>
- 80 <https://www.facebook.com/Compassion-centred-Islam-446900425837366/>
- 81 <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/04/06/why-muslims-are-the-worlds-fastest-growing-religious-group/>
- 82 <https://www.jta.org/2019/05/27/israel/first-openly-gay-orthodox-rabbi-ordained-in-jerusalem>
- 83 <https://www.jpost.com/Diaspora/Transgender-Rabbi-Abby-Stein-ex-hassidic-on-LGBT-You-are-not-alone-563084>
- 84 <https://mg.co.za/article/2018-01-24-00-intersex-babies-killed-at-birth-because-theyre-bad-omens/>
- 85 <https://mg.co.za/article/2018-01-24-00-intersex-babies-killed-at-birth-because-theyre-bad-omens/>
- 86 http://www.groundup.org.za/article/gay-sangomas-demand-recognition_2947/
- 87 <http://www.palicanon.org/>
- 88 <https://www.arrowriver.ca/torStar/samesex.html>
- 89 <https://www.hrc.org/resources/stances-of-faiths-on-lgbt-issues-buddhism>
- 90 http://ahandfulofleaves.org/documents/The%20New%20Buddhism%20The%20Western%20Transformation%20of%20an%20Ancient%20Tradition_Coleman.pdf
- 91 <https://www.britannica.com/topic/Abhidharmakosha>
- 92 <https://openresearch-repository.anu.edu.au/bitstream/1885/41884/1/theravada.html>
- 93 <https://www.reuters.com/article/us-india-lgbt-employment/from-sniggers-to-abuse-visibly-different-lgbt-indians-struggle-for-jobs-idUSKCN1LF1LK>
- 94 <https://www.theguardian.com/society/2014/apr/16/india-third-gender-claims-place-in-law>
- 95 <https://www.palgrave.com/gp/book/9780312293246>
- 96 <https://www.amazon.com/Tritiya-Prakriti-People-Amara-Das-Wilhelm/dp/1413435343>

ASTUCES POUR LE REPORTAGE SUR LES THÈMES RELATIFS À LA RELIGION

- 97 <http://www.religionlink.com/>

SÉCURITÉ DES SOURCES ET SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

- 98 <https://video.skeyesmedia.org/>
- 99 <https://ar.video.skeyesmedia.org/>
- 100 <https://video.skeyesmedia.org/>
- 101 https://genderit.org/sites/default/files/cf-lgbti-africa_0.pdf
- 102 <https://ssd.eff.org/en#index>
- 103 <https://cpj.org/2019/09/digital-safety-diy-guides.php>

SÉCURITÉ ET BIEN-ÊTRE DES JOURNALISTES

- 104 <https://www.eff.org/issues/privacy>
- 105 <https://www.torproject.org/about/overview>
- 106 <https://www.privacyinternational.org/>
- 107 <https://www.accessnow.org/>
- 108 <https://iranwire.com/en>
- 109 https://rsf.org/sites/default/files/guide_journaliste_2015_rsf_fr_web_1.pdf
- 110 https://rsf.org/sites/default/files/guide_fr_2017_1.pdf
- 111 <https://onlineharassmentfieldmanual.pen.org/fr/>
- 112 <https://cpj.org/fr/2019/09/securite-psychologique-harcelement-en-ligne-et-com/>

-
- 113 <https://doi.org/10.1177/0739532919835612>
- 114 <https://dartcenter.org/content/covering-trauma-impact-on-journalists>
- 115 <https://dartcenter.org/content/staying-sane-managing-stress-and-trauma-on-investigative-projects>
- 116 <https://www.icfj.org/news/mental-health-tips-and-resources-journalists>
- 117 <https://www.thomsonreuters.com/en/careers/careers-blog/burying-mental-health-stigma.html>
- 118 <https://cimhs.com/>
- 119 <https://palousemindfulness.com/>
- 120 http://www.sadag.org/index.php?option=com_content&view=article&id=2884;prescribed-minimum-benefits-clarifying-the-complexities&catid=72&Itemid=131
- 121 <http://www.africanjournalists.org/>
- 122 <https://www.facebook.com/groups/51490792451/about/>
- 123 <https://www.nlga.org/>
- 124 <http://rna.org>
- 125 <https://www.theiarj.org/>
- 126 <http://www.safrea.co.za/>
- 127 <https://www.linkedin.com/in/nafj-zimbabwe-8988a413a/>
- 128 <https://www.facebook.com/AFJournalists/>
- 129 <https://www.frontlinefreelance.org/>
- 130 <https://rorypecktrust.org/>

RESSOURCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

- 131 <https://www.deepl.com/translator>
- 132 <https://ilga.org/fr/rapport-homophobie-etat>
- 133 <https://ilga.org/fr/cartes-lois-orientation-sexuelle>
- 134 https://ilga.org/downloads/2017/Charts_ILGA_English_Africa_2017.pdf
- 135 <https://ilga.org/fr/ilga-riwi-global-attitudes-survey-fr>
- 136 https://ilga.org/downloads/ILGA_Trans_Legal_Mapping_Report_2017_ENG.pdf
- 137 <https://www.pewresearch.org/global/2020/06/25/global-divide-on-homosexuality-persists/>
- 138 <https://www.pewresearch.org/global/2013/06/04/the-global-divide-on-homosexuality/>
- 139 <https://afrobarometer.org/publications/tolerance-in-africa>
- 140 <http://www.equalrightstrust.org/ertdocumentbank/Breaking%20the%20Silence.pdf>
- 141 <https://www.amnesty.org/en/documents/afr01/001/2013/en/>
- 142 <https://www.pulp.up.ac.za/component/edocman/violence-based-on-perceived-or-real-sexual-orientation-and-gender-identity-in-africa>
- 143 https://assets2.hrc.org/files/assets/resources/HRC_Export-of-Hate-final.pdf?_ga=2.104828096.1328327912.1548254172-51533673.1548254172
- 144 <https://globalphilanthropyproject.org/2018/11/04/religious-conservatism-on-the-global-stage-threats-and-challenges-for-lgbti-rights/>
- 145 <https://outrightinternational.org/reports/global-reach-so-called-conversion-therapy>
- 146 <https://politicalresearch.org/2012/07/24/colonizing-african-values>
- 147 <https://politicalresearch.org/2009/12/01/globalizing-culture-wars>
- 148 https://books.google.co.za/books/about/American_Culture_Warriors_in_Africa.html?id=pK-PUoAEACAAJ&redir_esc=y
- 149 <https://harvardpolitics.com/covers/globalizing-hatred/>

-
- 150 https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/lgbt1208_webwcover.pdf
- 151 <https://omny.fm/shows/the-talking-point/the-west-exported-homophobia-not-homosexuality>
- 152 <https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/sep/09/being-gay-african-history-homosexuality-christianity>
- 153 <http://america.aljazeera.com/opinions/2014/4/homosexuality-africamuseveniugandanigeriaethiopia.html>
- 154 https://medium.com/@janelane_62637/the-splendor-of-gender-non-conformity-in-africa-f894ff5706e1
- 155 <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01614576.1998.11074270>
- 156 <https://za.boell.org/en/2019/08/14/keeping-faith-working-crossroads-religion-and-sexual-gender-rights>
- 157 <https://www.hrc.org/resources/faith-positions>
- 158 <http://theotherfoundation.org/wp-content/uploads/2016/04/SUMMARY-REPORT.pdf>
- 159 <http://theotherfoundation.org/htcia/>
- 160 <http://theotherfoundation.org/wp-content/uploads/2019/10/Other-Foundation-Stabanisation-Paper-v4.pdf>
- 161 http://www.humandignitytrust.org/uploaded/Library/Other_Material/Criminalising_Homosexuality_and_Religion.pdf
- 162 <https://thehill.com/opinion/civil-rights/390540-recognizing-religious-freedom-as-an-lgbt-issue>
- 163 <https://globalphilanthropyproject.org/wp-content/uploads/2018/04/Mapping-sexuality-human-rights-and-the-role-of-religious-leaders-final.pdf>
- 164 <https://academic.oup.com/jaar/article-abstract/83/4/930/2572490>
- 165 https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/religion_edition_winter_2015-2016_web_version.pdf
- 166 <https://www.nytimes.com/2018/07/21/opinion/sunday/bible-prohibit-gay-sex.html>
- 167 <http://www.stmichaelsedgemead.org.za/PDF/The%20Bible%20and%20Homosexuality.pdf>
- 168 https://books.google.co.za/books?id=4lrDw_6EAMoC&pg=PT48&lpg=PT48&d-q=imam+ali+khariji+rebels+quran+interpretation&source=bl&ots=51AWP5IB3h&sig=wmbH-Vie29YtfnALmL6GPeIQv6B0&hl=en&sa=X&ved=2ahUKewjD65_p1tveAhVnAsAKHf6SC3UQ6A-EwEnoECAoQAQ#v=onepage&q=imam%20ali%20khariji%20rebels%20quran%20interpretation&f=false
- 169 <http://theotherfoundation.org/canaries-in-the-coal-mines/>
- 170 <https://globalphilanthropyproject.org/2016/03/14/we-exist-mapping-lgbtq-organizing-in-west-africa/>
- 171 <https://76crimes.com/2019/05/06/lgbt-in-west-africa-arrests-lynchings-discrimination-denial/>
- 172 http://www.astraeafoundation.org/uploads/files/publications/AstraeaUSAID_SouthAfrica_04_11_16.pdf
- 173 <http://theotherfoundation.org/wp-content/uploads/2019/09/Other-Foundation-Malawi-Paper-v7.pdf>
- 174 https://www.hirschfeld-eddy-stiftung.de/fileadmin/user_upload/laenderberichte/Uganda/16_10_04_Uganda_Report_on_LGBTI_Violations_2016.pdf
- 175 <https://chapterfouruganda.org/sites/default/files/downloads/Where-Do-We-Go-For-Justice-.pdf>
- 176 <https://www.humandignitytrust.org/wp-content/uploads/resources/Expanded-Criminalisation-of-Homosexuality-in-Uganda-2014.pdf>
- 177 <https://76crimes.com/21-varieties-of-traditional-african-homosexuality/>
- 178 <https://www.hrw.org/report/2020/02/03/if-we-dont-get-services-we-will-die/tanzanias-anti-lgbt-crackdown-and-right>
- 179 https://pen.org/sites/default/files/nigeriaireport_FINAL_highres.pdf

180 <https://www.chr.up.ac.za/courses/ahrc/ahrc-sexual-minority-rights-africa>

181 <https://www.unfe.org/fr/>

182 <https://www.unfe.org/fr/learn-more/>

183 <http://www.amnestyusa.org/our-work/issues/lgbt-rights>

184 <http://www.spl.ids.ac.uk/sexuality-gender-faith>

185 <https://brianpellot.files.wordpress.com/2020/03/taboom-investigating-hate-guide-digital.pdf>

186 <https://youtu.be/5oXan2pkOVc>

187 <https://youtu.be/2-vQ1sqyZJM>

188 <https://www.arcusfoundation.org/wp-content/uploads/2020/03/Arcus-Media-Representation-of-LGBTQ-People-in-Africa.pdf>

189 http://www.iranti.org.za/wp-content/uploads/2019/11/Iranti_SDF-Study_22November2019.pdf

190 <https://www.gala.co.za/resources/docs/OutInTheMediaFinalReport.pdf>

191 https://www.academia.edu/13608624/Reporting_Homophobia_in_the_Zimbabwean_and_Nigerian_media

192 http://www.iranti.org.za/wp-content/uploads/2019/11/Iranti_Media-Guide_22November-2019-.pdf

193 <http://www.cominit.com/media-development/content/guidebook-reporting-gender-and-sexuality>

194 <https://radicalcopyeditor.com/2017/08/31/transgender-style-guide/>

195 <https://gijn.org/>

196 https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n492O_XhDe1MZh55WH9ABrUxX3ROoEH-FeC_8fmdzw/edit#gid=746262238

197 <https://gijn.org/lgbtq-resources-investigative-reports-of-note/>

198 <https://gijc17.sched.com/event/CWYy/investigating-lgbtq-issues>

199 <https://drive.google.com/file/d/1DaUuNuECjiECzk-lw43Cw3sQF9UZgyhw/view>

200 https://drive.google.com/file/d/1xbraLNK9JtiTaEUToAwkVJ_IX31LD6gv/view

201 https://drive.google.com/file/d/1JGFjXo5jEWaLHeFEIMmgiOOgw_DQC_r/view

202 https://drive.google.com/file/d/1k6jWioc4GwVUYI9NJE_dztllHdJfNLOE/view

203 <https://securityinbox.org/media/cf-lgbti-africa.pdf>

204 <http://video.skeyesmedia.org/>

205 <http://video.skeyesmedia.org/blog/2013/04/09/lesson-2/>

206 <http://video.skeyesmedia.org/blog/2013/04/09/lesson-9/>

207 <https://towcenter.columbia.edu/news/digital-security-and-source-protection-journalists>

208 <https://www.outrightinternational.org/content/homophobia-and-transphobia-caribbean-media-baseline-study>

209 <https://learninglab.solutionsjournalism.org/>

210 <https://www.mediasupport.org/publication/conflict-sensitive-journalism/>

211 <https://www.mediasupport.org/publication/conflict-sensitive-journalism-special-edition-zimbabwe/>

212 <https://www.mediasupport.org/publication/conflict-sensitive-journalism-special-edition-rwanda/>

213 <https://www.mediasupport.org/publication/conflict-sensitive-journalism-special-edition-kenya/>

214 <http://www.unesco.org/new/en/communication-and-information/resources/publications-and-communication-materials/publications/full-list/conflict-sensitive-reporting-state-of-the-art-a-course-for-journalists-and-journalism-educators/>

215 <https://taboommedia.com/category/lgbtqifaith-in-africa/>

216 <https://taboommrc.com/>

-
- 217 <https://taboommrc.com/submit-clips/>
- 218 <https://taboommedia.com/2021/05/17/hopes-and-dreams-queer-anthology/>
- 219 <https://ahwaa.org/>
- 220 <https://www.galck.org/rainbow-childhoods-anthology/>
- 221 <https://mg.co.za/author/carl-collision-2/>
- 222 <http://www.alturi.org/about>
- 223 <https://www.openlynews.com/about-us/>
- 224 <https://76crimes.com>
- 225 <https://www.getrevue.co/profile/crizzo>
- 226 <https://www.mambaonline.com/>
- 227 <https://hivos.org/news/global-launch-of-boldly-queer-african-perspectives-on-same-sex-sexuality-and-gender-diversity/>
- 228 <https://www.diversehumanity.com/2020/01/09/this-is-how-the-heart-beats/>
- 229 https://za.boell.org/sites/default/files/queering_cape_town_web.pdf
- 230 <https://www.kuchutimes.com/downloads/>
- 231 <https://legabibo.files.wordpress.com/2016/10/dipolelo-tsa-rona.pdf>
- 232 <https://anchor.fm/purple-royale>
- 233 <https://www.facebook.com/pg/IntersexZambiaOrg/posts/>
- 234 <http://quorum.thedailybeast.com/>
- 235 <https://www.youtube.com/watch?v=HMi4OKj1tw>
- 236 <https://vimeo.com/98257594>
- 237 <https://www.youtube.com/watch?v=USTxYflrX4>

GUIDE DES SOURCES POUR L'AFRIQUE :

- 238 <http://iam.org.za/>
- 239 <https://cci-islam.net/?fbclid=IwAR1FtVFUVBfqHrUEvyCd3R5ccfOUPdAadCeAGsSprbBrkxAbLxh-sU48xSM>
- 240 <http://www.gala.co.za/>
- 241 <http://triangle.org.za/contact/>
- 242 <http://genderdynamix.org.za/>
- 243 <http://www.genderjustice.org.za/>
- 244 <http://www.sweat.org.za/>
- 245 <http://www.chr.up.ac.za/>
- 246 <http://www.iranti.org.za/>
- 247 <http://theotherfoundation.org/>
- 248 <https://za.boell.org/en/what-we-do-gender-sexual-diversity>
- 249 <http://www.osisa.org>
- 250 <http://www.southernafricalitigationcentre.org/contact/>
- 251 <http://www.cal.org.za/>
- 252 <https://www.facebook.com/InterActSouthAfricall/>
- 253 <http://www.positivevibes.org/>
- 254 <https://accountability.international/>
- 255 <https://childrensradiofoundation.org/>
- 256 <https://www.facebook.com/pages/category/Religious-Organization/TULLI>

NAM-118706792337997/
257 <https://www.facebook.com/WingsToTranscendNamibia/>
258 <https://outrightnamibia.org.na/>
259 <http://galz.org/about/>
260 <https://www.facebook.com/zimtranscommunity/>
261 <https://www.sexualrightcentre.org/about-us>
262 <https://legabibo.org.bw>
263 <https://www.instagram.com/rainbowidentityassociation/>
264 <http://www.bonela.org/>
265 <https://successcapital.africa/>
266 <https://www.facebook.com/LambdaMoz/>
267 <https://eswatiniminorities.org/>
268 <https://twitter.com/wafezm?lang=en>
269 <http://zanerela.weebly.com/>
270 <https://www.instagram.com/transbantuz/>
271 <https://www.facebook.com/IntersexZambiaOrg/>
272 <https://www.facebook.com/LGBTISey/>
273 <https://www.cedepmalawi.info/>
274 <https://www.astraeaoundation.org/stories/ivy-foundation/>
275 https://web.facebook.com/pages/category/Nonprofit-Organization/Nyasa-Rainbow-Alliance-792087387659373/?_rdc=1&_rdr
276 <https://www.facebook.com/MANERELA-136144443081334/>
277 <https://csjnews.org/>
278 <https://www.facebook.com/Sorakanto/>
279 <https://www.facebook.com/Seeds-of-Hope-112261490415288/>
280 <https://www.facebook.com/associacaoiris>
281 <https://www.arquivodeidentidadeangolano.com/>
282 <https://youngqueeralliance.com/>
283 <http://www.collectifarcenciel.org/>
284 <https://dismoi.org/>
285 <https://www.hivos.org/program/strong-in-diversity-bold-on-inclusion/>
286 <https://www.hivos.org/program/strong-in-diversity-bold-on-inclusion/>
287 https://zeitzmocaa.museum/wp-content/uploads/2017/09/Sakhisizwe-Gcina_AKO-Foundation-Assist.-Curator-of-Special-Projects-ZeitZ-MOCAA.pdf
288 <https://zeitzmocaa.museum/zeitz-mocaa-curatorial-lab-lgbtqi-forum-and-press-workshop/>
289 <https://twitter.com/melaniejudge>
290 <http://www.sociology.uct.ac.za/event/sociology-seminar-series-dr-zethu-matebeni>
291 <https://twitter.com/carlcollison?lang=en>
292 <https://skoll.org/contributor/isabella-matambanadzo/>
293 <http://www.uhai-eashri.org/>
294 <https://www.galck.org/>
295 <https://pemakenya.org/>
296 <http://noneonrecord.com/>
297 <https://www.noneonrecord.com/about/who-we-are/>

298 <https://www.nglhrc.com/>
299 <https://jinsiangu.org/>
300 <http://www.kuriafoundation.or.ke/the-founder.html>
301 <https://sexualminoritiesuganda.com/>
302 <https://icebreakersug.org/>
303 <http://www.spectrumuganda.net/>
304 <https://sipdug.org/>
305 <https://www.kuchutimes.com/about/>
306 <http://hrapf.org/>
307 <http://faruganda.org/>
308 <http://www.umwamamafm.co.ug/>
309 <https://hrnjuganda.org/>
310 <http://acme-ug.org/>
311 <https://saintpaulsfoundation.org/>
312 <http://lgbtvoicetz.org/contact/>
313 <https://www.nswp.org/members/africa/chesa-community-health-education-services-advocacy>
314 <https://www.facebook.com/EthiopiaLGBTArchive/>
315 <https://en.unesco.org/world-press-freedom-day-2019/hadra-ahmed>
316 <https://www.facebook.com/afdhere>
317 <http://dayagainsthomophobia.org/idadhot-2015-country-report-burundi/>
318 <https://www.linkedin.com/in/christian-rumu/>
319 <https://www.facebook.com/rwandalgbtcoalition/>
320 <https://www.facebook.com/RIFARwanda/>
321 <https://itdnova.org/>
322 <https://www.isdao.org/home/>
323 <http://www.arsrc.org/getinvolved/contact.html>
324 <http://www.theinitiativeforequalrights.org/>
325 <https://qayn.org>
326 <https://qayn-qayn.squarespace.com/queer-alliance-nigeria>
327 <https://www.linkedin.com/in/cheikh-eteka-traore-6b216252>
328 <http://nostringsng.com/>
329 <http://www.bisialimifoundation.org/>
330 <https://clubdes7jours.org/>
331 <http://www.felicitythompson.com/bio/>
332 <https://www.facebook.com/Collectif-Free-S%C3%A9n%C3%A9gal-10557802475154/>
333 <http://www.panos-ao.org/en/>
334 <https://www.article19.org/regional-office/senegal-and-west-africa/>
335 <https://www.publichealthpost.org/profiles/djamil-bangoura/>
336 <https://www.facebook.com/ONG-Espace-Confiance-960829950704266/>
337 <https://www.linkedin.com/in/charlotte-campo-b2231012>
338 <https://www.facebook.com/Repmasci-1494915174144791/>
339 <https://www.ijb.org/programs/justicemakers/fellows/2017-justicemakers-fellows/therese-do-nu-togo/>

340 <https://www.facebook.com/BENIN-Synergies-PLUS-BESYP-1586790904928523/>

341 <http://www.hraccghana.org/>

342 <https://solaceinitiative.org/>

343 <http://afedghana.org/>

344 <https://stopaidsinliberia.org/>

345 <http://www.liwenliberia.org/>

346 <https://journalrage.org/>

347 <https://www.theglobalfund.org/en/blog/2017-07-05-dignity/>

348 https://www.facebook.com/Rainbow-Sunrise-MapambazukoLGBTI-RDC-736357919730560/about/?tab=page_info

349 <https://www.facebook.com/jeuniallissime/>

350 <https://namati.org/network/organization/action-pour-la-lutte-contre-linjustice-sociale-alcis/>

351 <https://www.fidh.org/organisation/fidh-delegation-in-new-york-city?lang=en>

352 <https://www.facebook.com/yves.yomb>

353 <https://camfaids.org/>

354 <https://www.facebook.com/humanityfirstcameroon>

355 <https://www.facebook.com/AAlouen/>

356 <https://tranhomosz.org/>

357 <https://www.bedayaa.org/about-us>

358 <https://www.mesahatfoundation.org/en/about>

359 <https://www.facebook.com/TheShadesofEbony/>

360 <https://twitter.com/kunlibya>

361 <https://www.facebook.com/LibyanLgbtRightMovement>

362 <https://www.facebook.com/Association.Akalyat/>

363 <https://www.facebook.com/TheMoroccanLGBTCommunity>

364 <https://nassawiyat.org/>

365 <https://www.facebook.com/TransAtlasMaroc/>

366 <https://transatsite.com/>

367 <https://www.mawjoudin.org/>

368 <https://www.facebook.com/damj.tunisie>

369 <https://www.facebook.com/chouftn/>

370 <https://www.facebook.com/shamsassociation>

371 <http://www.facebook.com/atpptn/>

372 <https://www.aswatnissa.org/>

373 <https://www.facebook.com/Itdh.tn>

374 <https://beity-tunisie.org/>

375 <https://www.aihr-iadh.org/ar/>

376 <https://attalaki.org/>

377 <https://euromedrights.org/fr/contact/#tunis>

378 <https://euromedrights.org/fr/membres/>

379 <https://www.terre-asile-tunisie.org/?fbclid=IwAR1YwQilCDRoCCJTZoeYehClkNDL67mEYv6ImXIN-WPPzYp1AcoNVD3O4PvM>

380 <https://adlitn.org/>

381 <https://www.facebook.com/Mnemy/>

382 <https://www.facebook.com/AsTuSoMi/>
383 <https://www.facebook.com/ASF.Tunisie/>
384 <https://atfd-tunisie.org/contact/>
385 <https://atltunis.org/>
386 <https://qayn.org/en/members-partners/afe-mali/>
387 <https://jeem.me/>
388 <https://www.facebook.com/Queer.Of.The.Bled/>
389 <https://www.astraeafoundation.org/team/yahia-zaidi/>
390 <https://outrightinternational.org/content/azza-sultan>
391 <https://ilga.org/>
392 https://ilga.org/fr/qui-sommes-nous/civi_details_fr
393 <http://panafricailga.org/>
394 <https://gin-ssogie.org>
395 <https://www.outrightinternational.org/region/africa>
396 <https://ajws.org/>
397 <https://www.glaad.org/>
398 <https://www.glaad.org/cap/>
399 <http://www.nlgja.org/>
400 <http://www.arcusfoundation.org/>
401 <http://www.humandignitytrust.org/>
402 <http://kaleidoscopetrust.com/>
403 <http://gillfoundation.org/>
404 <http://globalhumanrights.org/>
405 <http://arc-international.net/about/>
406 <http://www.astraeafoundation.org/who-we-are/about>
407 <https://www.radicallyinclusive.org/>
408 <http://houseofrainbow.org/>
409 <http://www.the-isa.org/>
410 <http://www.agi.ac.za/>
411 <http://cwsglobal.org/our-work/refugees-and-immigrants/serving-the-vulnerable/lgbti-protection/>
412 <https://www.hrw.org/topic/lgbt-rights#>
413 <https://www.hrw.org/video-photos/interactive/2018/04/16/sexual-orientation-gender-identity-country-profiles>
414 http://internap.hrw.org/features/features/lgbt_laws/
415 <https://outrightinternational.org/content/neela-ghoshal>
416 <https://www.unfe.org/>
417 <https://www.ohchr.org/EN/Issues/SexualOrientationGender/Pages/VictorMadrigalBorloz.aspx>
418 <https://www.linkedin.com/in/joel-bedos-69689a106>
419 <https://may17.org/>
420 <https://www.hrc.org>
421 <https://rainbowcatholics.org>
422 <https://awid.org/fr>
423 <https://www.opensocietyfoundations.org/who-we-are/programs/human-rights-initiative>

-
- 424 <https://www.opensocietyfoundations.org/topics/lgbt>
425 <http://www.bu.edu/cgcm/research-associates/visitingresearchers/kapya-john-kaoma/>
426 <https://www.linkedin.com/in/mindymichels>
427 <http://holaafrika.org/about/>
428 <http://www.pfaw.org/spokespeople/peter-montgomery/>
429 <https://www.afsc.org/>
430 <https://www.afsc.org/story/afsc-support-lesbian-gay-bisexual-and-transgender-lgbt-people>
431 <http://www.mpvusa.org/>
432 <http://www.globalequality.org/>

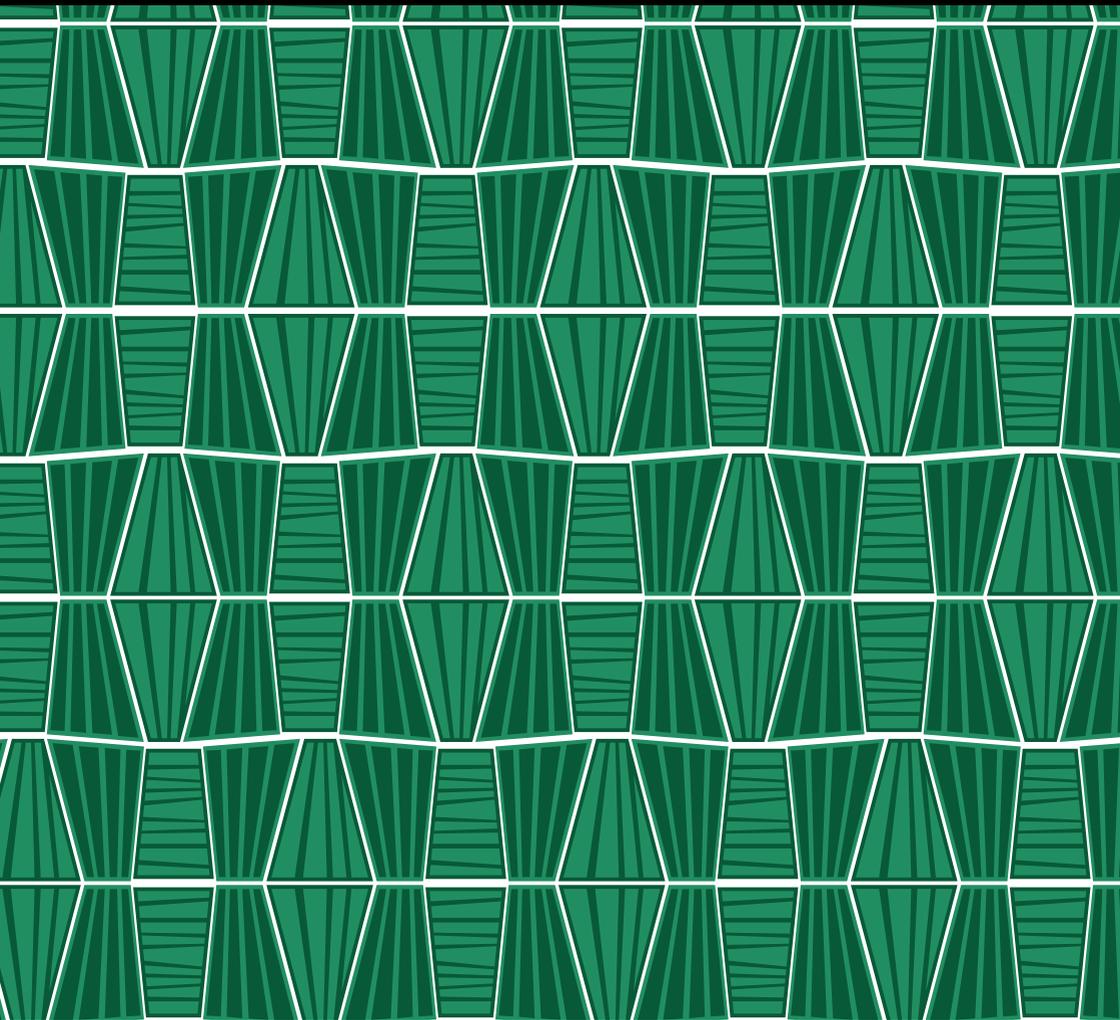
BIOGRAPHIES DES CONTRIBUTEURS

- 433 <http://taboommedia.com>
434 <http://religionnews.com>
435 <http://indexoncensorship.org>
436 <https://www.theopedproject.org/>
437 <https://www.rna.org/>
438 <http://religionstylebook.com/>
439 <http://religionlink.com/>

À PROPOS DE TABOOM MEDIA

- 440 <http://taboommedia.com>
441 <https://taboommrc.com/submit-clips/>
442 <https://taboommrc.com/contact/>

NOTES



Ce guide et d'autres ressources sont disponibles gratuitement sur TaboomMedia.com
Publié et mis à disposition par Taboom Media selon les termes de la licence Creative
Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes
Conditions.

CC BY-NC-SA 2.0 2022